N°395 - novembre 2011 - 4,60€ - 7 FS

S!lence

écologie • alternatives • non-violence



A la découverte de la presse alternative

Industrie agroalimentaire
Main basse sur la diététique

Climat
Paris, 2°C en plus

Jeux vidéo
Et si on jouait à la non-violence ?

Altertour 2011
Encore un grand cru



Crise financière

3 Questions à…

à Aurélie Trouvé,

Vice-présidente d'Attac,

Comment expliquez-vous et quelle signification politique donnez-vous à l'émergence en 2011 de mouvements d' "indigné-e-s" en Espagne, Grèce, Israël, États-Unis… ?

Le système actuel, le capitalisme financier, est à bout de souffle. Mais en même temps il n'a jamais été aussi violent, avec un transfert de richesses massif des citoyens, salariés, retraités, chômeurs, vers les grands détenteurs de capitaux. Ce processus s'appuie sur la dette publique. Une dette qui est le produit des cadeaux fiscaux faits aux riches et du sauvetage de la finance et des banques en 2008, sans qu'il ne leur soit imposé aucune contrepartie. Au lieu de faire payer la note à la finance et aux riches, ce sont les salariés, retraités, chômeurs, qui sont mis à contribution, par le biais de plans d'austérité drastiques. Beaucoup de citoyens ne sont pas dupes et voient bien leur situation se dégrader, tandis que les riches continuent à s'enrichir. Ces plans d'austérité ont été décidés sans consultation démocratique, au nom de la soumission aux marchés financiers et aux agences de notation, considérée comme une fatalité. D'où l'émergence de mouvements un peu partout en Europe où se multiplient ces plans d'austérité.

Ces mouvements se construisent en grande partie en dehors des structures associatives, syndicales et politiques classiques. Ils regroupent beaucoup de jeunes. Ils reflètent sans doute une volonté de renouveler les façons de militer et de fonctionner, en occupant davantage les places publiques, en osant la désobéissance civique, en diversifiant les actions, mais aussi en mettant en place une collégialité et une transversalité beaucoup plus importantes dans les prises de décisions. C'est un processus participatif authentique, avec ses limites, mais qui a l'immense qualité de mettre en adéquation ses revendications (une réelle démocratie) et sa façon de fonctionner. Ceci doit tous nous interroger : associations, syndicats et partis politiques.

Pouvez-vous développer sur cette question de réelle démocratie ?

Face à des représentants politiques qui ne représentant plus que les intérêts de la finance et des plus riches, c'est à nous, citoyens, de reprendre en main notre avenir et l'économie, afin qu'elle soit au service de l'intérêt général. Mais ce sera sans doute un processus long, passant notamment par l'éducation populaire et le partage des informations, afin que les idées dominantes aujourd'hui – et largement relayées par les médias dominants – soient délégitimées. Ce sera sans doute par un vaste mouvement populaire, faisant converger les citoyens, associations, syndicats, partis… tous ceux qui se battent pour un autre système, fondé sur le partage des richesses et la préservation des ressources naturelles. Un mouvement qui va évidemment bien au-delà de la préoccupation des échéances électorales.

le mois de Lasserpe

ENCADREMENT MILITAIRE POUR LES JEUNES DÉLINQUANTS



LES PAUVRES DE PLUS EN PLUS PAUVRES





quoi de neuf ?

Offrez un cadeau qui a du sens !

La pression sociale et commerciale est telle en fin d'année que les cadeaux gadgets qui ne servent jamais sont de plus en plus nombreux. Plutôt que de sombrer dans cette marée de l'inutilité, vous pouvez faire le choix d'**un cadeau qui dure et qui informe : un abonnement à la revue.** Vous pouvez en effet régler l'abonnement pour une autre personne. Vous pouvez aussi profiter de notre offre permanente : pour 100 €, vous abonnez cinq personnes de votre choix pour six mois et votre propre abonnement est prolongé gratuitement d'un an. Si vous désirez que vos amis reçoivent le numéro de janvier qui arrive dans les boîtes aux lettres à partir du 23 décembre, il faut nous envoyer leurs coordonnées et le règlement avant le **6 décembre.**

L'étrange Poste

Depuis le 1er juillet 2011, la Banque postale a supprimé le tarif économique que nous utilisions pour les envois de numéros à l'étranger. Coût pour nous : 600 euros de plus par an.

Le n°400 est sur les rails !

Le numéro 400 paraîtra en avril 2012… Ce sera un numéro très spécial qui devrait faire date ! Il sera plus épais (100 pages) et plus cher au numéro (9 €)… sauf pour les abonnés. Pour ne pas le louper, vous pouvez dès maintenant le retenir… en vous abonnant pour un an.

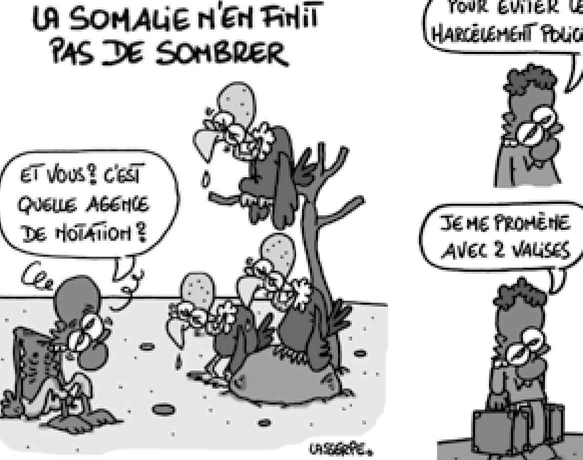
Numéros de téléphone visibles sur internet !

Depuis quelques années, lorsque les numéros anciens de S!lence sont épuisés, nous les proposons gratuitement en téléchargement sur internet. Conséquence de cela : les numéros de téléphone indiqués dans les annonces se retrouvent publics. Les annonces ayant une durée de vie limitée, nous allons dorénavant "blanchir" la rubrique avant de mettre les numéros à disposition. Cela limitera quelques dérapages que l'on nous a signalés.

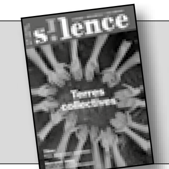
Quelles pistes voyez-vous pour sortir de la crise financière, économique, politique et sociale que nous sommes en train de vivre ?

Il s'agit d'une crise globale et les alternatives passent nécessairement par un changement du système dans son ensemble, qui repense les façons de produire, de consommer, d'échanger. Ne serait-ce que vis-à-vis des limites écologiques de la planète. A court terme, l'ampleur de la crise économique et sociale actuelle nécessite des mesures portées largement par les mouvements sociaux, tout à fait crédibles et qui ne dépendent que de choix politiques :

- l'arrêt des plans d'austérité, qui sont à la fois inefficaces et injustes ;
- le désarmement des marchés financiers par leur très stricte régulation, à commencer par la mise en place d'une taxe sur les transactions financières, suffisamment importante pour dégager les centaines de milliards d'euros nécessaires aux politiques sociales et environnementales (ce qu'Attac propose depuis sa création), et par la suppression des paradis fiscaux et judiciaires ;
- la socialisation du système bancaire, c'est-à-dire la mise sous contrôle démocratique des banques et la construction d'un pôle bancaire public et coopératif, afin qu'elles agissent dans l'intérêt général ;
- la possibilité pour la Banque centrale européenne de prêter directement aux Etats-membres à des taux faibles, afin que ceux-ci ne soient pas obligés de se tourner vers les marchés financiers ;
- la restructuration et l'annulation des dettes publiques considérées comme illégitimes, mettant à contribution les gros créanciers, et dans un premier temps la mise en place d'un débat démocratique sur la dette et son origine et d'un audit citoyen. ■







Prochain dossier :

Terres collectives

Venez nous voir les 17 et 18 novembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 15 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **17 et 18 novembre, 15 et 16 décembre, 19 et 20 janvier...**

Pour passer une info...

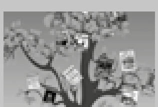
Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 10 h les samedis **26 novembre** (pour le n° de janvier), **17 décembre** (pour le n° de février), **28 janvier** (pour le n° de mars)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **5 octobre 2011.**

Sommaire

édito / dossier du mois

A la découverte de la presse alternative 4 à 15



Climat

Paris, 2°C en plus
Francis Vergier 30



Santé

Industrie agroalimentaire : main basse sur la diététique
entretien avec Paul Scheffer par Guillaume Gamblin 31



Jeux vidéo

Jeux vidéo et monde militaire, un couple inséparable ?
de Tony Fortin 34



Jeux vidéo : et si on jouait à la non-violence ?
de Marion Wintergerst 35



Villes en transition

Potentiel et limites de l'alimentation urbaine
de Michel Bernard 36



AlterTour 2011

Encore un grand cru !
de Jean-Pierre Masson 37



OGM

Dites "Non" aux vignes OGM ! 48



brèves

16 Décroissance et transition
16 C'est le Momentum ! (Agnès Sinaï)
16 Alternatives
18 Fukushima
18 Nucléaire
20 Energie
21 Femmes, hommes, etc.
21 Le sexisme... ah oui ? (Léo Sauvage)
22 Paix
22 Le nucléaire, ça boum ! (Dominique Lalanne)
22 Nord-Sud
23 Politique
24 Climat
25 Environnement
26 OGM
26 Santé
27 Agenda
29 Annonces
40 Courrier
43 Livres



éditorial

La danse des (autres) canards

Depuis deux siècles environ la contestation, la contre-information tout autant que des propositions révolutionnaires et utopiques ont pris leur place dans l'histoire de la presse. Cette presse que l'on nomme indépendante, différente, libre ou "alternative".(1)

Plusieurs générations de militant-e-s et acteurs du changement social depuis les années 1960 jusqu'à aujourd'hui se sont nourris à cet arbre dont les branches nous montrent plusieurs chemins possibles afin de vivre autrement notre quotidien et réfléchir aux transformations sociales souhaitées, désirées ou simplement rêvées.

Se plonger dans ce monde de la presse alternative, comme nous le faisons dans ce dossier, permet de constater la vitalité de celle-ci, les multiples facettes qu'elle nous propose, bref une richesse culturelle et militante dont on ignore parfois la profusion.

Qu'entendons-nous par presse "alternative" ? Celle qui n'est subventionnée ni par la publicité, ni par des acteurs privés ou publics ? Celle qui va à revers de l'idéologie dominante ? Celle qui fonctionne en mettant en œuvre des formes d'autogestion et d'écologie pratique poussées ?(2)

Qu'en disent les acteurs de la presse alternative eux-mêmes, ainsi que les grands médias, et les lecteurs/trices ?

Face à un environnement médiatique qui tend à rendre les individu-e-s soumis et sans vision critique, partir à la découverte des vilains petits ou grands canards qui composent le paysage de la presse dite "alternative", permet de découvrir des voix qui expriment des idées, des rêves et des propositions porteuses d'une vision de la société plus juste et écologique, et qui méritent qu'on leur apporte un soutien... parfois critique.

Jean-Marc Luquet
Mimmo Pucciarelli ■

(1) Du 15 novembre 2011 au 25 février 2012, le CEDRATS, Centre d'études et de recherches sur les alternatives sociales, présente une exposition sur la presse alternative de Lyon et sa région qui sera accompagné d'un colloque international qui se déroulera les 19, 20 et 21 janvier 2012. (voir les pages agendas).

(2) Voir le dossier de Silence n°332, "Créons des médias alternatifs", intégralement téléchargeable "gratuitement" sur notre site : www.revuesilence.net.

dossier

Enquête dans la mare aux "canards" 5
Mimmo Pucciarelli, Jean-Marc Luquet & Guillaume Gamblin

Quelle indépendance pour la presse française ? 13
Christian David

On n'achète pas un journal libre, on le finance ! 15
Michel Gairaud

Couverture : © Damien Bouveret

Enquête dans la mare aux "canards"

"La presse alternative est une ouverture, un décloisonnement, une autre manière de voir le monde, une manière de susciter une réflexion autre. Une manière de dire qu'il n'existe pas de voie unique de la pensée, tout comme il n'existe pas une vision de "la" femme… La presse alternative permet de déconstruire, de prendre du recul, de désobéir", *estime le magazine George. Silence a réalisé une enquête auprès des revues avec lesquelles elle entretient un échange de presse. 52 d'entre elles, situées en France, en Suisse et en Belgique, y ont répondu (voir encadré).*

Ah, l'odeur de l'encre et du papier… désormais remplacée par les "clics" pour atteindre tel ou tel site, blog ou réseau social dispensant de l'information ? Pour le journal de contre-information grenoblois *Le Postillon*, *"La presse "alternative" (notion floue car qu'est-ce qui la définit ? l'absence de pubs ? le ton critique ? ...) est pour nous trop faible et pas assez ambitieuse. Le totalitarisme numérique a envahi aussi les milieux militants où, pour informer et mobiliser, on troque souvent les journaux et tracts pour des sites internet, des fils twitter ou des groupes Facebook. Pour nous, il faut se battre pour faire exister le papier, pour faire sortir les titres "alternatifs" du cercle des initiés et pour imposer leur existence au plus grand nombre. Pour y parvenir, l'échelon local nous semble pertinent car il règne généralement à ce niveau un néant informationnel, qui plus est "critique". Au niveau national, les journaux "alternatifs", aussi intéressants et originaux soient-ils, sont noyés dans la masse des publications plus ou moins critiques ou satiriques."*

Le partage de l'espace d'expression avec internet pourrait aboutir à une situation paradoxale et problématique : selon la revue de pêche *L'encre de mer*, la presse alternative constitue *"un maillon essentiel à la démocratie mais peu étendu en presse écrite du fait probablement des coûts d'impression et de diffusion, et pas toujours visible en presse Internet du fait de la multiplicité des écrits."*

Et pourtant, la presse papier dont il est question dans cette enquête, au vu du nombre de périodiques publiés, du nombre de personnes qui la suit, ne nous a pas semblé moribonde. Mieux, nous assistons depuis quelques années à une contre-tendance : des sites d'information nés sur le web vont chercher, en complément des lecteurs et des lectrices en ligne, ceux et celles qui préfèrent le "vieux support en papier imprimé".



Petite chronologie de la presse alternative

En gras, les revues qui ont répondu à notre enquête. En maigre, d'autres titres avec qui Silence est en relation. *En italique, d'autres titres qui ont cessé de paraître.*

1930

1941 La Grande Relève

1940

1941 Témoignage Chrétien

1949 Citoyens du monde

1950

1954 Le Monde Libertaire

1959 Territoires

1960

1962 Union Pacifiste

1964 Nature et Progrès

1964 Défi Sud (Belgique)

1968-1975 Actuel

1969 Eaux et rivières

1969 Charlie-Hebdo

1970

1970 The Ecologist

(suite page 7)

Les titres qui ont participé à cette enquête

Les périodiques ayant participé à cette enquête abordent les thèmes de l'écologie (15), l'environnement (7), la paix et l'antimilitarisme (5), la solidarité internationale (3), l'éducation (3), l'économie (2), les idées libertaires (2), la santé (1), le féminisme (1), l'art (1), le végétarisme (1) et l'espéranto (1). Une dizaine d'autres affrontent des questions politiques et sociales variées autour des pratiques et théories alternatives. Voici leur liste :

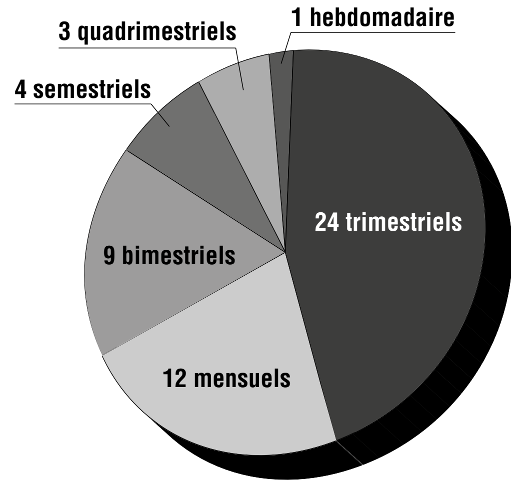
Panda magazine (WWF), Isère Nature (FRAPNA), Imagine demain le monde (Belgique), A Contre Courant (ex-CFDT), Esperanto-info, George (féminisme, Suisse), Gardarem lo Larzac, Les Quatre saisons du jardin bio, Les échos du COTA (solidarité internationale), la Gazette du nucléaire, Le Polypode (éducation à l'environnement, Bretagne), Foutou'art (fanzine, Lyon), Perspective non-violente (MAN-Lyon), Sortir du nucléaire, Damoclès (Observatoire des armements), Alternatives Economiques, Armes nucléaires Stop, Grandir autrement, Union Pacifiste, Transrural initiatives, Réseaux Espérance (Paix), Sans-Culotte 85 (Vendée), Territoires, Le Postillon (Grenoble), Nature et Progrès, Groupe pour une Suisse sans armée, Terre et Humanisme, Contratom (Genève), Le Ravi (satirique, Marseille), Passerelle Eco, Mountain Wilderness, ProXimités (Languedoc Roussillon), VegMag, La Grande Relève, L'encre de mer (pêche), Courrier d'Alis (liberté de soin), La science infuse (BD, Belgique), La maison écologique, FNAUT Infos (transports), OXFAM France, Pêche et Développement, La Garance voyageuse (végétaux), Nature-Loire (FRAPNA), Diennper (les enfants de Tchernobyl), L'ire des chênaies (Longo Maï), Afriques 21, Eaux et rivières, Droit au vélo ADAV (Nord-Pas-de-Calais), OLS (Offensive libertaire et sociale), L'âge de faire, La brique (Lille), CETIM (Tiers-Monde), Le courrier de l'environnement de l'INRA.

La presse alternative n'est pas seulement éphémère

Il y a une idée reçue concernant la presse alternative selon laquelle elle est précaire voire éphémère. Or, nous constatons que ce n'est pas toujours le cas. Parmi les revues ayant répondu à notre enquête figurent *La grande relève* (chantre de l'économie distributive) qui a été lancée dans les années 1930 (!), *Territoires* (qui essaye "de relier des élus locaux porteurs de dynamiques alternatives, voire autogestionnaires") lancée dans les années 1950, et *l'Union pacifiste* créée dans les années 1960.

Pour le reste, dans notre échantillon il y a 9 titres dont les premiers numéros remontent aux années 1970, 12 aux années 1980 (à l'instar de *Silence* qui va allègrement sur ses trente ans), 12 autres aux années 1990, 9 au début des années 2000 et 14 qui sont nés après 2005.

Certes, lorsqu'on passe une journée à cataloguer la presse alternative dans un centre de documentation comme le CEDRATS[(1)], on trouve une foule de numéros uniques, de revues, bulletins, et autres journaux ayant publié seulement deux, trois numéros voire une dizaine, puis se sont arrêtés. Mais de nouveaux titres renaissent d'une saison à une autre en suivant les thèmes porteurs du moment, mieux, les nécessités et la volonté des personnes engagées dans les multiples mouvements sociaux. Ces périodiques vont régulièrement alimenter la réflexion et apporter de nouvelles données scientifiques, militantes, etc., mais aussi utiliser les derniers outils offerts par la technologie. *"La presse alternative est très importante car elle est un canal précieux pour l'information non conformiste, pour des documents qui ne sortent jamais dans les grands médias, pour une vision critique de notre société, pour une prise de conscience et une envie d'agir chez les lecteurs. Malheureusement, il n'y a pas assez de lecteurs et la presse alternative se bat sans cesse contre le manque de moyens financiers"*, estime *Le courrier d'Alis*, qui défend la liberté de soin et combat le fichage médical.



Periodicité des titres qui nous ont répondus.

Bénévoles et abonnés

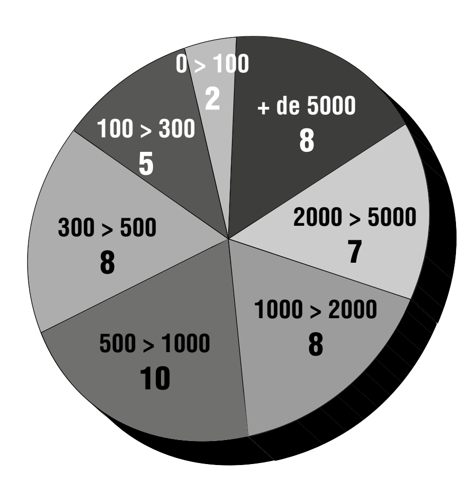
Les publications alternatives qui ont répondu à notre enquête sont réalisées en grande partie par des bénévoles, elles utilisent généralement des moyens financiers que leur procurent seulement

(1) CEDRATS, Centre de documentation et de recherche sur les alternatives sociales, 27 Montée St-Sébastien, 69001 Lyon. Tél. : 04 78 29 90 67.

les abonnements et les ventes (ou encore une partie de l'argent provenant de l'adhésion à telle ou telle association promotrice du titre). Il parait évident qu'une majorité d'entre elles soient trimestrielles du fait de la quantité de travail et d'énergie nécessaire pour boucler un numéro, pour sa mise en page et son impression.

En résumé, nous pouvons affirmer, avec la revue libertaire *Offensive*, que *"malgré les assauts du numérique, il semble que la presse papier résiste plutôt bien, voire même se développe. De nombreux titres se créent, à diffusion locale ou plus vaste, et alimentent la pensée critique. Il y a une vraie richesse, depuis les brochures photocopiées, les journaux à diffusion aléatoire jusqu'aux revues plus ou moins conséquentes. Le choix est très diversifié. Le constat que nous faisons, poursuivent-ils, depuis nos débuts en 2003, est que la qualité de cette presse s'est considérablement améliorée."*

L'utilisation de tel ou tel outil d'impression est naturellement en relation à la quantité d'exemplaires publiés. Elle correspond, *grosso modo*, aux abonnements et aux ventes, en sachant que pour les périodiques diffusés en kiosque une quantité importante d'exemplaires restent invendus et finissent directement comme déchets.

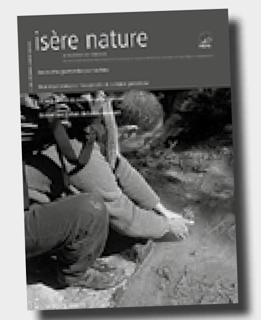


▲ Nombre d'abonnés aux titres qui nous ont répondus.

Pour certains titres il y a un nombre équivalent d'abonnés et d'exemplaires vendus soit dans les kiosque, soit dans le réseau alternatif et/ou militant. Mais pour d'autres ce sont les abonnements qui représentent l'essentiel des ressources permettant à la publication de vivre. Pour quelques-uns il n'y a ni abonnements, ni ventes, mais une diffusion qui se fait auprès des membres de l'association ou groupe à l'origine de la publication et de ses "partenaires politiques" ou associatifs. La diffusion s'étend pour certains journaux par le biais d'une diffusion "gratuite" auprès des personnes et groupes intéressés par la thématique présentée, ou encore par la variante proche du "prix libre".

Cette presse vit généralement grâce au bénévolat, du moins celle n'ayant que quelques centaines d'abonnés et/ou de numéro vendus. Mais dès que la diffusion dépasse le millier on a, soit

Petite chronologie de la presse alternative



1970-1978 Politique-Hebdo

1970-2004 Combat nature

1971 Isère Nature (FRAPNA)

1971-1977 Combat non-violent

1972 La Hulotte

1972-1982 La Gueule ouverte

1973-1981 Le Sauvage

1973 Alternatives non-violentes

1975 Gardarem lo Larzac



1976-1984 Superpholix

1976-1988 Le Pigeon voyageur

1976 La Feuille (Villeneuve-sur-Lot)

1977 La Gazette du nucléaire

1977-1992 Ecologie-infos

1977-2011 L'Impatient (puis Alternatives Santé)

1978 Non-violence politique (puis Non-violence actualités)

1979 La Galipote (Auvergne)

1979 Les Quatre saisons du jardin bio

1979 Les échos du COTA (solidarité internationale)



1980



1980 Réseaux Espérance (Paix)

1980 Courant Alternatif

1980 Alternatives Economiques

1981 Panda magazine (WWF)

1981 L'ire des chênaies (Longo Maï)

1982 Groupe pour une Suisse sans armée (Suisse)

1982 Silence

1984 Damoclès (Observatoire des armements)

1984 Nature-Loire (FRAPNA)

1985 Contratom (Genève)

1985 La Garance voyageuse (monde végétal) *(suite page 9)*

Ce que j'aime dans la presse alternative, c'est...

Silence a interrogé deux personnes habituées à manipuler de nombreux titres de presse alternative, pour connaître leur avis et leurs préférences personnelles à ce sujet. Voici les réponses de Felip Equy, du Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Marseille, et de Bastien, de la librairie Quilombo à Paris.

Quelles sont leurs attentes par rapport à la presse alternative ? Et dans quels titres y trouvent-ils des réponses ? Felip, du CIRA, est abonné à *CQFD, Gavroche, Le Monde Libertaire, Courant Alternatif.* Il attend de ces revues "des informations qu'on ne trouve nulle part ailleurs ; et un point de vue différent sur les événements d'actualité". "En les lisant, poursuit-il, j'ai l'impression de faire partie d'une communauté de lecteurs. La revue sert alors de lien. Par exemple, *le Monde Libertaire* donne chaque semaine une liste de rendez-vous". Q'est-ce qui est important dans ces revues ? Entre autres "qu'elles suivent l'évolution des idées en présentant des interviews de penseurs actuels et en suivant l'actualité des parutions de livres. Le bulletin A contretemps est exceptionnel car il parle de livres dont la grande presse ne parle jamais, et en plus il s'agit d'un vrai travail de critique". Il décline ainsi ses préférences : "*Gavroche* (qui malheureusement vient de s'arrêter) parlait d'une histoire méconnue, celle du peuple et non celle des dirigeants. J'apprécie *CQFD* pour son humour noir assez décalé. Je lis également *Le Ravi* qui est une sorte de *Canard enchaîné* local (pour la région du PACA). C'est une très bonne revue d'information et d'investigations".

Pour Bastien, de *Quilombo*, "le besoin se fait sentir de participer à des débats profonds sur notre époque" et pour cela, il apprécie la lecture de *Offensive* et de *Z*. Il cherche aussi à "trouver des infos sur des luttes en cours" et pour cela il cite quatre titres : *CQFD, Le combat syndicaliste, La Brique* et *L'envolée*. Mais il est nécessaire d'effectuer un "retour critique sur ces mêmes luttes" qu'il trouve notamment dans *Courant alternatif*, sans négliger une fenêtre sur l'alternative avec *Silence*. Il poursuit : "Certaines revues sont orientées sur des thèmes particuliers (*Timult, N'autre école, Billets d'Afrique*), d'autres sont plus généralistes (*Fakir, Article XI*), mais toutes répondent au besoin de faire marcher son cerveau face à l'ordre établi en fournissant de quoi répondre à cette question existentielle : comment et pourquoi sortir du marasme ambiant ? Bémols : la qualité graphique n'est souvent pas au rendez-vous, et le projet éditorial global manque bien des fois de pertinence et de cohésion. Mais bon, ajoute-t-il, c'est toujours mieux que de faire un blog ! La culture numérique -avec le flux, l'immédiateté, la transparence, etc - a clairement appauvri l'esprit critique et il est très dur de se défaire de cette dernière. ".

un salarié s'occupant des aspects techniques, de la coordination de l'équipe rédactionnelle, soit un petit groupe de salariés qui vont devoir s'occuper non seulement de la réalisation de la publication, mais aussi des aspects administratifs qui lui sont liés. Dans ce cas, et ils sont nombreux, la presse alternative devient aussi un enjeu économique, une source de revenus qui n'est pas négligeable. Ces salariés constituent à leur tour une ressource précieuse en informations pour le mouvement militant.

Différents degrés d'alternative ?

Le mot qui revient le plus souvent dans les réponses que nous avons reçues de la part des publications alternatives, lorsque nous leur avons demandé en quoi la rédaction fonctionnait de manière alternative, est celui d'organisation "collégiale". On parle aussi de "travail en équipe", "collectif" et de "bénévolat", sauf pour les trois revues qui dépassent les 10 000 abonnés et vendent plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, qui décrivent leur fonctionnement comme étant "classique". Les titres qui ont un fonctionnement de rédaction "non collégial" sont-ils encore de la presse alternative ?

Le mensuel *Alternatives Economiques* s'explique ainsi : *"La notion d'alternative appliquée à la presse peut signifier beaucoup de chose… Elle peut concerner le modèle économique (financé par les ventes ou soutenu par une association politique ou militante), la forme du support (plus ou moins « pro »), le mode d'organisation de la rédaction (plus ou moins professionnalisée), les modes de diffusion, les sujets traités et les angles choisis, le statut de l'entreprise enfin. Dans cette perspective,* Alternatives Economiques *est à la fois un magazine "comme les autres" (par sa forme, par ses modes de diffusion, par son modèle économique, par sa reconnaissance institutionnelle, etc.) mais c'est aussi un magazine alternatif parce qu'il est édité par une coopérative, parce qu'il choisit de traiter de thèmes dont le reste de la presse économique ne parle pas, parce qu'à la différence de celle-ci, il ne cible pas principalement les cadres et les épargnants, et qu'il*

s'adresse d'abord au citoyen qui veut comprendre les enjeux liés aux questions économiques et sociales."

Les quatre saisons du jardin bio s'interroge lui aussi sur la différence entre les "petits" et les "gros", entre plusieurs "niveaux" d'alternative. *"Pour les revues d'association comme* Silence*, ou un journal comme* L'Âge de Faire*, ça me paraît assez simple : c'est de la presse alternative.* Terra Eco, Politis, Le Monde Diplomatique, L'Ecologiste, Alternatives Economiques, Les 4 Saisons du jardin bio *sont-ils de la presse alternative ? C'est plus compliqué. Ils sont indépendants. Ils tentent de vivre aussi dans les circuits de distribution classiques, éventuellement avec de la pub. Leur ton est plus ou moins subversif/critique face au "système". Mais ils veulent aussi toucher le grand public et ne pas rester cantonné à un petit entre-soi, entre militants où l'on tourne en rond et on n'acquiert jamais les moyens de son ambition. En tout cas, des publications qui souvent ont fait émerger des sujets importants (le bio, les pollutions diffuses dans la maison, etc.) avant d'autres médias grand public."*

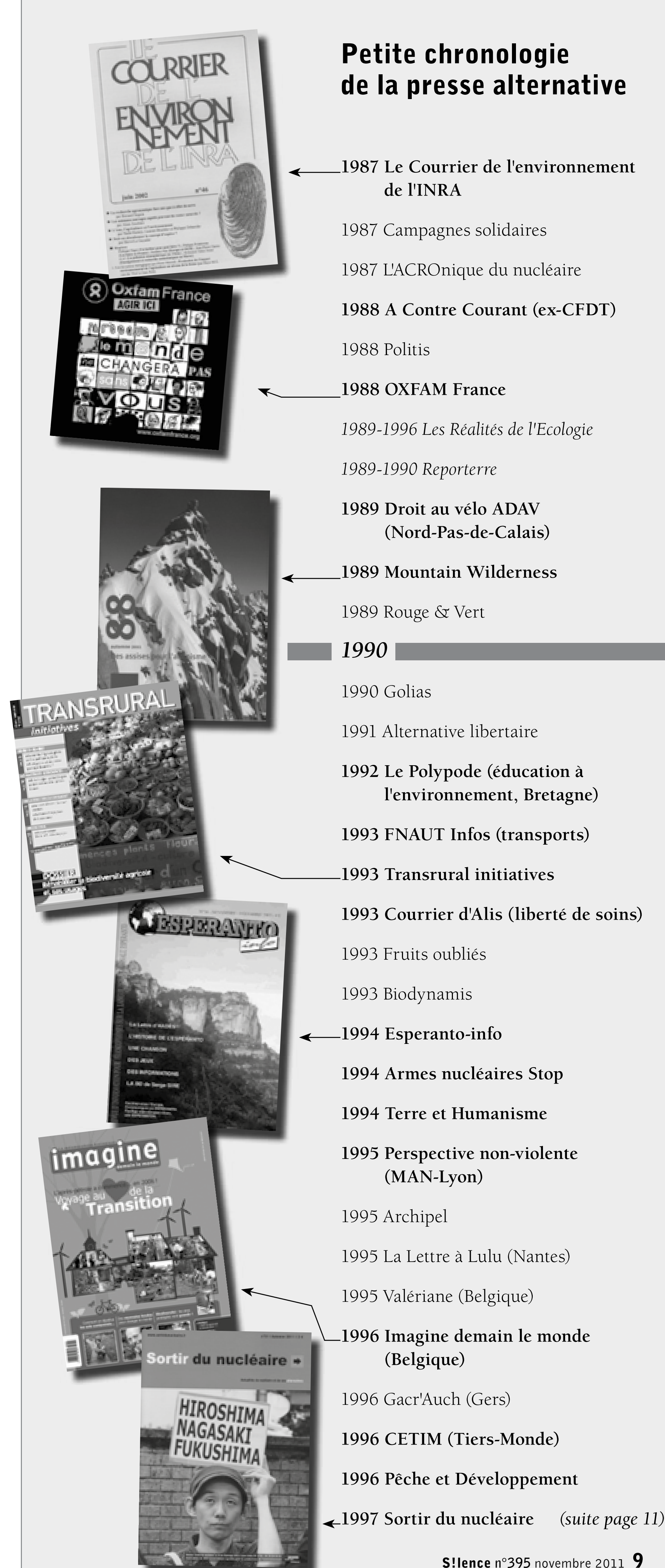
La rédaction : horizontalité et postes-clé

Au niveau des petites structures, le comité de rédaction est "naturellement" horizontal, parfois clairement décrit comme étant autogéré, et où "tout le monde fait tout ou presque". S'il y a des cas de fonctionnement "aléatoire et spontanéiste", on retrouve presque toujours une organisation horizontale, à base de bénévoles, ou d'un mélange de bénévoles et de salariés se partageant les tâches nécessaires à la publication de la revue/bulletin/journal.

Par contre on constate aussi, en filigrane ou clairement revendiquée, la présence dans ces structures de deux figures importantes : d'une part celle du maquettiste/infographe pour son savoir et savoir-faire technique, essentiel par rapport à la maîtrise des outils informatiques, qui, bien qu'ils soient facilités par certains programmes, restent néanmoins réservés à des mordus du clavier ; et de l'autre celle, incontournable, du coordinateur du comité de rédaction, ou bien le responsable de l'association auquel on délègue le soin de suivre l'ensemble du processus : contacts avec le ou les salariés, les bénévoles, les collaborateurs, l'imprimerie et les diffuseurs. On retrouve souvent à bord un maître incontournable.

Qu'entend-on par "alternative" ?

Au final, qu'est-ce qui définit la presse alternative ? *"La presse alternative, pour moi, signifie presse libre de toute attache commerciale,* estime Nature Loire, le journal de la FRAPNA 42 *Exemples : le* Canard enchaîné *ou* Silence *ou* La Décroissance *(tout le contraire de* Systèmes solaires *payé par la pub industrielle éolienne). Elle diffuse ce que les autres cachent au public. Défaut : une tendance marquée au verbalisme illisible par le grand public, et aussi un cer-*



Petite chronologie de la presse alternative

1987 Le Courrier de l'environnement de l'INRA

1987 Campagnes solidaires

1987 L'ACROnique du nucléaire

1988 A Contre Courant (ex-CFDT)

1988 Politis

1988 OXFAM France

1989-1996 Les Réalités de l'Ecologie

1989-1990 Reporterre

1989 Droit au vélo ADAV (Nord-Pas-de-Calais)

1989 Mountain Wilderness

1989 Rouge & Vert

1990

1990 Golias

1991 Alternative libertaire

1992 Le Polypode (éducation à l'environnement, Bretagne)

1993 FNAUT Infos (transports)

1993 Transrural initiatives

1993 Courrier d'Alis (liberté de soins)

1993 Fruits oubliés

1993 Biodynamis

1994 Esperanto-info

1994 Armes nucléaires Stop

1994 Terre et Humanisme

1995 Perspective non-violente (MAN-Lyon)

1995 Archipel

1995 La Lettre à Lulu (Nantes)

1995 Valériane (Belgique)

1996 Imagine demain le monde (Belgique)

1996 Gacr'Auch (Gers)

1996 CETIM (Tiers-Monde)

1996 Pêche et Développement

1997 Sortir du nucléaire *(suite page 11)*

A quoi sert la presse locale alternative ?

B*enjamin Ferron est doctorant à l'Institut d'études politiques de Rennes. Sa thèse s'intéresse aux stratégies de communication médiatique des mouvements sociaux qui, dans les pays du Sud, arrivent à bénéficier d'une couverture favorable dans les médias occidentaux. Nous lui avons demandé quel rôle jour la presse alternative locale.*

"La presse alternative locale diffuse dans l'espace public des points de vue et des informations qui ont peu ou pas de chances d'être publiés dans la presse traditionnelle. Elle a donc un rôle démocratique. Par exemple, elle dénonce la connivence entre les élus et un certain secteur de la société locale — je pense aux entreprises locales, aux faveurs politiques, aux postes qui sont attribués à tel ou tel selon les affinités politiques de chacun et les réseaux de domination locaux.

Ces journaux font l'objet de contre-attaques judiciaires ou de procès en diffamation. Sur le plan journalistique, cela dépend des endroits et des titres. Je ne suis pas sûr que *Particule*, à Rennes, ait un quelconque impact mais, par exemple, à Amiens, *Fakir* a eu des effets sur la presse locale et municipale, dont le *Courrier Picard*, et a dû faire face à des procès. Comme toujours, quand un nouveau joueur arrive, cela transforme le comportement des autres, y compris lorsque ce joueur n'a pas une force très importante.

J'ai aussi remarqué à *La lettre à Lulu*, à Nantes, qu'il y a des journalistes de la presse alternative qui peuvent travailler par ailleurs pour des titres de presse conventionnelle et qui publient dans ces petits canards satiriques ou alternatifs ce qu'ils ne peuvent pas publier ailleurs.

La presse alternative locale devient alors un espace de compensation par rapport aux autres types de presse où certains choses ne peuvent pas sortir, parce que la presse commerciale ou institutionnelle est dans une logique économique qui exerce un type de censure sur les journalistes.

Reste plusieurs voies possibles : est-ce que la presse alternative peut contribuer à un processus qui aboutirait à la mise en place d'espace et d'outils autonomes finalement extérieurs au régime capitaliste de l'information, ce qu'on va trouver à petite échelle dans la communication zapatiste avec l'idée d'*autonomie* qui va se rapprocher d'un projet de type libertaire ? Ou bien un processus dans une logique plus *révolutionnaire*, au sens anarchiste du terme, pour se réapproprier des médias de masse ? Ou enfin une approche plus *réformiste* qui vise la législation pour amener des espaces radiophoniques, des avantages fiscaux pour la presse associative, etc. ?

Ces trois positions existent aujourd'hui en France : réformiste, révolutionnaire ou autonome, sur ce qui peut être le projet de transformation".

Propos receuillis par **Mimmo Pucciarelli** ■

tain sectarisme idéologique. Egalement une mauvaise qualité de l'impression et une mise en page chargée."

"Par ailleurs, poursuit le Sans-Culotte 85*, périodique critique vendéen, il faut bien – à mon sens – dissocier la presse alternative nationale et locale : essayez donc d'appliquer les recettes classiques de* Charlie Hebdo*, reprises par* Siné*,* La Mèche *ou maintenant* Zélium *au niveau d'un journal indépendant local, vous ne tiendrez pas plus de quelques mois !! Localement, les gens veulent autre chose, des infos du coin, du concret. Ça n'a rien à voir. Par contre, c'est vrai qu'ici en Vendée, quand les gens parlent du* Sans-Culotte 85*, ils nous comparent systématiquement au* Canard Enchaîné*, mais jamais à* Charlie Hebdo *par exemple, au contraire même !! Enfin, le terme général de "presse alternative" est très large… et cache bien des différences. Il est difficile de mettre tout le monde dans le même panier et sous cette bannière qui, au fond, signifie juste que c'est une presse qui offre une alternative au monopole et au système médiatique actuel. Après, parmi elle, on trouve des journaux indépendants d'information (spécialisés ou généralistes) créés et gérés par des journalistes, mais aussi des journaux militants ou des journaux d'opinion publiés par des hommes aux couleurs politiques affichées. Il ne s'agit pas de mépriser les uns ou les autres, plus il y aura de diversité, mieux ce sera. Par contre, il est un peu dommage ne pas faire davantage la distinction entre les deux : en ce qui nous concerne, nous avons dû nous battre pendant des années pour faire comprendre que l'on était uniquement des militants de l'information. En même temps, c'est aussi au journal d'être capable de le prouver et il n'y a rien de plus normal ! "*

Un contre-pouvoir essentiel

Alors, quel est le sens de tout cela ? Pourquoi, au fond, se battre pour faire vivre des titres qui auront difficilement accès à un lectorat, faute de canaux de distribution larges ? *"La presse dite alternative constitue un contre-pouvoir essentiel dans la société afin de mettre à disposition du public des informations selon un point de vue différent,* estime Mountain Wilderness. *En effet, les grands groupes de presse ayant des liens forts avec le gouvernement en place, il apparaît indispensable que d'autres opinions s'expriment, que ce soit sur les thèmes de l'environnement, du social ou de la culture. On peut cependant regretter la multiplication des supports et le fait que*

n'importe qui devienne producteur d'information, ce qui, paradoxalement, rend plus difficile l'accès à l'information (trop d'informations pouvant brouiller la compréhension d'une problématique)."

La presse alternative constitue, en vrac, en suivant les propos des personnes qui ont répondu à notre questionnaire : un lien ; un outil pour construire un autre monde ; une presse autonome, libre et en particulier de la pub ; un espace de liberté, de débat et de réflexion ; un périodique faisant entendre un autre son de cloche ; une source d'information en général et des initiatives alternatives en particulier ; un contrepoids ; un contre-pouvoir ; un moyen pour sensibiliser la population ; la possibilité pour des minorités de s'exprimer ; une presse pour lancer des alertes ; pour approfondir des thèmes dont la presse généraliste se soucie peu ; un support et une vitrine des alternatifs et des alternatives ; une bouffée d'oxygène ; une structure permettant la diffusion d'idées nouvelles et d'une pensée différente des médias "traditionnels" et de la pensée unique ; un maillon essentiel de la démocratie,…

Bien qu'elle soit plus faible que la grande presse, elle est plus fiable et plus pointue, elle fait vivre des pôles de résistance, elle est proche du local mais ouverte sur le monde, elle donne la parole à tous/toutes, elle est un support engagé pour la vie associative, un lieu d'échanges à la biodiversité fragile.

Pour *Le courrier de l'environnement de l'INRA*, la presse alternative constitue *"une source d'information autre que celle des médias généralistes, professionnels ou institutionnels – que nous recevons également – et qui donne un aperçu des débats et des initiatives émanant de la société, ainsi que la possibilité d'élargir notre réseau. Un reflet des évolutions et des questionnements de la société en matière d'agriculture, de santé, d'environnement, d'alimentation, etc."*.

La revue *Sortir du nucléaire*, éditée par le réseau du même nom, liste ainsi les intérêts d'une telle presse : *"Un vivier d'idées, de débats, d'infos et d'analyses qui sont souvent de bien meilleure tenue que la presse généraliste ou magazine plus "mainstream". Une école d'implication politique (au sens noble) pour les citoyens, bénévoles ou lecteurs, des différentes publications. Un espace de liberté pour les journalistes soucieux de faire un véritable travail de journaliste (qui suppose liberté de parole, de ton, de mise en cause... difficilement compatible, comme on sait, avec la perfusion publicitaire à outrance). Une biodiversité fragile, qui doit impérativement être préservée des attaques directes ou indirectes qui peuvent l'affaiblir dramatiquement, je pense par exemple de façon très terre à terre aux questions de tarifs postaux ou commission paritaire utilisées contre certaines publications, ou qui en condamnent d'autres. Une mine d'informations de tous types."*

Mimmo Pucciarelli

Mise en forme : **Guillaume Gamblin** ■



Petite chronologie de la presse alternative

1999 Passerelle Eco

1999 Casseurs de Pub (puis La Décroissance)

1999 Ecorev

1999 Ortzadar (Pays basque)

1999 Le Fakir (Amiens)

2000

2000 L'Ecologiste

2001 La Maison écologique

2001 Dniepr (les enfants de Tchernobyl)

2002 La Revue durable

2003 Le Ravi (satirique, Marseille)

2003 CQFD

2003 Offensive libertaire et sociale

2004 Creuse-Citron

2005 L'âge de faire

2005 VegMag

2005 Alliance pour une Europe des consciences

2005 L'encre de mer (pêche)

2006 Grandir autrement

2006 La brique (Lille)

2006 Entropia

2006 Le Tigre

2007 IPNS (Limousin)

2007 Le Sarkophage

2007 Sans-Culotte 85 (Vendée)

2007 La science infuse (BD, Belgique)

2009 Le Postillon (Grenoble)

2009 Afriques 21

2010

2010 George (féminisme, Suisse)

2010 Foutou'art (fanzine, Lyon)

2010 ProXimités (Languedoc Roussillon)

Découvrir le plus beau des réseaux...

Silence avait coopéré à l'édition du *Guide des médias alternatifs* en 2006. Son auteur, Esteban, estime qu'internet n'est pas forcément une technologie d'avenir… *"L'avenir des médias, alternatifs ou classiques, est plutôt du côté du papier, et des médias de vive voix, audios (radios avec antennes, crieurs publics…), car peu consommateurs d'énergie. Avec le dérèglement climatique qui s'aggrave, les tempêtes sont de plus en plus violentes, et quand elles frappent, seules les radios (idéalement celles de type 'freeplay', sans pile ni branchement électrique, à manivelle), permettent aux humains de communiquer entre eux sur de longues distances, grâce aux ondes hertziennes (qui existent depuis la fin du 19e siècle !). Ce n'est pas le cas des "nouveaux médias", qui dépendent d'une prise électrique, et qui nécessitent des chargeurs et batteries au lithium régulièrement alimentées, voire des antennes-relais. Les médias en ligne survivront-ils aux conflits qu'ils ont en partie générés par leurs empreinte écologique gigantesque ?"*



Internet serait-il plus "participatif et convivial" que le vieux papier, comme on le prétend parfois ? *"A nous de transformer les "écrans d'arrêts" (qui s'interposent entre nous) en fenêtres ouvertes, en horizons, en rencontres culturelles et en moments festifs entre lectrices et lecteurs. En ouvrant nos carnets d'adresses et répertoires papier, on y découvrira le plus beau des réseaux sociaux : l'humain libre, en mode acoustique !"*

■ Pour mieux connaître la bibliodiversité des médias alternatifs, on peut lire son guide : *Devenons des médias alternatifs !*, éd. Le P'tit Gavroche, 365 p., 2006, 10€.

Propos recueillis par Guillaume Gamblin

La presse sur internet est-elle plus réactive ?

Le site d'information alternatif lyonnais Rébellyon est animé par un collectif qui désigne *"une équipe de trois personnes qui valide les informations, qui organise les articles à mettre à la une, etc. Ces trois personnes sont élues pour assumer cette charge pendant quinze jours et puis, à la réunion suivante, tout ou partie de cette équipe est réélue pour les quinze jours d'après."* Mais, explique Ari, l'un de ses animateurs, *"il arrive que ce fonctionnement ne tienne plus du tout, lorsqu'on est dépassé par les événements. Ça s'est produit à trois ou quatre reprises. Cela a d'abord été le mouvement lycéen de février-mars 2005. C'est à ce moment-là que d'autres personnes sont arrivées dans notre équipe et qui d'ailleurs sont encore là. Ce fut ensuite le mouvement contre le CPE(1) au printemps 2006, ensuite le mouvement contre la LRU(2) en novembre-décembre 2007, qui s'accompagnait aussi d'un mouvement de grève chez les cheminots, et enfin le mouvement contre les retraites de 2010. Et il y a eu aussi un épisode autour de l'élection de Sarkozy au printemps 2007.*

Pendant ces périodes-là, le site devient autre chose. Alors qu'habituellement, on peut y trouver deux ou trois rendez-vous pour la semaine et quelques communiqués, il devient tout d'un coup une base d'organisation collective, très forte, à la fois pour des rendez-vous, et pour la collecte d'informations et de réflexions sur le mouvement, d'analyse en temps réel de la situation. Il devient aussi une base de contre-information de masse, parce des gens qui sont dans la lutte viennent sur le site pour être informés autrement. Ils ont alors plein de choses à raconter. Car aujourd'hui, contrairement au moment où nous avons lancé Rébellyon, les gens ont pris l'habitude de s'exprimer sur internet, même si parfois c'est avec des messages très courts, et pas forcément des gros articles de réflexion. Mais des messages très courts peuvent aussi faire passer la réflexion. Donc, pendant ces périodes-là, le site se trouve relativement transfiguré. On croule alors sous les articles et les forums."



■ http://rebellyon.info

Propos recueillis par Jean-Marc Luquet

(1) Contrat Première Embauche, adopté le 31 mars 2006 puis retiré le 10 avril.

(2) Loi relative aux libertés et responsabilités des universités, adopté le 10 août 2007.

Quelle indépendance pour la presse française ?

Pendant la guerre de 1939-1945, la quasi-totalité des médias français avait collaboré avec le gouvernement de Vichy et/ou avec le régime nazi... aux notables exceptions des journaux clandestins de la résistance : *Combat, la Vie ouvrière, le Franc-tireur, l'Humanité, Témoignage chrétien, Libération...*

Cette résistance médiatique fut reconnue à la fin de l'Occupation, lorsque furent prises les ordonnances de 1944 sur la liberté de la presse. La première ordonnance du 6 mai 1944 abolit la censure et rétablit la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881, elle-même s'appuyant sur la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, et condamnant les délits de presse (diffamation…).

Vinrent ensuite les ordonnances du 22 et 26 août 1944, fixant des critères économiques, financiers et moraux afin de rendre la presse indépendante des puissances d'argent. Mais ces ordonnances ne furent pas suivies de décrets d'application.

La victoire des puissances d'argent

Le programme du Conseil national de la résistance, dans le domaine médiatique, parvient à survivre — au moins dans les têtes — jusqu'aux années 1980. La 95e proposition du candidat François Mitterrand fit espérer qu'en 1981 les ordonnances de 1944 seraient enfin appliquées. En 1983, le Premier ministre Pierre Mauroy annonça une loi antitrust, mais, à l'Assemblée nationale, l'opposition déposa 2598 amendements, et, au Sénat, sous la houlette de Charles Pasqua, les entraves à la concentration furent purement et simplement supprimées !

Le magnat de la presse de cette époque, Robert Hersant, en profita pour racheter des stations de radio locales et pour s'associer avec Silvio Berlusconi afin de lancer une chaîne télévisée : la Cinq…

Cette brèche fut élargie par la droite lors de son retour aux affaires en 1986, puis par les patrons de presse, également propriétaires de productions transnationales diverses, parfois d'armement (Bouygues, Dassault, Lagardère…).



Sous une dictature, la pluralité de l'information n'existe pas !

Futilité, polémique et insignifiance

De 1945 à nos jours, la presse audiovisuelle naquit puis se développa en captant l'attention de masses de plus en plus grandes. Les dirigeants des firmes transnationales et les stratèges de la mondialisation ultralibérale comprirent vite le profit qu'ils pourraient tirer de cet attrait populaire pour l'audiovisuel. La publicité prit de plus en plus de place pour "éduquer" le peuple à la consommation. Le contenu des reportages et des actualités fut rapidement orienté en faveur de la marchandisation du monde.

Aujourd'hui, l'emprise de l'audiovisuel sur les peuples est telle que les puissants de notre monde n'ont plus besoin de rétablir la censure dans les pays libres. Il leur suffit de cacher les informations utiles derrière un flot de futilités, de polémiques sur des sujets insignifiants. Et, s'ils ont besoin de mobiliser des masses, ils s'appuient sur les émotions collectives, comme le 11 septembre 2001, qui incita une écrasante majorité de français à respecter la "minute de silence" en "solidarité" avec les victimes des attentats du World Trade Center, sans la moindre pensée envers les millions de victimes de l'armée américaine à travers le monde… Il n'y eut pas de réaction massive aux frappes américaines en Afghanistan fin 2001, et il fallut attendre deux ans pour voir des manifestations massives contre la guerre en Irak, qui n'empêchèrent pas celle-ci de se dérouler…



Alors qu'en démocratie, la pluralité s'affiche

Résister se conjugue au présent

Actuellement, la presse libre doit résister en écoutant et en relatant les expériences des sans-voix (paysans sans terre, sans-papiers, affamés, SDF, réfugiés climatiques, militants stigmatisés dans la grande presse…). Elle doit aussi favoriser les rencontres des citoyens résistants d'aujourd'hui : à plusieurs, les peuples développent mieux une pensée indépendante que lorsque les individus sont isolés derrière leur écran télévisé ou d'ordinateur.

Cela a permis, par exemple, qu'une majorité des français vote "non" à la "constitution" européenne en 2005, malgré une campagne audiovisuelle tapageuse en faveur du "oui".

Il serait également temps de développer des ateliers collectifs sur l'audiovisuel, de la même façon qu'il existe, dans l'enseignement, des cours de français pour apprendre à analyser les intentions d'un auteur. Dans le domaine médiatique, comme dans beaucoup d'autres, résister se conjugue au présent.

Christian David ■

Les grands médias et la presse alternative

Silence a voulu savoir comment deux journalistes de grands médias voient la presse alternative, et s'il existe selon eux, dans les médias institutionnels, de la place pour faire passer des idées alternatives.

Pour Hervé Kempf, journaliste au *Monde* et auteur notamment de *A bas l'oligarchie, vive la démocratie,* la presse alternative apporte "beaucoup d'idées sur les débats en cours de l'écologie. Des informations et des reportages sur des problèmes ou des luttes ignorés par les autres médias. Mais aussi sur les pratiques nouvelles et positives qui préparent le monde post-capitaliste". Tandis que Patrick Piro, journaliste à l'hebdomadaire *Politis*, estime que la presse alternative apporte "un regard souvent plus déconnecté de la tyrannie de la "grande actu", des tas d'infos locales, "invisibles", dont la collection révèle parfois de vrais phénomènes négligés, et le reflet d'une forte interactivité avec un lectorat".

A côté de cela, quelle marge de manœuvre pour les idées alternatives dans les grands médias ?

"J'écris une chronique *Ecologie* toutes les semaines dans *Le Monde,* nous écrit Hervé Kempf, où je peux exprimer des idées résolument non oligarchiques et non croissancistes. Mais c'est un cas très rare, et les médias institutionnels sont dans l'ensemble fermés aux idées alternatives telles que celles dont *Silence* se fait l'écho." Pour Patrick Piro, "[les alternatives sont] un peu notre leitmotiv à Politis, je ne m'y attarde pas… Ailleurs, dans la "grande presse", c'est plutôt un boulot de lobbyiste. Par exemple, on voit bien l'utilité de connaître le numéro de téléphone d'*Hervé Kempf* au *Monde*. Faute de cibler et de "travailler" suffisamment bien ses interlocuteurs, c'est souvent le mur des habitudes que l'on affronte. Un autre outil consiste à bien élaborer autour des suggestions que l'on veut tenter de faire passer. Par exemple, il ne suffit pas en général de souffler qu'il existe des expériences alternatives géniales, mais il est plus efficace de concevoir un argumentaire autour de "ces créatifs culturels ignorés", ou bien "saviez-vous qu'il existe 150 Amap en réseau dans la Drôme, attaqués par la grande distribution ? (je brode)."

Propos recueillis par Jean-Marc Luquet

On n'achète pas un journal libre, on le finance !



Alors que sévit une presse dite "gratuite" (en fait financée par la publicité), il est important de comprendre que l'information différente à un prix. Exemple avec *le Ravi*, mensuel satirique de Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Depuis 8 ans, *le Ravi* tente un pari fou. Pari de préférer l'information à la communication, la satire à la prudence. Pari du mélange des genres : enquêtes fouillées, dessins de presse, tribune libre, sujets de fond, humour à fond... Pari surtout, d'apporter un peu de pluralisme et d'air frais dans le paysage, particulièrement verrouillé et monolithique, de la presse régionale. Mensuel de 28 pages grand format, diffusé par abonnement et chez les marchands de journaux, pour *Le Ravi* proximité ne rime pas avec querelles de clochers, championnat du nombrilisme, presse de comptoir. L'envie est toujours d'offrir un espace de débats, capable sans prétention d'aborder des dossiers de fond. Quitte à prendre le "risque" de parler de sujets réputés dans les rédactions "non vendeurs" parce que trop complexes ou rébarbatifs.

Le Ravi, le mensuel rigolo qui ne craint pas, si nécessaire, d'être chiant !

Pari réussi donc puisque *Le Ravi* est toujours là, même si, fin 2009, ses problèmes chroniques de trésorerie ont failli le faire couler. Un SOS bien relayé a permis de remonter la pente en mobilisant les lecteurs. Edité par une association, la Tchatche, *le Ravi* est aujourd'hui animé par trois salariés, une vingtaine de pigistes (rédacteurs, dessinateurs) et toujours de nombreux contributeurs bénévoles. Même s'il "ne baisse jamais les bras", il a parfois des crampes et peine toujours à convaincre ses acheteurs occasionnels — ceux qui le lisent depuis longtemps mais seulement 3 ou 4 fois par an, par exemple — de franchir l'étape suivante en s'abonnant. Résultat : le mensuel n'arrive toujours pas à dépasser le seuil des 1000 abonnés. C'est bien mais c'est très insuffisant !

Le désir que vivent une presse "différente", des médias "alternatifs", des radios "indépendantes", des télévisions "associatives", des sites "libres" sur internet est largement répandu. Mais les lecteurs, auditeurs ou spectateurs se comportent encore le plus souvent en consommateurs de nouvelles, de sons ou d'images plutôt qu'en citoyens curieux, exigeants et impliqués. L'illusion que l'information peut être gratuite est largement entretenue et partagée. Du coup, la rareté des moyens, les pressions économiques et politiques, rendent fragiles les différentes expériences comme celle-ci.

Aller chercher des abonnés est un sport de combat.

Depuis un an, la revue martèle le message suivant : un journal libre ne se consomme pas, il se lit. On ne l'achète pas, on en finance l'indépendance ! Pas de radioréveil, de DVD ni de voyage à Bora-Bora pour emporter l'adhésion au *Ravi*. De la tchatche, forcément. Comme en expliquant inlassablement qu'une feuille de chou locale et de qualité a besoin de l'engagement dans la durée de ses lecteurs. De la même façon qu'un paysan déterminé à produire de la qualité a besoin du soutien des adhérents regroupés dans une Amap[1]. Dans le panier que livre *Le Ravi* tous les mois, c'est grâce à ses abonnés que l'on trouve aussi des articles plus goûteux et épicés.

Michel Gairaud
Rédacteur en chef du *Ravi* ■



■ Le Ravi, La Tchatche, 11, boulevard National, 13001 Marseille, tél. : 04 91 08 78 77, www.leravi.org.

(1) Association pour le maintien d'une agriculture paysanne où les adhérents préachètent sur une année la récolte d'un producteur local, le plus souvent en bio.

Prix Nobel alternatif

Cette année, The Right Livelihood Award, "prix Nobel alternatif" a été remis à Huang Ming (Chine) Jacqueline Moudeina (Tchad), le GRAIN et Ina May Gaskin (USA).
Huang Ming, 53 ans, est un ingénieur chinois qui travaillait initialement dans la recherche sur le pétrole. En 2005, suite à des problèmes de santé dans sa famille provoqués par la pollution provenant de la combustion des énergies fossiles, il a convaincu le gouvernement chinois d'adopter une loi en faveur des énergies renouvelables. Il a créé une entreprise autour du solaire thermique et est devenu l'un des leaders mondiaux de ce marché. Il essaie maintenant de convaincre le gouvernement de renoncer à l'énergie nucléaire. *Jacqueline Moudeina*, 54 ans, avocate, s'est battue pendant des années pour que Hisséne Habré, l'ancien dictateur, enfui en 1990 au Sénégal, soit jugé et que les crimes de son régime ne soient pas impunis. Elle a dû innover au niveau du droit international pour obtenir son inculpation au Sénégal, provoquant une jurisprudence qui pourra maintenant servir pour poursuivre d'autres tortionnaires en fuite dans d'autres pays du monde. *Le GRAIN*, est une organisation internationale qui mène des campagnes pour la défense des petits paysans. Depuis les années 1980, l'association dénonce la mise en place des brevets sur le vivant, la confiscation des semences par l'industrie et les manipulations génétiques. Son bureau est très international (Chili, Argentine, Mexique, Benin, Catalogne, Québec, France). *Ina May Gaskin*, 71 ans, a consacré sa vie aux droits pour les femmes à gérer leurs choix de naissance. Elle a aidé à la mise en place d'un centre obstétrique et de santé pour les femmes en 1971. Alors que le taux de césariennes dans le pays est passé en quarante ans de 7 à 30 %, il est resté dans ce centre inférieur à 2 %. Elle a publié plus de 2000 articles sur le sujet et a été présidente pendant six ans de l'Alliance des obstétricien-nes d'Amérique du Nord.


D. R.
Le GRAIN


D. R.
Huang Ming


Jeanne Kaha
Ina May Gaskin


D. R.
Jacqueline Moudeina

Vendée

Le théâtre Jean-Baptiste

Le théâtre Jean-Baptiste propose depuis 1996 un théâtre de poche, des cours de danse, des animations pour le jeune public, des expositions et accueille des artistes en résidence. Ce lieu situé à proximité du marais Poitevin est actuellement victime des restrictions budgétaires : baisse de 10 % de la subvention du département en 2011, suppression d'un programme de théâtre dans les écoles financé par la Région en 2012. Le théâtre se retrouve avec un manque à gagner de 20 000 € pour l'année 2012. C'est trop pour lui et il lance un appel à soutien. *Théâtre Le Jean-Baptiste, 44, rue du 11-Novembre, 85450 Chaillé-les-Marais, tél. : 02 51 56 78 78, www.theatre-lejeanbaptiste.fr.*

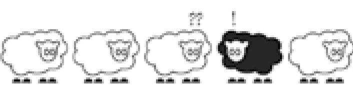
décroissance & transition

C'est le Momentum !

Notre point de départ se fonde sur une prise de conscience : nous vivons aujourd'hui la fin de la période de la plus grande abondance matérielle jamais connue au cours de l'histoire humaine. Une abondance fondée sur des sources temporaires d'énergie concentrée et à bon marché qui a rendu possible tout le reste. Aujourd'hui, les dettes accumulées, dette financière, dette énergétique et dette écologique nous reviennent comme des bombes à retardement qui commencent à exploser. Les générations de ce siècle doivent se préparer à ce contrecoup en se rendant moins dépendantes des ressources non renouvelables, et en consolidant leurs réseaux de solidarités, au sein de communautés humaines renforcées.
Le vent du changement est là. Le consumérisme connaît ses derniers feux. Le moment historique que nous vivons demande un mode de pensée différent.
Sans faire de bruit, un mouvement informel composé de citoyens engagés, de communautés, d'entreprises et d'élus a entamé la transition vers le monde futur, qui fonctionnera avec moins d'énergie. Ces acteurs précoces travaillent à réduire leur consommation, à produire localement nourriture et énergie, à investir dans l'économie locale, à réhabiliter des savoirs, à préserver les écosystèmes locaux. Leurs motivations sont diverses : freiner le changement climatique, préserver l'environnement, la sécurité alimentaire, le développement économique local. L'essence de ces efforts est cependant la même : tous reconnaissent que le monde change, que la manière habituelle d'agir, fondée sur l'idée que la croissance de la production et de la consommation peut et doit continuer indéfiniment, ne fonctionne plus.
La crise globale des systèmes naturel, énergétique et économique forme l'étoffe de notre époque singulière.
Pour y réagir, nous sommes convaincus de la nécessité de contribuer à l'élaboration des transitions vers les sociétés de l'après-pétrole, les sociétés de sobriété. Pris isolément, tous ces efforts sont loin de suffire. Mais une fois rassemblés, ils peuvent orienter la nouvelle société.
Réseau de contributeurs et d'affinités, l'Institut Momentum vient de voir le jour et se veut un laboratoire d'idées sur les issues de l'industrialisme et les transitions nécessaires pour amortir le choc social de la fin du pétrole. Convaincu qu'une crise est aussi une opportunité de changer le cours des choses, l'Institut Momentum saisit l'occasion, le kaïros dont les Grecs avaient fait une divinité qu'on saisissait par la barbe afin de changer le cours de sa vie. Comment organiser la transition vers un monde post-croissant, post-fossile et modifié par le climat ? Comment penser et agir les issues de l'Anthropocène ? Quelles sont les sorties de secours ? A quoi ressemblent des sociétés résilientes au temps de la triple crise, énergétique, économique et écologique ?
L'Institut Momentum est là pour susciter des diagnostics, des analyses, des scenarii et des propositions originales sur les stratégies de transition et de résilience. Et les faire connaître aux individus, aux collectivités, aux entreprises et aux gouvernements dans un esprit cohérent, voire holistique.

Agnès Sinaï
asinai@institutmomentum.org

■ Institut Momentum, 31-33, rue de la Colonie, 75013 Paris, www.institutmomentum.org.



Médias

■ **Le peuple Hilare du Centre,** ce numéro unique paru à l'occasion de la nuit du 4 août 2011 nous annonce plein de bonnes nouvelles : non seulement l'abandon des privilèges, mais le refus des pays endettés de rembourser leurs dettes, l'arrêt du dernier réacteur nucléaire, la destruction du parc automobile… On y apprend que Nicolas Berluskozy aurait fait une tentative de suicide à l'hôpital psychiatrique du Vatican. Vous aurez sans doute du mal à trouver la revue, quoi que en allant se promener du côté de Tarnac…

■ **Alternatives économiques,** *12, rue du Cap-Vert, 21800 Quétigny, www.alternatives-economiques.fr,* a publié un hors série poche "Le temps des femmes" avec quatre parties : les femmes en France, un tour du monde, des initiatives, des sujets qui font débats. 160 pages pleines d'informations intéressantes.

■ **Solidaire,** *Déclaration de Berne, rue de Genève 52, 1004 Lausanne (Suisse), www.ladb.ch,* publie dans son numéro de septembre 2011 un dossier sur l'évolution de la place de la Suisse dans le négoce international. Même si les matières premières ne passent pas par le pays, la moitié du café, le tiers du pétrole, le tiers des céréales mondiales se négocient en Suisse, une activité de commerce qui s'est multipliée par 15 entre 1998 et 2010. Une nouvelle forme de colonialisme.

Loire-Atlantique

L'Equipage

L'Equipage est un café-librairie associatif, créé en avril 2009. On y trouve plein d'activités régulières : massages, jeux, conversation en anglais, atelier d'écriture… et ponctuelles : concerts, théâtre, expositions, lectures… Et pour se désaltérer des produits bio et équitables. On peut venir y lire des magazines, acheter des livres neufs ou d'occasion. *L'Equipage, 2, rue de Pornic, 44830 Bouaye, tél. : 02 28 07 58 72, www.lequipage.jimdo.com.*

Creuse

Promouvoir l'écoconstruction

La SCIC L'Arban s'est mise en place sur le plateau de Millevaches pour promouvoir l'écoconstruction. En occitan "arban" veut dire "travail collectif d'intérêt commun". Elle entend développer différents axes : la réhabilitation de logements existants adaptés aux personnes âgées, comme opérateur foncier pour favoriser l'implantation d'habitats groupés en milieu rural et éviter l'éparpillement actuel. *SCIC L'Arban, Le Bourg, 23340 Faux-la-Montagne, tél. : 05 55 64 58 29, arban@millevaches.net.*

Lyon

Ex aequo

La Scop Ex aequo a vu le jour en 2011 à Lyon pour assurer la traduction français-langue des signes et renforcer ainsi le réseau des 300 interprètes professionnels. Emilie, Pascaline, Sophie et Christophe se sont associés en Société coopérative avec le soutien du réseau des Scop et un prêt de la société financière La Nef. Ils interviennent surtout dans les hôpitaux, mais également dans les entreprises pour assurer la communication avec les 3700 sourds et malentendants du département. Ils se sont appuyés sur l'expérience de la société coopérative Websourd qui existe déjà à Toulouse. *Scop Ex aequo, 9, rue Bugeaud, 69006 Lyon, tél. : 04 78 26 12 42, www.ex-aequo.fr.*



D. R.

Coopérer ?



Malgré l'envie de s'y mettre à plusieurs, et la conviction, dans les milieux associatifs, du bien-fondé de la coopération, il nous arrive de déchanter. Chaque mois, Elisabeth Maheu nous aide à déjouer les pièges de tout travail d'équipe.*

On s'envoie un mail ?

J'ai un jour reçu une commande d'affiches par un courriel qui contenait en queue de message… le projet de démission d'un salarié qui manifestement ne m'était pas destiné ! Il m'est aussi arrivé de regretter qu'un problème entre deux personnes inonde une association entière, par une retransmission intempestive de messages, telle une rumeur de quartier avec effet « haut-parleur ».

La messagerie électronique, comme un couteau ou un marteau, est un outil. Elle est bien pratique mais comporte des risques de maladresse involontaire, et parfois peut devenir une arme. Ce progrès technique qui permet une communication immédiate et facile peut-il être mis au service de la coopération, dont on sait qu'elle demande un peu de temps et de discipline ? Sans doute, en acceptant de respecter quelques règles du jeu. Exemples :

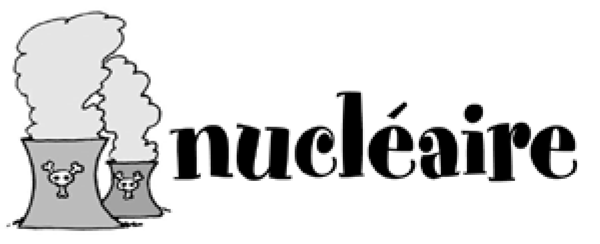
À force de cliquer sur *"répondre à tous"*, d'utiliser les courriers reçus pour récupérer des adresses, d'ajouter de nouveaux interlocuteurs en oubliant d'effacer le texte des courriers antérieurs, on diffuse parfois des messages privés ou indélicats. Il est parfois prudent de sélectionner un à un nos destinataires.

Certains collectifs prennent des décisions par *mail* en dehors de toute vérification de représentativité. Or, même dans un fonctionnement "horizontal", pour compter les *pour* et les *contre*, il faut savoir qui est autour de la table des négociations, et à quel titre. La composition des listes de diffusion doit traduire les choix statutaires en termes d'instances et de dossiers à traiter.

Certains courriels sont formulés comme à l'oral, alors qu'ils sont lus comme des écrits, privés du ton qui nuance le discours, des bonnets qui opinent ou des moues qui invitent à réajuster le propos. L'humour et les ressentis passent difficilement en virtuel, et la spontanéité peut y faire des ravages. Le courrier électronique permet pourtant de différer nos réactions. Mais cliquer est si rapide que *nous ne prenons pas toujours le temps* de canaliser notre colère ou de demander un éclaircissement avant de répondre.

Un message non-violent prend en considération les représentations du récepteur, et la nature de sa relation avec l'émetteur : hiérarchique et/ou affective, publique ou intime, épisodique ou fréquente, confiante ou chargée en contentieux. Au-delà de la saturation contre-productive des boîtes à lettres, la démocratie n'implique pas que tous reçoivent les messages de tous, sur tout, mais que des synthèses aident chacun à comprendre les tenants et les aboutissants des débats en cours. Et pourquoi continuer à diffuser ce que tel ou tel a dit par maladresse, alors qu'il est revenu sur ses propos et s'est excusé ? De même, un site coopératif du type *forum* nécessite un régulateur qui ose sanctionner les accusations infondées, les procès d'intention, les généralisations, les grossièretés, au profit d'une communication non-violente où les désaccords peuvent être formulés et compris, et donc les problèmes bien traités.

Elisabeth Maheu
Mouvement pour une Alternative Non-violente, auteure du livre *Sanctionner sans punir*, Lyon, Chronique sociale, 2009.



➤ *Manifestation du 19 septembre 2011*


D. R.



D. R.


D. R.

Fukushima

Tout le nord du Japon est contaminé

Les mesures de radioactivité sont catastrophiques. Le gouvernement japonais fait tout pour minimiser la catastrophe. Des dizaines de millions de personnes vont être atteintes dans leur santé. La mobilisation pour la sortie du nucléaire s'amplifie.

1er septembre, un 42e réacteur est arrêté au Japon.

2 septembre, Corinne Lepage, de retour du Japon, monte au créneau pour dénoncer le silence mensonger des médias français. Elle annonce que des milliers de familles souhaitent quitter la région mais n'en ont pas les moyens. Il y a pire : tout est fait pour maintenir en place les agriculteurs de la région… alors que les contrôles sur les aliments sont insuffisants. Les médecins n'osent plus parler. Les économies d'électricité dans le pays ont permis de baisser la consommation de 28 % depuis l'accident (avec même 40 % dans la région de Tokyo), ce qui permet d'arrêter les réacteurs nucléaires au fur et à mesure qu'ils arrivent à un moment de maintenance. Corinne Lepage annonce que dans les ministères japonais, il est acquis que l'on va vers une sortie rapide du nucléaire. "J'ai vécu Tchernobyl en 1986 et j'ai l'impression de revivre la même histoire".

4 septembre, un 43e réacteur est arrêté au Japon.

6 septembre, dans un entretien au journal *Tokyo Shimbun*, l'ancien premier ministre Naoto Kan, raconte qu'il a craint de devoir donner l'ordre d'évacuation de Tokyo. Des plans ont été faits pour évacuer jusqu'à 100, 200 et 300 km de la centrale… mais n'ont pas été mis en application. Résultat : aujourd'hui, les 30 millions d'habitants de Tokyo vivent dans la radioactivité.

7 septembre, l'Acro, laboratoire indépendant français, publie des résultats d'analyse réalisés sur les urines d'enfants de la préfecture de Fukushima : 100 % des échantillons présentent une contamination. Les enfants évacués présentent par contre des taux de contamination en baisse. Les urines d'enfants de la préfecture de Tokyo ne présentent pas de contamination significative.

11 septembre, des comités de citoyens des villes situées entre 20 et 30 km de la centrale, qui ont la consigne depuis six mois maintenant de "rester confinés", demandent concrètement ce que cela veut dire et combien de temps cette demi-mesure inapplicable va être la seule réponse qu'on leur oppose. Un sondage dans la préfecture de Fukushima indique que 55 % des habitants ayant des enfants souhaitent déménager… ainsi que 35 % de ceux qui n'ont pas d'enfants.

14 septembre, la préfecture de Fukushima estime qu'elle va devoir enlever le sol sur le septième de son territoire soit 200 000 hectares. Cela représenterait 100 millions de m3 de déchets à gérer ensuite.

16 septembre, outre les 100 000 personnes déplacées par les autorités, un pointage indique qu'au moins 60 000 autres personnes ont quitté les environs de Fukushima et que 300 000 autres essaient d'en faire autant.

Sayonara Genpatsu

19 septembre, avec 60 000 personnes rassemblées dans un parc de Tokyo à l'appel de nombreuses personnalités, le Japon a connu sa plus grande manifestation antinucléaire. Slogan principal : "Sayonara Genpatsu" [Adieu à l'énergie atomique].

• L'Inde suspend ses contrats avec Areva pour la construction de 2 à 6 réacteurs EPR. Cette décision intervient alors qu'une centaine de paysans menacés par le projet étaient en grève de la faim depuis dix jours.

20 septembre, le quotidien *Mainichi Shugum* publie un sondage qui indique que 65 % des Japonais préfèrent des coupures d'électricité plutôt que l'on redémarre les réacteurs nucléaires arrêtés.

• Malgré l'arrêt de neuf réacteurs nucléaires, le gouvernement allemand annonce que l'Allemagne reste exportatrice d'électricité et que son premier client est toujours la France.

22 septembre, le typhon Roke passe sur Fukushima avec des vents de plus de 200 km/h. La zone est provisoirement évacuée. Tepco dit ne pas être en mesure de dire ce que cela a pu provoquer au niveau de la dispersion de particules radioactives, les appareils de mesure ayant dû être stoppés. A Tokyo, il a été noté une élévation importante de la radioactivité (1,38 microsievert/h) dans les heures qui ont suivi. A 30 km de là, de nombreuses maisons provisoires mises en place pour accueillir les personnes victimes du séisme ou évacuées de la zone radioactive ont été détruites. Le même jour, un séisme de magnitude 5,3 secoue la région de Fukushima.

23 septembre, du riz cultivé à Nihonmatsu , à 56 km de la centrale de Fukushima est mesuré avec un taux de radioactivité supérieur à 500 bq/kg alors que la limite autorisée est de 200 bq/kg.

27 septembre, le gouvernement japonais met en place une commission d'experts chargée de redéfinir la politique énergétique du pays. Grande nouveauté, sur les 25 membres, plusieurs sont connus pour leurs positions antinucléaires comme Hideyuki Ban, co-directeur du Centre citoyen d'information sur le nucléaire ou Tetsunari Iida, directeur de l'Institut pour le développement des énergies renouvelables…

• Tepco, pour avoir de quoi financer la suite du suivi de Fukushima va devoir vendre d'autres activités. Selon une commission d'experts, cela pourrait concerner un capital de 30 à 40 milliards d'euros et faire changer de société environ 7400 salariés.

29 septembre, un haut niveau de césium 237 a été trouvé lors de mesures dans la préfecture de Gunma. Les mesures indiquent une contamination supérieure à celles mesurées dans la ville de Fukushima, à 60 km au nord-ouest du réacteur. Or Gunma est à 250 km au sud-ouest de la centrale et au nord-ouest de Tokyo. Selon le gouvernement japonais, dans les montagnes autour de la ville, les taux de contamination atteignent entre 100 000 et 300 000 bq/m2.

Pour rappel, le critère retenu pour la zone d'évacuation de Tchernobyl était de 37 000 bq/m2. On est entre 3 et 8 fois plus.

30 septembre, du plutonium a été retrouvé dans les sols des communes d'Iitate, Namie, Futuba, jusqu'à 45 km de la centrale… et donc dans des zones pas encore évacuées. Le plutonium est l'un des radionucléides le pire que l'homme ait créé.

4 octobre, un 44e réacteur japonais s'arrête suite à une panne. Il n'en reste plus que 10 en fonctionnement.

Une version plus détaillée est disponible sur notre site www.revuesilence.net.



Iter

Blocage financier au niveau européen ?

Le budget d'ITER, installation de recherche sur la fusion nucléaire, explose : il est maintenant estimé à 16 milliards… pour un projet qui peut-être ne fonctionnera jamais. Dans les financeurs, il y a l'Europe. Or le groupe des Verts au Parlement a découvert que pour payer le surcoût, l'Europe avait pioché 460 millions dans le budget de la recherche, mais également 650 millions dans celui de l'agriculture et 190 millions dans le budget de l'administration. Ceci n'est absolument pas normal. Michèle Rivasi pour Europe-Ecologie-Les Verts a demandé que soit l'on stoppe le projet soit l'on en étale le financement dans le temps : un retard n'a en effet guère d'importance puisque l'hypothétique espoir de produire un jour de l'électricité par ce biais n'interviendrait pas avant… 2080 ! Pour Jean-Luc Bennahmias, député européen du Modem, il faut que cesse ce gouffre financier et que l'Europe s'en tienne à ses engagements. Des négociations ont commencé mi-mai 2011 entre les promoteurs du projet et une commission d'une quinzaine de députés. Ceux-ci venus sur le site d'ITER le 16 mai 2011, ont été accueillis par 200 manifestants demandant l'arrêt du projet. Par ailleurs, le programme de construction prend du retard du fait de la destruction d'un site de recherche au nord-est de Tokyo lors du séisme du 11 mars 2011. Le laboratoire qui doit tester les câbles supraconducteurs ne devraient à nouveau fonctionner que dans un an.

Sortir, à quelle vitesse ?

Les scénarios de sortie du nucléaire vont de 2 à 30 ans. Si l'on considère que l'urgence est d'éviter un accident majeur et de produire des déchets, on donnera la priorité à la sortie rapide. Cela aura un coût économique, certes, mais moindre que ce que coûterait un accident majeur. Si l'on considère que l'on peut prendre le risque d'un accident, alors on fait un scénario lent pour amortir le coût des réacteurs construits. Qu'est-ce qui fera que l'on ira vers un scénario rapide ? Cela dépendra de la capacité des opposants au nucléaire à peser politiquement.

Tchernobyl

Négationnisme

Après le non-lieu concernant la plainte des malades de la thyroïde, l'Assemblée de Corse annonce son intention de mettre en œuvre d'autres voies judiciaires. Le 20 septembre 2011, plusieurs milliers de personnes, anciens "liquidateurs" de Tchernobyl ou leurs descendants ont tenté de pénétrer de force dans le Parlement ukrainien à Kiev pour dénoncer un projet de loi qui supprimerait les avantages sociaux dont ils bénéficient.

Allemagne

Cinq salariés d'Areva inculpés pour corruption

Cinq salariés d'Areva NP, la filiale allemande d'Areva, ont été mis en examen par le tribunal de Nuremberg, le 6 avril 2011. Ils sont accusés d'avoir versé des pots-de-vin portant sur plusieurs dizaines de millions d'euros à des décideurs pour essayer de décrocher des contrats (comprendre : vendre des réacteurs nucléaires). La réponse d'Areva vaut son pesant de déchets radioactifs : "Cette enquête concerne cinq salariés d'Areva, mais pas l'entreprise elle-même". Autant dire que les salariés ont sur leurs comptes personnels des dizaines de millions d'euros. Comme vous et moi ? Le 7 avril 2011, 31 sites d'Areva en Allemagne et en République Tchèque ont été perquisitionnés.

EPR

Et si on arrêtait ?

EDF a annoncé le 20 juillet 2011 que le premier kWh ne sortira pas de l'EPR de Flamanville avant 2016 ! (soit quatre ans de retard). Le prix de la construction du réacteur a déjà doublé, passant de 3 à 6 milliards d'euros et ce n'est pas fini. A défaut d'être le plus sûr, c'est déjà le réacteur le plus cher : le kWh produit devrait atteindre 95 centimes… alors qu'EDF le revendra à ses concurrents à 42 centimes ! Le seul autre EPR en construction en Finlande qui devait démarrer en 2009, est toujours en chantier !
Greenpeace a publié le 25 juillet 2011 un rapport commandé à un spécialiste autrichien de la sûreté nucléaire. Selon celui-ci, l'EPR ne résisterait pas à un accident du même type que Fukushima. Pire même : il existe de multiples scénarios pouvant entraîner une perte de l'alimentation électrique, sans avoir besoin d'un tremblement de terre ou d'un tsunami.


Areva

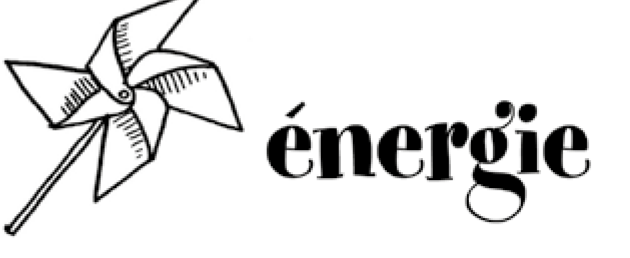
Le chantier en août 2011.

Le Canard enchaîné du 31 août 2011 a publié des extraits du dernier rapport de l'ASN, autorité de sûreté nucléaire, qui révèlent que les inspections ont permis de détecter des trous dans des piliers en béton et dans les parois des piscines de stockage du combustible. Une photo publiée dans l'hebdomadaire ne laisse aucun doute : par un trou, on voit carrément les ferrailles à l'air libre ! L'auteur de l'article raconte que la photo n'est bizarrement pas disponible sur le site internet de l'ASN… et que les inspecteurs n'ont pu tout contrôler, EDF interdisant l'accès à certaines parties du chantier.
Le Monde, le même jour, enfonce le clou en rappelant qu'au printemps 2011, l'ASN a demandé un moratoire sur le chantier pour redéfinir les conditions de construction, mais que les ministères ont fait pression pour qu'il n'en soit rien. L'EPR est présenté comme le "réacteur le plus sûr du monde" ne l'oublions pas !
Le 23 septembre 2011, dans un entretien avec *Libération*, Ségolène Royal s'est prononcée pour l'arrêt du chantier. *Greenpeace* a interpellé les autres candidats pour leur demander d'être cohérents : si on veut vraiment sortir du nucléaire, on ne se lance pas dans une nouvelle filière. Qui aura le courage de dire stop ?

Marcoule

Une explosion fait un mort et quatre blessés

Le 12 septembre 2011, un four de fonderie de l'usine Centraco (filiale d'EDF) a explosé sur le site de Marcoule, faisant un mort, José Marin, 50 ans, et quatre blessés dont un grave. Cette usine fond des métaux faiblement radioactifs et les conditionnent avant leur départ en décharges surveillées. La communication des autorités le jour de l'accident laisse rêveur : "il s'agit d'un accident industriel et non pas nucléaire"… mais l'enquête est confiée à l'Autorité de sûreté nucléaire et donc pas comme pour un accident industriel aux inspecteurs de la Drire. Et pourquoi cela est-il classé niveau 1 sur l'échelle des accidents nucléaires ? "Il y a eu un incendie, mais aucune fumée ne s'est dégagée du bâtiment" : où est-elle donc passée ? "les métaux contenaient 67 000 becquerels, ce qui est très très faible" et enfin "Aucune trace de radioactivité n'a été perçue en dehors des bâtiments"…
Si les balises de la Crii-Rad, assez éloignées du site, n'ont rien détecté, des mesures faites par le Comité antinucléaire du Vaucluse indiquent une brève contamination au niveau d'Avignon, alors sous le vent : jusqu'à dix fois la normale. Ce n'est pas dangereux… mais c'est quand même l'unité NBRC de l'armée qui est intervenue pour pénétrer dans la salle où le four a explosé. NBRC ? Nucléaire, radiologique, biologique, chimique.
Le 18 septembre 2011, le quotidien barcelonais *Publico* révèle que le mort, d'origine espagnole, a été enterré dans un cercueil blindé… ce qui signifie que le cadavre émet une forte radioactivité. C'est la famille qui a communiqué l'information.
Le 30 septembre 2011, la CRII-Rad a porté plainte notamment parce que l'on sait maintenant que les chiffres de radioactivité annoncés initialement étaient totalement faux : selon l'enquête judiciaire en cours, la radioactivité serait 60 fois plus importante qu'initialement annoncée (30 millions de becquerels au lieu de 67 000 !).
La transparence, c'est beau, mais uniquement dans les discours.



Pétrole

Rien ne va plus

Le 21 septembre 2011, dans *The Financial Times*, le PDG de Shell a fait l'annonce qu'il faudrait trouver dans les dix ans l'équivalent de quatre fois les réserves de l'Arabie Saoudite pour simplement maintenir le niveau de production actuel. Et il doute fortement que techniquement cela soit possible. Shell estime que les nappes de pétrole actuelles devraient avoir un taux de déclin de production de 5 % par an dans les dix prochaines années… ce qui signifie en cumulé, une perte de 37 % en dix ans.



D. R.

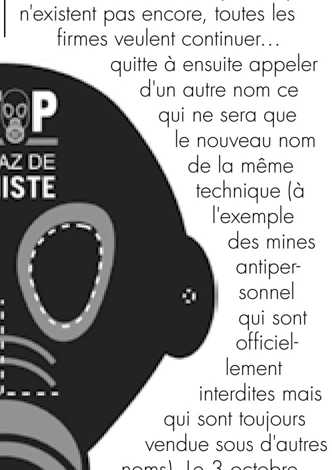
Cette déclaration a provoqué des vagues dans la profession. Mais concrètement, la baisse observée en Arabie saoudite, selon les puits, est déjà supérieure : de 6 à 8 % selon les autorités saoudiennes comme l'avait révélé Wikileaks dans un échange avec un diplomate américain. Le champ géant de Cantarell, au Mexique, l'un des plus vastes hors-Moyen Orient, a déjà un déclin de 14 % par an. L'ensemble de la production en mer du Nord est en baisse de 6 % par an depuis dix ans. Le PDG d'ExxonMobil avait déjà dit, dans le *Wall Street journal* du 10 mars 2011, "que le déclin des projets pétroliers de 5 à 6 % […] oblige Exxon à investir des capitaux considérables rien que pour maintenir sa production. C'est comme une course à contre-sens sur un tapis roulant". Exxon investit en ce moment… dans les gaz de schiste et espère ouvrir des champs pétroliers dans l'Arctique russe.

D'après des documents rendus publics sur le site du *Monde (http://petrole.blog.lemonde.fr)*, le département à l'énergie des Etats-Unis ferait actuellement des scénarios prévoyant un déclin de la production du pétrole conventionnel de 3,3 % par an.

Gaz de schistes

Poudre aux yeux

Depuis la loi de juillet 2011 interdisant la fracturation hydraulique pour l'exploitation des gaz de schistes, les compagnies pétrolières n'ont pas renoncé et continuent à multiplier les études pour essayer de recenser ce que compte notre sous-sol. Les compagnies avaient jusqu'au 13 septembre 2011 pour déclarer la technique qu'ils pensaient utiliser et s'ils renonçaient à leurs droits d'exploration. Eh bien croyez-le ou non, aucune compagnie n'a renoncé à ses concessions ! Même si les alternatives à la fracturation hydraulique n'existent pas encore, toutes les firmes veulent continuer… quitte à ensuite appeler d'un autre nom ce qui ne sera que le nouveau nom de la même technique (à l'exemple des mines antipersonnel qui sont officiellement interdites mais qui sont toujours vendue sous d'autres noms). Le 3 octobre 2011, le gouvernement a annoncé l'annulation de trois permis de recherche concernant Nant, Villeneuve-de-Berg et Montélimar… Officiellement, il applique la loi : faute d'alternatives à la fracturation hydraulique, ces recherches n'ont (pour le moment) plus lieu d'être. Mais le gouvernement oublie de dire que 61 autres permis de recherche sont toujours en cours… officiellement pour chercher du pétrole classique. Il s'agit donc surtout de calmer la contestation… au moins jusqu'aux élections de 2012.



Convergence citoyenne pour une transition énergétique

Près de 15 000 personnes sont passées lors du rassemblement organisé sur ce thème du 26 au 28 août 2011 à Lézan, dans le Gard, à l'appel de la coordination contre l'exploitation des gaz de schiste et du Réseau Sortir du nucléaire. Une "feuille de route" a été adoptée pour appeler les citoyens à s'emparer des questions énergétiques, pour refuser la marchandisation de la nature et de ses ressources, pour rappeler que la terre, l'eau, l'air, l'énergie, le vivant sont des biens communs inaliénables et qui doivent être accessibles à tous. Aux multinationales de l'énergie, il convient donc de substituer des espaces citoyens d'échanges, d'information, de confrontation et de décision. Cela doit se faire à l'aide de personnes compétentes, mais indépendamment des pouvoirs de l'argent. Une réflexion sur l'énergie doit prendre en compte la nécessité de réduire de manière importante les émissions de gaz à effet de serre, de s'orienter vers la sobriété et l'efficacité énergétique, d'abandonner la course aux nouvelles exploitations d'énergies fossiles, d'arrêter le nucléaire civil et militaire, de favoriser le financement public de la recherche dans le domaine des énergies renouvelables, de stopper la politique des brevets captés par les multinationales, de favoriser la recherche de solutions locales, notamment par la mise en place de régies communales, de coopératives de production et de distribution ; de réorienter les grands secteurs de l'économie (agriculture, transports, urbanisme, industrie, commerce) vers des pratiques moins énergivores, d'inclure les travailleurs de ces secteurs dans la réflexion pour la reconversion des filières. Les personnes ont souhaité une meilleure coordination entre les luttes, que ce soit contre le nucléaire, les OGM, les agrocarburants, le gaz de schiste, les incinérateurs… et d'être présents comme contre-pouvoir lors des grandes négociations internationales. *Contact : organisation@convergenceenergetique.org.*

Scénario Negawatt

Le 24 septembre 2011, plusieurs centaines de personnes ont formé au sol le dessin d'une éolienne géante sur le parvis du Champ-de-Mars à Paris… avant de la mettre en route en tournant autour de l'axe central. Il s'agissait d'annoncer la nouvelle version du scénario Negawatt et de rappeler à ceux qui nous dirigent que la France est en train de louper le coche. Dans un contexte où l'énergie fossile (uranium compris) va devenir rare, il est temps de se tourner vers la maîtrise de l'énergie, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Le scénario Negawatt propose qu'en 2050, malgré sept millions d'habitants en plus, la France consomme deux fois moins d'énergie que le scénario tendanciel d'aujourd'hui. Ce scénario propose des mesures d'économie d'énergie qui doivent permettre une baisse de 15 % de la consommation ; un recours aux techniques les plus efficaces existantes qui permet une baisse de 45 % de notre consommation et un développement de l'éolien et du solaire et de la valorisation de la biomasse par la méthanisation pour fournir 90 % de ce qui reste à consommer. Il resterait alors 10 % de la production provenant des énergies fossiles. Ceci permettrait non seulement de tenir nos engagements en matière d'émissions de CO_2, mais aussi de fermer le dernier réacteur nucléaire en 2033. *Association négaWatt, BP 16280, Alixan, 26958 Valence Cedex 9, tél. : 06 64 52 63 42, www.negawatt.org.*

Tendance
1 Sobriété
2 Efficacité
3 Renouvelables
Négawatt
aujourd'hui
demain

Le feminisme... au masculin

Le sexisme... ah oui ?

Corinne Monnet est une sociologue qui est allée enquêter, il y a une dizaine d'années, sur des campus des USA, sur "la répartition des tâches des hommes et des femmes dans le travail de la conversation". Elle y fait des découvertes saisissantes...

Dans ce milieu petit bourgeois, de jeunes aux idées ouvertes d'esprit, où ne règne pas une rustrerie évidente envers les femmes, des inégalités discrètes mais évidentes subsistent quant aux rôles assignés aux femmes et aux hommes dans les pratiques de conversation informelles. Voici ses principales conclusions : au contraire de l'opinion admise sur les femmes "bavardes", leurs contributions sont nettement plus courtes que celles des hommes (mais elles sont pourtant perçues comme plus longues !), elles sont régulièrement interrompues (48 fois contre 7 fois pour des hommes dans la même situation !), à 96% par des hommes. Plus subtil : "Les réponses minimales, ou confirmations minimales, signalent à la/au locutrice/teur qu'elle/il a bien été compris-e et peut continuer. Ce sont, par exemple, un signe de tête, un "mhm" ou un "oui". Placée à temps, la réponse minimale montre une attention active à l'interlocutrice/teur. Lorsque les femmes s'en servent, elles signalent une attention constante, démontrent leur participation, leur intérêt et pour la conversation et pour l'interlocuteur". Or que constate-t-on ? Ces réponses sont infiniment moins nombreuses chez les hommes, et souvent "à retardement", ce qui manifeste un manque d'intérêt évident. Très vite, en l'absence de ces marques minimales de soutien à la parole de l'autre qui sont indispensables à tout échange verbal, la locutrice cesse de parler. Ce comportement a donc pour effet d'imposer aux femmes le silence bien plus sûrement qu'une injonction. Les femmes, quand à elles, posent deux fois et demie plus de questions que les hommes. Au final, dans les échanges mixtes, une minorité des sujets de conversation lancés par les femmes sont retenus dans la conversation alors que la quasi-totalité de ceux lancés par les hommes le sont.

Vous sentez venir, amis lecteurs qui souhaitez ardemment sortir de votre rôle de mâles dominateurs, la conclusion inéluctable. Faisons l'expérience de nous taire lorsque nous voulons intervenir dans une conversation mixte, pour laisser la place qui leur revient aux femmes présentes ; osons expérimenter le fait de ne pas couper la parole aux femmes, de pratiquer les "réponses minimales" (et sans retardement), de rebondir sur les sujets de conversation posés par les femmes, etc.

Très efficace également pour faire taire un homme qui accapare toute la place en coupant systématiquement la parole aux femmes : ne pas quitter la femme qui tente de parler du regard et lui manifester des réponses minimales, en ignorant l'homme en question. Cela fera très rapidement taire le dominateur et ouvrira un espace d'expression à la locutrice. Vous l'avez compris, pour être moins sexistes, devenons plus… s!lencieux !

Léo Sauvage

49 sénatrices

Il y avait 170 sièges renouvelés au Sénat le 25 septembre 2011. Seuls 49 ont été attribués à une femme, malgré la loi qui oblige à faire des listes alternant hommes et femmes. Pourquoi un tel décalage ? Parce que les listes commencent le plus souvent par un homme et que pour nombre de listes, il n'y a qu'un élu. Pour résoudre ce problème, il faudrait que les attributions de siège se fassent par paire.

Le retour des "femmes de ménage"



D. R.

De plus en plus de personnes au chômage se voient orientées vers des postes d'aides à la personne. Cette filière se développe par les chèques-services qui permettent des embauches à l'heure. Or comme l'écrivait déjà André Gorz, "le développement des services personnels n'est possible que dans un contexte d'inégalités sociales croissantes, où une partie de la population accapare les activités bien rémunérées et contraint une autre partie au rôle de serviteur". François-Xavier Devetter et Sandrine Rousseau qui viennent de publier "Du Balai" vont plus loin en montrant que ce sont les femmes les premières victimes de ce système… et que le premier employeur de ces femmes sur-exploitées sont les femmes ayant un salaire important. Le portrait type de la "femme de ménage" est une femme, de plus de 40 ans, inspirant confiance, souvent en position d'infériorité sociale ou d'origine étrangère et pour qui cette activité est le seul revenu. (*Du balai, Essai sur le ménage à domicile et le retour de la domesticité*, éd. Liber / Raison d'agir, 2011)

"Buzzons contre le sexisme"

L'association *Télédebout* organise un concours de vidéos anti-sexistes de 2 à 20 minutes, "drôle, sérieuse, révoltée, engagée..." pour les 10 à 22 ans. Des archives de l'Ina seront accessibles aux participant/es. Renseignements et inscription avant le 31 décembre 2011, sur teledebout.org ou *Association V.ideaux, 22, allée de Guyenne, 31100 Toulouse.*

Harcelons pour l'IVG

Lors d'une manifestation à Paris, le 24 septembre, la Coordination des associations pour le droit à l'avortement déplorait que 71 femmes aient dû être aidées pour aller avorter aux Pays-Bas faute de place dans les hôpitaux de Paris où deux centres IVG de plus sont menacés de fermeture (Les Lilas et Les Bluets). Les associations interpellent les politiques : "Il y a urgence à suspendre les directives des Agences régionales de santé qui conduiront à une catastrophe sanitaire et sociale." *Cadac, 21 ter, rue Voltaire, 75011, tél. : 01 43 56 36 44.*



2000 explosions nucléaires, ça a fait quoi ?

Les essais nucléaires ont fait exploser plus de 2000 bombes. Les victimes sont nombreuses, les atteintes graves à l'environnement et les pollutions radioactives vont laisser des traces pour des millénaires. Détails.

Deux bombes ont explosé sur des villes, Hiroshima et Nagasaki, avec comme conséquence 400.000 morts, mais qui parle des conséquences des 2051 explosions menées à Lop Nor en Chine, dans les atolls du Pacifique, au Nevada, en Algérie, en Australie, en Russie, au Kasakshtsan et ailleurs... ?

La plupart des sites d'essais sont situés dans des pays éloignés des capitales des États nucléaires. 528 tests dans l'atmosphère ont répandu leur radioactivité et induit approximativement 430.000 cancers en date de l'année 2000, d'après un rapport de l'association des Médecins pour la prévention de la guerre nucléaire. Les 3/4 des essais ont été souterrains et ont relâché de la radioactivité dans l'atmosphère et l'océan pour la moitié d'entre eux.

La France a conduit 210 essais, dont 147 dans le sous-sol sous-marin de Polynésie, qui ont laissé plus de 2 tonnes de produits hautement radioactifs pouvant polluer à terme l'océan, et qui ont fragilisé les fondations de l'atoll. La présence de plutonium et de césium a été dénoncée par l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) en 1998. En janvier 2011, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a décrit de possibles conséquences de glissements de terrain de l'atoll pouvant entraîner une vague de type tsunami de 10 à 13 mètres de haut, menaçant même certaines des îles voisines.

Les populations polynésiennes et les militaires présents lors des tests ont maintenant de graves séquelles. Récemment une loi a reconnu que des indemnités devaient être versées aux personnes contaminées, mais sur les 131 premiers dossiers déposés, seuls 2 ont été retenus...

Depuis près de 20 ans un Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN) est proposé, mais les pays nucléaires le refusent, à l'exception de la France, du Royaume Uni et de la Russie. La France a démantelé son site d'essais de Moruroa pour continuer ses essais en laboratoire au Mégajoule près de Bordeaux et à Valduc (Côte d'Or). En effet les explosions en laboratoire, autorisés par le TICEN, permettent maintenant, mieux que les explosions de véritables bombes, de moderniser les arsenaux nucléaires. En 2009, Obama avait promis solennellement de ratifier le TICEN, promesse non tenue et quasiment refusée par le Sénat américain. Et pourtant 182 États de l'ONU ont déjà signé le TICEN... La Chine, l'Inde, le Pakistan, Israël et l'Iran, pays dont les signatures sont indispensables pour l'entrée en vigueur de TICEN, refusent tous de le signer. Autant dire que ce projet de Traité n'est pas près d'aboutir...

Le cas du TICEN est révélateur de l'état d'esprit des pays nucléaires. Une mobilisation des peuples est indispensable pour "libérer le monde des armes nucléaires" comme l'avait demandé Obama en 2009 et... l'Assemblée générale de l'ONU en 1946 !

Dominique Lalanne
do.lalanne@wanadoo.fr

Inde, Bangladesh

La microfinance en crise

Nous avons toujours été très critiques sur les offres de microfinance : emprunter bénéficie plus sûrement à celui qui prête qu'à celui qui emprunte. Et si les hommes détiennent les liquidités, et que les femmes empruntent, on ne fait bien souvent qu'augmenter l'oppression d'un sexe sur l'autre. Dans le microcrédit, comme chez nous avec les crédits à courte durée, on a des taux qui restent usuraires (entre 20 et 35 % par an !).
Alors que les microcrédits sont en vogue (avec le prix Nobel à la Grammen Bank en 2006), près de 80 millions d'Indiens y ont eu recours. Mais non sans mal : dans l'Etat d'Andra Pradesh, plusieurs emprunteurs dans l'incapacité de rembourser se sont suicidés. Le gouvernement de cet Etat a dû légiférer pour obliger les organismes prêteurs à respecter des règles plus respectueuses pour ces prêts.
Au Bangladesh, Muhammad Yunus, le fondateur de la Grameen bank, est au centre de plusieurs procédures judiciaires. Il est accusé par l'actuel gouvernement d'avoir utilisé de l'argent à son propre compte, de manière illégale. Il a été destitué de son poste de directeur début mars 2011.

Quand Robert Bourgi balance…

L'avocat Robert Bourgi a sans doute un passif avec Dominique de Villepin. Mais ses déclarations, depuis début septembre, ont l'avantage de lever un coin du voile sur les pratiques de la Françafrique. Embauché par Jacques Foccart, longtemps conseiller aux affaires africaines à l'Elysée, il a avoué avoir été un porteur de valises pendant des années, ramenant d'Afrique de l'argent liquide pour financer la carrière d'hommes politiques (Chirac et Villepin principalement). Il avance que "Jacques Foccart m'a dit que ces pratiques existaient du temps de Georges Pompidou, de Giscard d'Estaing et même du temps de Mitterrand". Selon lui, Omar Bongo aurait même financé la campagne électorale de 1988 de Jean-Marie Le Pen. Reste à prouver ses dires.

Génocide du Rwanda

Des officiers français bientôt jugés ?

En 2008, les sites internet de *La nuit rwandaise* et du *Nouvel Observateur* avaient mis en ligne un communiqué du gouvernement rwandais, nommant une trentaine d'officiers supérieurs et hommes politiques français qui seraient impliqués dans le génocide des Tutsi en 1994. Ce communiqué appelait « les instances habilitées à entreprendre les actions requises afin d'amener les responsables politiques et militaires français incriminés à répondre de leurs actes devant la justice ». En juillet 2011, neuf de ces officiers supérieurs incriminés ont porté plainte contre les responsables de ces deux sites, pour diffamation. Pourtant une telle procédure judiciaire pourrait être l'occasion de clarifier les responsabilités françaises dans ce génocide. Un appel à soutien a été lancé par : *le Comité pour la vérité et la justice sur les responsabilités françaises dans le génocide des Tutsi au Rwanda, c/o Jacques Morel, 21, rue Antoine-Freyermuth, 67380 Lingolsheim, contact@francerwandagenocide.org. Chèques à l'ordre de "France Rwanda Génocide".*



Monument aux morts à Kigali (Rwanda).

Sénat

Un doyen représentatif ?

Serge Dassault, 86 ans, réélu dans l'Essonne, est le nouveau doyen du Sénat. Marchand d'armes, contrôlant une large partie de la presse (*Le Figaro* entre autres), il illustre tout à fait les défauts de notre démocratie représentative.

Sénat

Les écologistes passent à dix

Les Verts comptaient quatre sénateurs dans l'ancien sénat. Aux élections du 25 septembre 2011, Europe-Ecologie-Les Verts a eu dix sénateurs : Jean Dessessard (Paris, réélu), Marie-Christine Blandin (Nord, réélue), Aline Archimbaud (Seine-Saint-Denis qui remplace Dominique Voynet), Jean-Vincent Placé (Essonne), Leïla Aichi (Paris, qui remplace Alima Boumédiène-Thiery), André Gattolin (Hauts-de-Seine), Esther Benbassa (Val-de-Marne), Ronan Dantec (Loire-Atlantique), Corinne Bouchoux (Maine-et-Loire), Joël Labbé (Morbihan).

Le boycott d'Israël est légal

Plusieurs associations de soutien à Israël avaient attaqué en justice des animateurs de la campagne BDS, Boycott, désengagement, sanction. La plainte avait été déposée pour antisémitisme ! Le jugement du tribunal correctionnel de Paris est clair : "l'appel au boycott des produits d'un Etat par un citoyen n'est pas interdit par le droit français" et le tribunal n'a rien vu d'antisémite dans la démarche. Ce sont plutôt ces associations qui confondent juifs et Israéliens que l'on devrait condamner pour racisme puisqu'un Israélien sur six n'est pas juif, mais musulman, catholique ou athée. Le tribunal a d'ailleurs rappelé aux associations plaignantes que parmi les signataires de l'appel au boycott, on trouve des associations israéliennes comme la Coalition israélienne des femmes pour la paix et que l'on imagine mal que de telles associations puissent s'engager dans des démarches racistes. Le tribunal a aussi rappelé que l'appel a été signé par des personnalités comme Desmond Tutu, des parlementaires et qu'on ne peut les soupçonner de racisme. Le tribunal fait observer que "la confrontation des points de vue est précisément de nature à convaincre que l'appel pacifique et sans contrainte au boycott des produits israéliens est indissociable du débat d'opinion que suscitent partout dans le monde les préoccupations liées au règlement d'un conflit endémique depuis plus de 60 ans". Dont acte…

Wangari Maathai


Martin Rowe

Wangari Maathai, première femme africaine a recevoir le prix Nobel de la paix est décédée d'un cancer, à l'âge de 71 ans, le 25 septembre 2011. Fondatrice du *Green belt movement* [mouvement ceinture verte] en 1977, cette vétérinaire de formation a commencé son action au sein de la Croix-rouge kényane. Prenant conscience des liens entre questions environnementales et sociales, elle a incité les femmes de son pays à créer des pépinières pour replanter des arbres et lutter ainsi contre la déforestation. Intervenant dans un pays dirigé par un dictateur, elle a été blessée plusieurs fois dans des manifestations et a fait plusieurs séjours en prison. Elle a alors bénéficié de la protection de son ancien mari, alors proche du pouvoir. Après le rétablissement de la démocratie, elle a été secrétaire d'Etat à l'environnement entre 2003 et 2005, expérience dont elle est sortie très critique. Tenant un discours très féministe, avec le développement de sa renommée, elle était également intervenue dans d'autres pays d'Afrique pour aider à la mise en place de mouvements similaires. Elle a eu le prix Nobel alternatif en 1984 et le prix Nobel de la paix en 2004. *www.greenbeltmovement.org*

La crise des ânes (ou le réveil du peuple ?)

Voici la petite histoire que font circuler *les Indignés* pour expliquer ce qui se passe aujourd'hui.

"Un homme portant cravate se présenta un jour dans un village. Monté sur une caisse, il cria à qui voulait l'entendre qu'il achèterait cash 100 € l'unité tous les ânes qu'on lui proposerait. Les paysans le trouvaient bien un peu étrange mais son prix était intéressant et ceux qui topaient avec lui repartaient le portefeuille rebondi, la mine réjouie.

Il revint le lendemain et offrit cette fois 150 € par tête, et là encore une grande partie des habitants lui vendirent leurs bêtes. Les jours suivants, il offrit 300 € et ceux qui ne l'avaient pas encore fait vendirent les derniers ânes existants. Constatant qu'il n'en restait plus un seul, il fit savoir qu'il reviendrait les acheter 500 € dans huit jours et il quitta le village.


D. R.

Le lendemain, il confia à son associé le troupeau qu'il venait d'acheter et l'envoya dans ce même village avec ordre de revendre les bêtes 400 € l'unité. Face à la possibilité de faire un bénéfice de 100 € dès la semaine suivante, tous les villageois rachetèrent leur âne quatre fois le prix qu'ils l'avaient vendu et pour ce faire, tous empruntèrent

Comme il fallait s'y attendre, les deux hommes d'affaires s'en allèrent prendre des vacances méritées dans un paradis fiscal et tous les villageois se retrouvèrent avec des ânes sans valeur, endettés jusqu'au cou, ruinés.

Les malheureux tentèrent vainement de les revendre pour rembourser leur emprunt. Le cours de l'âne s'effondra. Les animaux furent saisis puis loués à leurs précédents propriétaires par le banquier. Celui-ci, pourtant, s'en alla pleurer auprès du maire en expliquant que s'il ne rentrait pas dans ses fonds, il serait ruiné lui aussi et devrait exiger le remboursement immédiat de tous les prêts accordés à la commune.

Pour éviter ce désastre, le maire, au lieu de donner de l'argent aux habitants du village pour qu'ils paient leurs dettes, le donna au banquier, ami intime et premier adjoint, soit dit en passant. Or celui-ci, après avoir rétabli sa trésorerie, ne fit pas pour autant un trait sur les dettes des villageois ni sur celles de la commune et tous se trouvèrent proches du sur-endettement.

Voyant sa note en passe d'être dégradée et pris à la gorge par les taux d'intérêts, la commune demanda l'aide des communes voisines, mais ces dernières lui répondirent qu'elles ne pouvaient en aucun cas l'aider car elles avaient connu les mêmes infortunes.

Sur les conseils avisés et désintéressés du banquier, toutes décidèrent de réduire leurs dépenses : moins d'argent pour les écoles, pour les programmes sociaux, la voirie, la police municipale... On repoussa l'âge de départ à la retraite, on supprima des postes d'employés communaux, on baissa les salaires et parallèlement on augmenta les impôts. C'était, disait-on, inévitable mais on promit de moraliser ce scandaleux commerce des ânes.

Cette bien triste histoire prend tout son sel, quand on sait que le banquier et les deux escrocs sont frères et vivent ensemble sur une île des Bermudes, achetée à la sueur de leur front. On les appelle les frères Marchés.

Très généreusement, ils ont promis de subventionner la campagne électorale des maires sortants.

Cette histoire n'est toutefois pas finie car on ignore ce que firent les villageois.

Et vous, qu'auriez-vous fait à leur place ? Que ferez-vous ?





Sécheresse

De pire en pire

Le printemps 2011 a été le plus sec depuis 1959, battant 1976, 1997 et 2003. Cela a été aussi le plus chaud, devançant 2007 et 2003. Météo-France et le CNRS ont publié une étude sur les projections pour le climat d'ici 2080 (projet Climsec, mai 2011). Si bien sûr, la température devrait monter, une autre préoccupation est la baisse des précipitations. Selon ces scénarios, qui s'appuient sur un modèle du GIEC moyen, les zones de sécheresse extrême devraient se développer, tout au long de l'année et presque sur tout le territoire. En conclusion, les auteurs appellent à prendre des mesures pour limiter le changement climatique, mais aussi pour s'adapter aux nouvelles conditions de vie.

D. R.

D. R.

Souvenez-vous des étés frais

1,6 gigatonne de CO_2 supplémentaire rejetée dans l'atmosphère en 2010 pour un total annuel de 30,6 Gt… alors que pour rester en-dessous des 2°C, nous ne devons pas dépasser 32 Gt en 2020. Selon le Giec, à ce rythme, ce sera 4°C de plus en 2050, avec de grosses disparités selon là où on habite. Autour de la Méditerranée, la canicule de 2003 pourrait correspondre aux étés frais de cette époque.

Fonds vert pour le climat

A l'issue des négociations sur le climat, les Etats ont donné le feu vert pour étudier la mise en place d'un Fonds vert pour le climat destiné à aider les pays dits en développement à adopter des technologies faiblement émettrices en gaz à effet de serre. Il a été fixé comme objectif que ce fonds dispose de 100 milliards de dollars par an à partir de 2020. Une étude pilotée par la Banque mondiale et rendue publique le 23 septembre 2011, estime que pour alimenter ce fonds, le meilleur moyen est de taxer les transports et d'augmenter le prix de la tonne de CO_2 sur le marché international. Taxer le transport permettrait d'engranger d'énormes sommes… et de freiner la mobilité des personnes et des marchandises, ce qui est positif dans les deux cas. Par contre, cela pourrait freiner la croissance et donc amplifier la crise sociale actuelle provoquée par les plans de rigueur. Ce rapport a été remis au chef d'Etat avant la tenue du G20 à Cannes. Resterait à le mettre en pratique.

Eliminer les énergies fossiles ?

L'Union européenne s'est engagée à réduire de 80 à 95 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 par rapport au niveau de 1990. Cela suppose la suppression complète du recours aux énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon…). Le commissaire à l'énergie, Gunther Oettinger, estime que cela nécessite pour au moins mille milliards d'euros d'investissements. A ceci s'ajoute d'autres frais. La commissaire au climat, Connie Hedegaard, parle elle de 270 milliards d'euros de budget par an à partir de 2020. Elle dénonce les tentatives de financer des projets dits de compensation en dehors de l'Europe. Secteur par secteur, cela représente une baisse des consommations dans l'agriculture de 42 à 49 %, dans le bâtiment de 88 à 91 %, dans les transports de 54 à 67 %. Le reste doit venir des économies d'énergie, de l'amélioration de l'efficacité énergétique… Pour les commissaires, toutefois, pas de recours à la sobriété : le traité de Lisbonne (que nous avons refusé par référendum mais qui nous a été imposé quand même) prévoit en effet une croissance continue ! Dans ce contexte, les deux commissaires annoncent qu'ils ne voient pas comment imposer cela aux Etats… alors que les engagements antérieurs qui courent jusqu'en 2013 (suite de Kyoto) ne seront dans l'ensemble pas tenus. Bref, sur le papier, on sait faire, mais pas dans le monde réel.

Information par internet ou par papier ?

Des étudiants de l'école d'ingénieur de l'Insa-Lyon ont mené une étude pendant l'année scolaire 2010-2011 pour essayer de faire un bilan carbone de différents médias papiers ou internet. Calcul long et fastidieux dont nous vous passerons les détails. Reprenant les données publiées par le Monde.fr, premier site à présenter son bilan carbone, on en conclut qu'un article en ligne sur ce site "pèse" 2,68 kg équivalent $C0_2$. Ce chiffre élevé s'explique parce que l'impact carbone est déplacé du journal vers le lecteur. 94,55 % de ces émissions provient de la consultation des articles par les lecteurs, seul le reste sert à sa mise en ligne. Après s'être intéressé au bilan d'un quotidien, de Ça m'intéresse et des e-books, l'étude porte sur la revue… *S!lence* ! La conclusion de cette étude : un article papier consomme en général légèrement moins qu'un article sur internet. La papier peut avoir un excellent résultat… si comme à *S!lence* on n'est pas en kiosque, sur papier recyclé, avec peu de déplacements, en conservant les ordinateurs le plus longtemps possible, en utilisant de l'électricité fournie par *Enercoop* et du matériel basse consommation. Pour recevoir le rapport complet par internet, contacter : *diane.petillon@insa-lyon.fr.*

Rhône-Alpes

Calendrier des fruits et légumes de saison

Pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, manger local et de saison est une bonne méthode. L'Agence lyonnaise de l'énergie, avec le soutien de l'Ademe, a mis en place un calendrier des fruits et légumes de la région sous forme d'un magnet que l'on peut placer sur son frigo. Il est disponible gratuitement en se rendant sur leur site internet : *www.ale-lyon.org.*

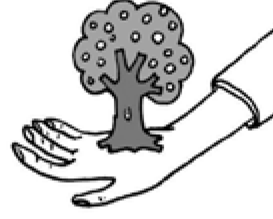
Darwin Bell

Greenpeace s'en prend à Volkswagen

Greenpeace a découvert que Volkswagen est l'un des principaux financiers des lobbyes qui au Parlement européen essaient d'empêcher de prendre des mesures pour abaisser les limites d'émissions de gaz à effet de serre des véhicules. Le 10 septembre 2011, de manière spectaculaire, des militants de l'association ont occupé les locaux de soixante concessionnaires en France, Allemagne et Royaume-Uni pour demander que cesse ce financement et pour que le fabricant automobile accepte de mettre sur le marché des voitures moins polluantes. La firme utilisant dans sa publicité l'univers de La guerre des étoiles, Greenpeace a présenté un dossier fort argumenté sur un site internet *www.vwdarkside.com.*



D. R.



Couche d'ozone

Méfiez-vous quand le ciel est trop bleu, ce n'est pas forcément seulement signe de beau temps. Des chercheurs californiens ont publié un article dans la revue Nature qui montre qu'un trou a été observé au printemps 2011 au-dessus du Pôle nord et qu'il a atteint une taille aussi importante que celui au-dessus du Pôle sud. Il est descendu largement au-dessus de la Russie, jusqu'à la frontière avec la Mongolie. Au centre du trou, il manque jusqu'à 80 % de l'ozone, ce qui a comme conséquence de laisser passer les rayons ultra-violets en plus grande quantité (très nocifs pour les yeux et risques de cancers de la peau). Pour le moment, on ne sait pas pourquoi on a pu avoir un tel trou, si ce n'est qu'il était au-dessus de régions alors particulièrement froides.

D. R.

Notre-Dame-des-Landes

Transhumance vers Paris

Alors que la lutte contre le nouvel aéroport de Nantes en est à sa quarantième année de contestation, une "transhumance" est organisée avec tracteur, remorques et vélo vers Paris, entre le 6 et 11 novembre. Parcours envisagé : Notre-Dame-des-Landes, Candé, Sablé, La Loupe, Nogent, Boulogne, Paris. Une manifestation à Paris est organisée le 12 novembre. Programme détaillé : *Acipa, BP 5 44130 Notre-Dame-des-Landes, tél. : 06 71 00 73 69, http://acipa.free.fr.*



Marie Clem's

Occupation de l'actuel aéroport - août 2010

Val de Suze

■ **Recyclage des militaires.** Pour pouvoir commencer à creuser un semblant de tunnel annexe au futur tunnel sous la montagne, dans les délais imposés par l'Europe, le gouvernement italien n'a pas hésité à employer les grands moyens : l'armée est intervenue en force le 27 juin 2011 et a réussi à mettre en place un camp retranché où les travaux ont pu commencer. Les anciens habitants du camp autogéré, avec le soutien de la population, ont construit pendant l'été un nouveau camp situé sur le parcours des engins de chantier, multipliant les actions de sabotage. Pour protéger l'amorce de chantier, l'armée a dû mettre sur place 2000 militaires qui stationnent sur place en permanence. Ironie de l'histoire : la plupart des unités mobilisées sur place sont de retour d'Afghanistan, ce qui fait que les habitants disent maintenant habiter le "Susastan". L'entretien de 2000 militaires sur place ne peut se faire sans des budgets conséquents… or l'Italie se doit d'appliquer des plans de rigueur, lesquels pourraient entraîner la mort de tout ce délire technologique.

■ **La France en renfort.** Un accord a été passé entre la France et l'Italie pour modifier la prise en charge du coût des travaux du tunnel du Lyon-Turin. La France en paiera dorénavant 42,1 % au lieu de 37 % avant. Le budget initial est estimé à 24 milliards d'euros… donc cela fait 10 milliards pour la France. Au fait, on ne cherchait pas à diminuer notre déficit budgétaire ?

Avion

La fin des prix cassés !

Sur un billet Air France, le prix du carburant représente environ 30 % du prix. Ce taux monte à 45 % pour les compagnies à bas coût. Alors que le prix du pétrole ne peut que monter, la prise en compte du secteur aérien dans le marché européen des quotas de carbone dès 2012 devrait accélérer la remontée actuelle des prix. Jusqu'à maintenant le secteur aérien avait été exonéré de cette taxe au prétexte qu'ils ne font pas que des trajets internes à l'Europe.

Incinérateurs et mâchefers



D. R.

Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme. Vouloir faire croire qu'en incinérant les déchets, on s'en débarrasse est un vaste mensonge. En brûlant les déchets, on produit de l'énergie (que l'on peut récupérer), des gaz toxiques et des résidus : les mâchefers, qui concentrent eux aussi les particules toxiques. Pour limiter les rejets gazeux, les incinérateurs ont été équipés de filtres de plus en plus sophistiqués : les gaz sont ainsi moins dangereux, mais ce sont les filtres qui le deviennent.
Les mâchefers représentent encore environ 25 % du poids initial des déchets. Depuis 1994, pour s'éviter des questions gênantes, ils ont été "valorisés" en sous-couches sous les routes ou pour combler différents trous. Nos routes sont donc devenues des décharges masquées ! Deux millions de tonnes de résidus pollués sont ainsi masqués. Des cas de pollutions ont depuis été signalés : en Haute-Savoie, des remblaiements dans une carrière ont provoqué une pollution importante de la nappe phréatique (226 fois supérieures aux limites pour les dioxines).
Le Grenelle de l'environnement avait prévu une législation en ce domaine. Celle-ci pourrait arriver devant nos députés et sénateurs prochainement. Des associations comme le Cniid, Centre national d'information indépendant sur les déchets et FNE, France-Nature-Environnement, s'étonne que cette législation soit déjà finalisée alors qu'aucune étude sérieuse sur la toxicité des mâchefers n'a été entreprise. Ces associations craignent que le projet de loi ne soit là que pour favoriser la poursuite de l'incinération.

• Cniid, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60, http://cniid.fr.

• FNE, 81-83, boulevard Port-Royal, 75013 Paris, tél : 01 44 08 02 50, www.fne.asso.fr.

Restauration collective

La viande s'impose



D. R.

La loi n°2010-874 du 27 juillet 2010 dite "loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche" contraint les services de restauration à respecter des "règles nutritionnelles" édictées par décret. Le décret qui a été promulgué le 2 octobre 2011, concernant les cantines pour enfants, impose la présence régulière de viande, poisson et produits laitiers dans les menus. Jusqu'ici un certain niveau d'apports protéiniques était exigé, les gérants ayant la liberté de le remplir de façon plus ou moins carnée. Ce décret se base sur les recommandations du GEMRCN, Groupe d'étude des marchés de restauration collective et de nutrition, qui regroupe notamment de nombreux représentants de l'industrie agroalimentaire et de l'élevage. Le centre protéinique du repas est le produit carné ou animal. Les céréales, légumineuses et légumes sont considérés comme de la "garniture". Il sera très difficile aux végétariens d'obtenir une dérogation aux règles communes. Il sera impossible aux gestionnaires de la restauration collective d'innover en offrant chaque jour un menu végétarien comme menu principal, même si leur initiative est bien accueillie par les usagers. Un regroupement d'associations lance une campagne contre ce pas en arrière programmé. *Association Végétarienne de France, BP n°4, 77390 Chaumes-en-Brie. http://www.vegetarisme.fr.*



Le Pérou n'en veut pas

C'est l'une des premières décisions du président du Pérou, Ollanta Humala, issu d'une coalition de gauche, élu le 5 juin 2011 : un moratoire de 10 ans ratifié le 7 juin 2011 pour empêcher l'entrée sur le territoire d'organismes vivants modifiés, c'est à dire d'OGM qui peuvent se reproduire. Le Pérou est de fait le seul pays d'Amérique Latine avec les trois Guyanes et l'Equateur à ne pas cultiver officiellement d'OGM. En avril 2010, l'ancienne majorité avait adopté une loi sur la biosécurité plutôt favorable aux OGM. Les liens du ministre de l'agriculture avec les entreprises qui les commercialisent avaient alors été révélés.

Monsanto trouve la faille…

En 2008, sous la pression de la population (et des faucheurs volontaires), le gouvernement français activait la clause de sauvegarde pour interdire la culture du maïs Mon810. Monsanto avait alors saisi le Conseil d'Etat qui avait à son tour saisi la Cour de justice de l'Union européenne. Celle-ci, le 8 septembre 2011, a annulé la procédure, ayant trouvé une faute de procédure. Rien n'interdit au gouvernement de prendre une nouvelle clause de sauvegarde : va-t-il le faire avant que Monsanto ne commence à alimenter les centrales d'achat de semences pour les semis du printemps 2012 ?

Le Vatican est pour !

L'Académie pontificale du Vatican a donné, le 30 novembre 2010 sa position sur les OGM. "Il n'y a rien d'intrinsèque dans le recours à l'ingénierie génétique pour l'amélioration des cultures qui rendrait dangereux les plantes elles-mêmes ou les produits qui en sont dérivés (…) Plus d'un milliard de personnes, sur les 6,8 milliards composant la population mondiale, sont actuellement sous-alimentées, une condition qui requiert le développement urgent de nouveaux systèmes et technologies agricoles" (…) Un engagement particulier en faveur des agriculteurs pauvres des pays en voie de développement est nécessaire pour leur permettre d'accéder à des variétés améliorées de cultures OGM adaptées aux conditions locales". Manifestement le Vatican ne s'est pas penché sur le coût des OGM, sinon il saurait qu'on ne multiplie pas les pains aussi facilement !


Da_D_Maurey

Essais de blé OGM détruits en Australie

Le 14 juillet 2011, trois militantes de Greenpeace ont pénétré à l'intérieur du centre de recherche de l'agence scientifique gouvernementale Csiro à Canberra en Australie, et y ont détruit un demi hectare de blé OGM à l'aide de débroussailleuses. L'organisation écologiste met en cause les risques de contamination de ces tests en extérieur. L'agence nationale, qui estime avoir perdu un an dans sa recherche, répond qu'il y avait deux barrières de protection de deux mètres de haut, un filet pour les oiseaux et "plusieurs pièges à souris" ! Le blé OGM en question, ayant un indice glycémique plus bas que la normale, était destiné à la poursuite de tests sur les rats, les porcs et plus tard les hommes. L'Australie se vante d'être le premier pays à commercialiser du blé OGM dès 2015… malgré l'opposition de la population.



Vaccins et autisme

Une équipe de chercheurs a étudié 2500 plaintes concernant des accidents de vaccinations aux Etats-Unis et ayant obtenu des compensations. Dans 83 cas, le lien avec l'autisme est admis. L'équipe de chercheurs pense qu'il y a sans doute bien d'autres cas qui sont passés inaperçus et demande une enquête sur le lien entre vaccination et autisme.

Les vaccins détruits

Les 88 millions de vaccins non utilisés en 2009 lors de la crainte d'un virus virulent de la grippe, ont été détruits début septembre 2011, ces vaccins étant périmés. Comme quoi, l'Etat ne finance pas que les banques, il subventionne aussi l'industrie pharmaceutique.

Pyrénées-Orientales

Une antenne-relais à démonter

Le 15 septembre 2011, la cour d'appel de Montpellier a ordonné à l'opérateur SFR de démonter une antenne-relais implantée à Montesquieu-des-Albères. Ce jugement fait suite à une plainte déposée par 26 riverains en 2009. Le pylône de 12 mètres, mis en route en 2010, est situé à moins de 80 m des premières maisons. SFR a six mois pour enlever ce pylône. L'arrêt de la cour précise que "la société SFR se devait de respecter le principe de précaution édicté par l'article 110-1 du code de l'environnement selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles".

Si vous désirez présenter S!lence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)



Territoires en transition

Paris : Cultures en transition, 10 novembre à 14h, au salon Marjolaine, parc Floral de Paris (M° Château-de-Vincennes) film de Nils Aguilar Cultures en transition (65 mn). Ce documentaire aborde l'inévitable descente énergétique à laquelle nos sociétés doivent se préparer à partir d'exemples pris à Cuba, en France et en Angleterre. Projection suivie d'une table ronde animée par Michel Bernard, de S!lence, avec Pierre Bertrand, co-fondateur de Trièves en transition et du groupe de liaison national de la transition, Ralph Böhlke du groupe Objectif résilience à Paris, Susan Cérézo, actrice de la transition à Semur-en-Auxois (Côte-d'Or), Luc Semal, doctorant en science politique et Mathilde Szuba, doctorante en sociologie. *Spas-Marjolaine, tél. : 01 45 56 09 09, www.salon-marjolaine.com.*

Caen : café repaires. Rendez-vous "villes en transition" 10 novembre et le second jeudi de chaque mois à 20 h au *café le Niouzz, 15, boulevard Leroy, 14000 Caen, tél du café : 02 31 34 95 28. Equipe d'initiative transition sur la région de Caen en projet.*

Belgique : Cultures en transition, 19 novembre à Grez-Doiceau, 20 novembre à Ath, 21 novembre à Namur, 22 novembre à Schaerbeek, 23 novembre à Liège, 24 novembre à Mons, projection du film de Nils Aguilar, film auto-produit. Chaque soirée est organisée par un groupe de transition ou des Amis de la Terre. *Détail du programme : www.amisdelaterre.be.*

Genève : 5e année pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. *Pour participer : Paul Roulaud, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.*

Notre-Dame-des-Landes : Occupation de terres contre l'aéroport, plusieurs maisons à occuper, camping sur place possible. Contact : reclaimthezad@riseup. Informations : www.reclaimthefields.org ou http://zad.nadir.org. Chèques de soutien à l'ordre des Amis de la Conf', en spécifiant Action Notre-Dame-des-Landes. *Amis de la Conf', 104 rue Robespierre, 93170 Bagnolet.*

Bourgogne : festival des contes givrés, jusqu'au 10 novembre, ouverture le 5 à 10 h à La Fabrique de Savigny-sur-Grosne. Thème de l'année : imaginaire et résistance. Comment dire non aux impostures du discours dominant. Participation d'artistes, journalistes, animateurs, militants culturels, chômeurs, responsables associatifs ou syndicaux, partenaires d'accueil du festival et ainsi que tous autres auditeurs ou orateurs libres. *La Fabrique, 71460 Savigny-sur-Grosne, www.festival-contesgivres.fr.*

Drôme : un changement humain pour un changement de société, 27 octobre au 1er novembre aux Amanins, à l'invitation de Pierre Rabhi, cinq jours d'échanges, de rencontres, de partages, de réflexions collectives, de coopération et d'activités reliées à la terre. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

Deux-Sèvres : festival du film ornithologique de Ménigoute, 27 octobre au 1er novembre, documentaires animaliers, salon d'art animalier, stands associatifs, conférences et débats, sorties nature… *Association Mainate, 16 bis, rue de Saint-Maixent, BP 5, 79340 Ménigoute, tél. : 05 49 69 90 09, www.menigoute-festival.org.*

Strasbourg : Bio & Co, 29 octobre au 1er novembre au Parc des expositions de Wacken, 250 exposants en 17 villages. Matériaux naturels, Eco-construction, Jardinage bio, Maison écologique, Enfants écolos, Editions & loisirs, Efficacité énergétique, Eau vivante, Cuisine, Mode éthique… Animations. Conférences. *Bio & Co, 17, avenue Charles-Siffert, 25000 Besançon, tél. : 03 81 55 73 68, www.salonbioeco.com.*

Pyrénées-Orientales : stage land-art, 31 octobre au 2 novembre, au cœur des Corbières, au pied des Pyrénées cathares, accueil dans un ancien domaine vigneron. Création avec Marc Pouyet, dans l'esprit de ces livres. *Renseignements : tél. : 04 68 24 01 21, www.la-fraissinede.com.*

Bruxelles : Bioadversité, jusqu'au 6 novembre au Botanique, installations de Bob Verschueren pour réfléchir à une société où la biodiversité est en train de disparaître. *Le Botanique, Centre culturel de la communauté française, rue Royale, 236, 1210 Bruxelles, tél. : 02 / 218 37 32, www.botanique.be.*

1 novembre

Aude : fabrication de savon,. *L'Ortie, Lasserre-du-Moulin, 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél. : 04 68 20 36 09, lortie.asso.fr.*

Savoir-faire et découverte

Hérault : Géobiologie, 5 et 6 novembre

Savoie-Isère : Fabriquer ses savons au naturel, 12 novembre à Saint-Genix-sur-Guiers et Sarcenas.

Hautes-Alpes : production et utilisation des huiles essentielles, 12 et 13 novembre à Rosans.

Sarthe : fabriquer vos savons au naturel, 12 novembre à Neuville-sur-Sarthe.

Savoie-Isère : Fabriquer ses savons au naturel, 12 novembre à Saint-Genix-sur-Guiers et Sarcenas.

Hautes-Alpes : Osez la vannerie 19 et 20 novembre et 10 et 11 décembre à Eourres.

Hérault : initiation aux enduits à la chaux intérieurs, 19 novembre à Le Crès.

Seine-Saint-Denis : créer et entretenir un verger, 19 et 29 novembre à Montreuil-sous-Bois.

Hautes-Alpes : Osez la vannerie 19 et 20 novembre et 10 et 11 décembre à Eourres.

Lozère : aménagements extérieurs en végétaux tressés, 24 et 25 novembre à Saint-Martin-de-Boubaux.

Isère : pain au levain naturel et feu de bois, 26 novembre à Uriage.

Pas de Calais : Feutrage de la laine, 26 et 27 novembre, à Brêmes-les-Ardres.

Stages organisés par Savoir-faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

4 novembre

Vélorution : à **Chambéry**, à 18h, place du Palais-de-Justice. A **Marseille**, à 19h, place Jean-Jaurès.

Essonne : le travail, l'entreprise et nous, de l'indignation à l'espérance, à l'Opéra de Massy, 1, place de France, conférence de lancement du mois de l'économie sociale et solidaire, avec Claude Alphandéry et Tarik Ghézali. Suicides au travail, cadences insoutenables, pression, chômage… depuis le dix-neuvième siècle, l'économie sociale et solidaire a développé une autre forme d'économie : coopératives, associations, mutuelles, des secteurs où - en principe - on échappe à ces atteintes à notre humanité. *Association SoliCités, 13, rue Nungesser-et-Coli, 91170 Viry-Châtillon, tél. : 01 69 56 53 88, www.solicites.org.*

5 novembre

Vélorution, à **Paris**, à 14h, place de la Bastille ; à **Angers**, à 15h, place du Pilori ; à **Avignon** à 14h30, place Pie ; à **Cherbourg**, à 14h, place Napoléon ; à **Nantes**, à 14h, place Royale ; à **Nice**, à 14h, place Garibaldi ; à **Poitiers**, à 10h10, porte de Paris ; à **Rennes**, à 15h, place Hoch, à **Rouen**, à 14h , parvis de la Cathédrale ; à **Tours**, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! *Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : http://velorution.org.*

Rhône : l'autre salon, 5 et 6 novembre à Grigny, au centre Edouard-Brenot, salon de l'édition et des médias indépendants, une quarantaine d'exposants. Thème de l'année : la désobéissance. *Espace Pandora, 7, place de la Paix, 69200 Vénissieux, tél. : 04 72 50 14 78, www.espacepandora.org.*

Aix-les-Bains : Parlez-nous d'amour, 5 au 7 novembre au Centre des congrès, 25e forum de Terre du Ciel. Une vingtaine d'intervenants et des spectacles. *Programme : Association Terre du Ciel, domaine de Chardenoux, 71500 Brailles, www.terre-du-ciel.fr.*

Pas-de-Calais : Journée objection de croissance, dans l'Audomarois (Saint- Omer) le samedi 5 novembre 2011. En matinée : actions et rencontres avec les habitants sur le marché de Saint-Omer ; repas fraternel ; après-midi : initiatives anti-consommation et anti-pub ; soirée : ciné-débat avec *Simplicité volontaire et décroissance* (Réflexions), film de Jean Claude Decourt. *Collectif Objecteurs de croissance 62, contact@objecteursdecroissance62.fr, www.objecteursdecroissance62.fr.*

Grenoble : Notre relation à la nature en agriculture, à partir de 10h, au Musée dauphinois, 30, rue Maurice-Gignoux, séminaire organisé par Rés'OGM Info. Au programme : Homme et nature d'où vient la rupture (Sabine Rabourdin), les valeurs actuelles du monde agricole (Maxime Prével), convergences technologiques et dérives actuelles (Daniela Cerqui), Comment nous inspirer du rapport à la nature des peuples indigènes (Sabine Rabourdin). Entrée gratuite, buffet sur réservation. *Rés'OGM info, 58, rue Raulin, 69007 Lyon, tél. : 04 26 42 05 32, www.resogm.org.*

Puy-de-Dôme : les Utopiades, de 19h30 à 22h30 à la gare de l'Utopie de Vertolaye, soirée la crise, l'économie et les médias; Projection du film La crise de Colline Serreau. Puis échanges autour des tartinades d'ana'chronique. *Office de Tourisme, 28, avenue Rhin-et-Danube, 63880 Olliergues, tél. : 04 73 95 56 49, www.paysdolliergues.com.*

8 novembre

Namur : que font les banques avec notre argent ? projection suivie d'un débat. *Contact : namur@amisdelaterre.be ou 0476/779815 (Marcel).*

Alsace : Ecotidienne

Vannerie sauvage, 4/5 novembre à Sparsbach

Fabriquer ses cosmétiques naturels, 12 novembre à Scherwiller

Fabriquer ses cosmétiques naturels, 18 novembre à Haguenau

Fabriquer ses produits d'entretien ménager, 19 novembre à Sélestat

Soins pour bébés et parents au naturel, 23 novembre à Sélestat

Fabriquer ses cosmétiques naturels, 23 novembre à Sélestat

Fabriquer ses produits d'entretien ménager, 26 novembre à Sélestat

Programme détaillé : Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Ariège : fabrication d'adobes, 8 et 9 novembre à Mirepoix, atelier de fabrication moules et briques. *Ecorce, Petite Fournet et Barbéou, 09500 Mirepoix, tél. : 05 61 69 55 38, www.ecorce.org.*

Essonne : un dîner pas comme les autres, à 19h30 à la Pépinières d'entreprises, 31, avenue de Gaulle, à Viry-Chatillon. Repas partagé et jeu ludique pour apprendre à coopérer, soirée animée par les Cigales d'Ile-de-France, club d'investissement alternatif. Inscription : *Association SoliCités, 13, rue Nungesser-et-Coli, 91170 Viry-Châtillon, tél. : 01 69 56 53 89 (Baptiste Cambon), www.solicites.org.*

10 novembre

Nantes : Habitat durable, 10 au 13 novembre au parc des expositions de la Beaujoire. Ecoconstruction, basse énergie, énergies renouvelables, 175 exposants, *Expo-Nantes-Atlantique, parc des expositions, route de Saint-Joseph-de-Porterie, 44300 Nantes, tél. : 02 40 52 08 11, www.exponantes.com.*

11 novembre

Paris : Célébration des mutins de 1917, à 11h, au Mur pour la paix (Champ-de-Mars, face à l'école militaire), à l'appel du groupe Europe-Ecologie-Les Verts au conseil de Paris. *Europe Écologie - Les Verts - Paris, 247, rue du Faubourg Saint-Martin, 75010 Paris, tél. : 01 53 19 53 49, http://paris.eelv.fr.*

Creuse : Maudite soit la guerre ! à 10h au monument aux morts de Gentioux. *La libre pensée de la Creuse, BP 158, 23004 Guéret cedex, libre.pensee.creuse@wanadoo.fr.*

Alpes-de-Haute-Provence : rassemblement antimilitariste, à 10h, au mouvement pacifiste Victorin de Château-Arnoux à l'appel du Mouvement de la paix, de la Ligue des droits de l'homme et d'organisations d'anciens combattants.

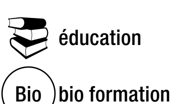
Oise : non aux guerres, à 12h, devant le monument aux morts pacifiste de Creil, *La libre Pensée de l'Oise, 9, rue Paul-Bert, 60180 Nogent-sur-Oise, tél. : 03 44 56 19 81.*

13 novembre

Côtes d'Armor : méthode Gordon, à Illifaut, proche de Brocéliande, présentation de cette méthode de communication bienveillante, organisée par l'association La voix enchantée, avec Corinne Brieulle-Collas, somatothérapeute, professeur de yoga. Première cession en quatre dimanches (les suivants le 1er dimanche du

agenda es





santé — politique, société — fêtes, foires, salons — éducation — films, spectacle, culture
dans la rue — habitat — nord / sud — bio formation — décroissance
femmes — paix — énergies — environnement — vélo

Paris : Salon Marjolaine, 5 au 13 novembre, au parc Floral de Paris (M° Château-de-Vincennes), 550 exposants. Nouveauté de l'année : un programme "nouvelle génération" pour les enfants avec des films, des menus spéciaux, entrée gratuite pour les moins de 12 ans… 100 ateliers, 30 conférences. Au programme, **samedi 5** à 14h : *Avoir un idéal, est-ce bien raisonnable*, suivi de *Passer à l'action, c'est idéal* + film *Les sentiers de l'utopie* et *Objectif Empreinte zéro*. **Dimanche 6** à 14h, *L'insoutenable développement de la bio* animé par Philippe Bacqué (notre dossier du n°384) et Michel Besson (coordination Minga), à 16h, film de Claude Aubert *Comment nourrir l'avenir* puis débat. **Lundi 7** à 13h, film *Accros du plastique* suivi à 14h30 d'une table-ronde animée par le Cniid *Quoi de neuf avec nos déchets ?* **Mardi 8**, à 11h, le film *Le cycle idiot (comment l'industrie pharmaceutique produit cancérigènes et médicaments contre le cancer)* suivi à 13h30 d'une table-ronde *Le monde des médicaments en France* avec la fondation Sciences citoyennes, le Réseau environnement santé… A 16h, film de Marie-Monique Robin *Notre poison quotidien* suivi à 17h30 d'une table-ronde animé par les lanceurs d'alerte Pierre Meneton et André Picot. **Mercredi 9** à 11h30, film *Les insurgés de la Terre* (comment les Etats se servent des actions radicales pour criminaliser les militants) suivi d'un débat ; à 14h : film *RIFD, la police totale* suivi d'un débat avec un magistrat et deux représentants de Pièce et main-d'œuvre ; à 17h, table-ronde *Désobéir, pourquoi ?* avec Noël Mamère, député, Xavier Renou, collectif des désobéissants, un faucheur volontaire, Yannick Rousselet de Greenpeace. **Jeudi 10** à 14h, film de Nils Aguilar *Cultures en transition* suivi d'une table ronde animée par Michel Bernard, de *S!lence* avec Pierre Bertrand, co-fondateur de Trièves en transition, Ralph Böhlke d'Objectif résilience à Paris, Susan Cérézo, actrice de la transition à Semur-en-Auxois, Luc Semal, doctorant en science politique et Mathilde Szuba, doctorante en sociologie ; 18h : film *Le revenu de base* suivi d'un débat avec Baptiste Mylondo. **Vendredi 11**, à 11h, film de Silvia Perez-Vitoria *Les mandarines et les olives ne tombent pas du ciel* dénonçant les conditions d'exploitation des migrants en Calabre suivi d'un débat avec la réalisatrice, Patrick Herman et Nicolas Duntze ; à 14h, table-ronde *avant de perfectionner la nature, apprendre à en connaître les trésors,* table-ronde avec Eric Meunier d'Inf'OGM, Marie-Paule Nougaret, journaliste, Sylvie Pouteau, biologiste, Lilian Ceballos, pharmacien ; 16h : *Pas de terre sans paysans, pas de paysans sans terre,* table-ronde avec Gérard Leras, élu vert région Rhône-alpes, Michel Merlet, Association Agter, Sjöerd Wartena, Terre de Liens, un représentant de la Confédération paysanne. **Samedi 12** à 11h20, film *L'Or bleu* suivi d'un débat ; 14h : *fuite en avant énergétique et bouleversement climatique,* table-ronde avec Geneviève Azam, Attac, Benjamin Dessus, Global Chance ; 16h : table-ronde *L'énergie : de l'usurpation au choix de la transition* avec Régis Castellani, Corinne Lepage, Thierry Salomon. **Dimanche 13** : film *Planète à vendre* (agroalimentaire et spéculation) suivi d'un débat avec Renée Velvée, de Grain et Guy Kastler, Réseau Semences paysannes ; 14h : *la biodiversité sous la coupe des financiers*, table-ronde avec Sylvain Angerand, Amis de la Terre, Agnès Bertrand, Françoise Degert ; 16h30 : *capitalisme vert et gouvernance globale*, table-ronde avec José Bové, eurodéputé, Stephen Kerchove, Agir pour l'environnement, Fabrice Nicolino. *Spas-Marjolaine, tél. : 01 45 56 09 09, www.salon-marjolaine.com.*

5 novembre

11 novembre

Lyon : colloque Sortir de l'industrialisme, 11, 12 et 13 novembre, à la Maison des Associations, 28, rue Denfert-Rochereau, Lyon 4e. **Vendredi 11 :** *Qu'est-ce que l'industrialisme, comment le détecter, quel est son fonctionnement, où nous amène-t-il ? Introduction* (Ingmar Granstedt). Ateliers : *Industrialisme, industrie, science et technique* (Bertrand Louart, Ingmar Granstedt), *Industrialisme, agriculture et agro-alimentaire* (Geneviève Savigny, Jocelyne Porcher), *Industrialisme, énergie, transports et rapport au temps* (Jean Monestier, Xavier Rabilloud, Vincent Doumeyrou), *Industrialisme, habitat et urbanisation* (Alain Marcom, Silvia Grünig), *Industrialisme, travail, santé et éducation* (Martine Auzou, et d'autres intervenants). **Samedi 12 :** *Les alternatives à l'industrialisme, aux niveaux individuel et collectif, Plénière* (François Jarrige, Alain Gras). Ateliers : *Quelles manières de faire de la politique s'opposent à l'industrialisme ?* (Samuel Foutoyet, Marie-Pierre Najman, Nicolas Eyguesier), *Quels rythmes de vie défendre contre l'industrialisme ?* (Robert Linhart, Jean Rouveyrol, Aude Vidal), *Quel imaginaire cultiver contre l'industrialisme ?* (François Flahaut, et d'autres intervenants), *Quelles relocalisations mettre en oeuvre, et comment, pour sortir de l'industrialisme ?* (Mathilde Gralepois, Mathilde Szuba, Philippe Gruca), *Contre l'industrialisme, peut-on s'appuyer sur des institutions existantes ?* (Geneviève Decrop, et d'autres intervenants). **Dimanche 13 :** Plénière (Philippe Gruca, Patrick Marcolini), conclusion et perspectives (Jacques Julien). *Contact : La ligne d'Horizon, c/o Ozarts, 10-12 rue Pailleron, 69004 Lyon, contact@lalignedhorizon.net, www.lalignedhorizon.net.*

Lyon : Brisons le silence contre les violences conjugales, 19 au 25 novembre ***Marchons pour briser le silence, samedi 19*** à 14h30, place Bellecour, Lyon 2e, défilé dans la presqu'île avec actions artistiques, stands associatifs… ***L'égalité en jeux, lundi 21,*** de 19h à 23h30, au café jeux associatifs Les Epinards, 19 bis, rue Sergent-Blandan, Lyon 1er, des jeux non sexistes à découvrir ***Spectacle d'improvisation, mardi 22,*** à la MJC Montplaisir, 25, avenue des Frères-Lumière, Lyon 8e (M°Sans souci), spectacle (payant) par les Schyzoz. ***Village découverte, mercredi 23,*** de 9h30 à 12h, accueil des scolaires puis 12h à 17h, ouvert à tous, à la Maison des sociétés, square Grimma à Bron (tram T2, Bron Hôtel-de-Ville), douze associations pour la promotion des rapports non-violents, l'égalité hommes-femmes, la lutte contre le sexisme… ***Film* Darling*, jeudi 24*** à 20h30 au cinéma Gérard-Philipe, 12, avenue Cagne à Vénissieux (T4, Division Leclerc) et au Cinéma Les Alizés, 214, avenue Franklin-Roosevelt, à Bron (T2, Les Alizés). Film de Christine Carrière, suivi d'un débat. ***Concert, vendredi 25*** à 20h30, au Marché gare, 32, rue Casimir-Perrier, Lyon 2e (T1, Sainte-Blandine), avec *Concert P, Funk all stars…*
Semaine organisée par Filactions, 6, rue des Fantasques, 69001 Lyon, tél : 04 78 30 63 50, www.filactions.org.



mois). *Inscription : La voix enchantée, la Maison du lien, La Folletière, 22230 Illifaut, tél. : 02 96 56 68 37, www.lavoixenchantee.com.*

17 novembre

Drôme : énergie et territoire, 17 et 18 novembre à Valence, comment comprendre et planifier les changements concernant l'énergie et le changement climatique à l'échelle d'un territoire. *Institut Négawatt, BP 16181, 26958 Valence cedex 9, tél. : 04 75 58 60 85, www.institut-negawatt.com*

Lyon : expédition de S!lence. 17 et 18 novembre. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

18 novembre

Evry : congrès prendre soin de la terre et de l'être humain, 18 et 19 novembre au Génocentre, 1, rue de l'Internationale, congrès du Mouvement de l'agriculture biodynamique et l'association Demeter-France, organisé à l'occasion du 150e anniversaire de la naissance de Rudolf Steiner. Au programme : vendredi à 20h25, conférence de Tho Ha Vinh, responsable de formation au CICR de Genève. Samedi : les apports humanistes de Rudolf Steiner (Antoine Dodrimont, société anthroposophique française), suivi de sept ateliers et d'une table ronde "voix diverses pour un champ commun" suivi d'un spectacle. Forum des associations et marché d'agriculteurs biodynamistes. *Mouvement de l'agriculture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 89 24 36 41, www.bio-dynamie.org.*

Belgique : Brassens et la liberté, 18 au 27 novembre à La Grange (Graal) de Mesnil-Eglise, 14 b, rue du Monument (face à l'église), exposition avec en parallèle différents événements (jam, concert, ciné-club, lecture…), la semaine de 18h à 21h, le week-end de 17h à 20h. *Infos : 0032 82 22 60 93.*

Rhône : l'homme et la planète, quels choix pour les Chrétiens ? à 20h30, au Centre Jean XIII, 61, avenue de Verdun, à Meyzieu, soirée-débat avec René Valette, ancien président du CCFD, auteur de Le goût d'un monde solidaire, l'engagement d'un chrétien, entrée libre. *Renseignements : Jérôme lung, tél. : 06 83 38 43 29 ou Xavier Marseault, tél. : 04 78 90 94 07.*

19 novembre

Toulouse : bases de la chaux, découverte des enduits à la chaux… *Ecorce, Petite Fournet et Barbéou, 09500 Mirepoix, tél. : 05 61 69 55 38, www.ecorce.org.*

Puy-de-Dôme : les Utopiades, de 18h à minuit à la gare de l'Utopie de Vertolaye, Fest'Nef : des utopies à la réalité (saison 3), mois de l'économie sociale et solidaire, zoom sur les coopératives d'entreprises, apéro-rencontres, repas bio & musical. *Office de Tourisme, 28, avenue Rhin-et-Danube, 63880 Olliergues, tél. 04 73 95 56 49, www.pays-dolliergues.com.*

23 novembre

Paris : livre pacifiste, de 18 à 21h, à la mairie du 13e, place d'Italie, présentation des œuvres pacifistes de Jean Giono et Bernard Clavel avec Jacques Mény et Josette Pratte (femme de Bernard Clavel). *Philippe Moine, Conseiller à la culture de la mairie, philippe.moine@paris.fr.*

24 novembre

Paris : Louis Lecoin, le cours d'une vie, à 19h, au cinéma La clef, 21, rue de la Clef (M°Censier), projection du film suivi d'un documentaire sur Bernard Clavel et débat avec Maurice Montet, à l'occasion des 50 ans de l'*Union pacifiste, 66, boulevard Vincent-Auriol, 75013 Paris, tél. : 01 45 86 08 75, www.unionpacifiste.org.*

Drôme : créer son écoprojet, 24 au 29 novembre, au centre écologique des Amanins. Rencontre avec les initiateurs du mouvement Colibri, du Hameau des Buis et d'autres structures de référence pour une transmission des savoir. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

Essonne : ma poubelle, une mine d'or, de 12h à 14h, à la maison de l'environnement, 2 bis, avenue de la République, à Montgeron, repas (non obligatoire) proposé par Saveurs sucrées Salées (7,5 €) sur inscription avant le 19 novembre. Rencontre avec Evelyne Bouquet, présidente de l'association Ma ressourcerie (http://maressourcerie.fr). *Association SoliCités, 13, rue Nungesser-et-Coli, 91170 Viry-Châtillon, tél. : 01 69 56 53 88, www.solicites.org.*

25 novembre

Lille : NaturaBio, 25 au 27 novembre à Grand Palais, alimentation, santé, habitat sain, environnement, tourisme, commerce équitable. *Spas, 160 bis, rue de Paris, 92100 Boulogne-Billancourt, tél. : 01 45 56 09 09, www.spas-expo.com.*

Calvados : rencontres du réseau Ecobâtir, 25 au 27 novembre à Pont-l'Evêque, au domaine du Houvre, rencontres d'associations, d'autoconstructeurs et de professionnels de l'éco-habitat. *http://reseau-ecobatir.org.*

26 novembre

Toulouse : stucs et tadelakt, découverte des enduits spéciaux à la chaux… *Ecorce, Petite Fournet et Barbéou, 09500 Mirepoix, tél. : 05 61 69 55 38, www.ecorce.org.*

Gard : Journées de l'arbre, de la plante et du fruit, 26 et 27 novembre à Saint-Jean-du-Gard, 25e année, *Les Dimanches Verts, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél. : 04 66 85 32 18, www.dimanchesverts.org.*

Partout : journée sans achat, une journée pour réfléchir aux questions liées à la notre surconsommation, loin du portefeuille.

Ardèche : loto écolo-rigolo, à 14h, salle du Lac aux Ramiers à Vernoux-en Vivarais, dans le cadre de la "Semaine sans pesticides" initiée par l'Acap, Action citoyenne pour des alternatives aux pesticides.

agenda

15 novembre

Lyon : 50 ans de presse alternative à Lyon et dans sa région, 15 novembre 2011 au 25 février 2012, aux Archives municipales de Lyon, 1, place des Archives, Lyon 2e (M° et trams Perrache). Exposition proposée par le CEDRATS, Centre d'études et de recherches sur les alternatives sociales. Plus de 200 titressont présentés autour des thèmes écologie, anarchisme, solidarité, contre-culture, féminisme, antimilitarisme, non-violence, citoyenneté… Les revues proviennent du Cedrats, des Archives municipales, de la Bibliothèque municipale… L'expo s'accompagne d'un colloque international les 19, 20 et 21 janvier 2012 coorganisé avec le Laboratoire communication, culture et société de l'ENS et le Musée de l'imprimerie sur le thème *"La presse alternative à l'épreuve des utopies et de l'émancipation sociale"*. Quatre rencontres sont également organisées, aux Archives municipales, à 18h30, les jeudis 7 novembre avec *Silence*, 1er décembre avec *la Décroissance*, le 12 janvier avec *Golias*, le 26 janvier avec le *Cri de l'encre.* Deux rencontres sont organisées également au Cedrats, à 18h30, le 12 décembre : *Médias alternatifs et mouvements sociaux* avec Radio Canut et Rebellyon ; le 9 février : *Les fruits du CEDRATS : cinq ans de documentation et de recherches sur les alternatives sociales. CEDRATS, 27, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 90 67 l'après-midi.*

Ouvert à tous. Nombreux lots et ambiance festive garantis ! Venez nombreux ! *Renseignements : Pascale Balligand, tél. : 04 75 58 30 63, gillespascale@orange.fr.*

Le Havre, formation à la coopération, 26 novembre, suite le 3 décembre. Avec Elisabeth Maheu-Vaillant. Inscriptions avant le 7 novembre : *MAN, Centre 308, 82, rue Jeanne-d'Arc, 76000 Rouen, tél. : 02 35 96 52 64, elisabethmaheu@wanadoo.fr.*

Paris, Prévenir et réagir face au harcèlement à l'école. 9e forum "La non-violence à l'école" organisé par la Coordination pour l'éducation à la non-violence et à la paix. Avec Claire Chéné, Jean-Pierre Bellon, Jean-Michel Blanquer, Véronique Guérin, Marguerite Puech… A l'Assemblée Nationale, salle Colbert, 33 quai d'Orsay, 75007 Paris. *Inscription avant le 6 novembre auprès de coordination@decennie.org ou par téléphone au 01 46 33 41 56. Coordination pour l'éducation à la non-violence et à la paix, 148, rue du faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.*

27 novembre

Drôme : chaîne humaine antinucléaire, à Valence, en préparation de la chaîne humaine du 11 mars 2012 dans la vallée du Rhône pour demander la sortie du nucléaire. *Plus : tél. : 07 77 20 27 71, www.chainehumaine.org.*

28 novembre

Rhône : faire face aux conflits en milieu scolaire, 28-29 novembre. Formation interactive : questions-réponses, mises en situation, exercices, apports théoriques. *Ifman Rhône-Loire, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 04 77 89 20 28, www.ifman.fr.*

30 novembre

Genève : café décroissance, débat avec Clément Wittmann, qui essaie d'être candidat décroissant aux prochaines élections présidentielles. *Rassemblement des objecteurs de croissance, www.decroissance.ch.*

11 novembre

Paris : Images mouvementées, 11 au 20 novembre au Cinéma la Clef, 21, rue de la Clef (Paris 5e, M°Censier-Daubenton, tél. : 01 42 17 45 55), 9e festival du cinéma d'Attac, sur le thème *"La fabrique de la peur"*. **Vendredi 11** à 20h : *Braves gens, n'ayez plus peur* suivi d'un débat sur la fabrique de la peur. **Samedi 12**, 14h : film *21h11* puis *Big brother city* puis *Resistants.com* suivi d'un débat "tous surveillés". 16h : *Même pas peur* puis *Briser le silence* puis *La révolution ne sera pas télévisée.* 20h : *Les nouveaux chiens de garde* suivi d'un débat *"Le rôle des médias dans la fabrique de la peur"*. **Dimanche 13**, 14h, *La mise à mort du travail* suivi d'un débat *"Le management de la peur"*. 16h : *Lundi CDI* puis *Orange amère.* 18h : *Violence des échanges en milieu tempéré.* 20h : *Le chômage a une histoire, 1981-2001* suivi d'un débat *"Quand le chômage alimente la régression sociale"*. **Lundi 14**, 18h : *Diffamation.* 20h : *Jesus camp* suivi d'un débat *"Quand la religion fabrique la peur"*. **Mardi 15**, 18h : *La France qui se lève tôt* puis *Avenue de France, Paris-Kinshasa, Le blanc c'est le meilleur…* 20h : *Le Prête-nom.* **Mercredi 16**, 14h, *Loulou et autres loups* (+ de 3 ans), 16h : *Monstres et compagnies* (+ de 6 ans), 18h : *enfance difficile, affaire d'Etat* puis *Les bandes, le quartier et moi.* 20h : *L'enfance sous contrôle* suivi d'un débat. **Jeudi 17**, 18h : *L'art délicat de la matraque* puis *Vaulx-en-Velin, la cité retrouvée* puis *Justice pour Lambda.* 20h : *Marchands de sécurité* suivi d'un débat sur *la peur des banlieues.* **Vendredi 18**, 18h : *Vivre dans la peur.* 20h : *Debtocratie* suivi d'un débat *Le spectre de la dette.* **Samedi 19**, 13h30 : *Un monde sans fous* suivi d'un débat. 15h30 : *Très bien merci.* 17h30 : *Tesis.* 20h : *Plot point* puis *Science fiction paranoïa* suivi d'un débat. **Dimanche 20**, 14h, *Pour un seul de tes deux yeux* puis *Punishment park.* 16h : *Tous terroristes* puis débat *"quand contester devient illégal"*. 18h : *Les insurgés de la terre* puis *Del poder* (du pouvoir). 20h : *Vous n'aimez pas la vérité, 4 jours à Guantanamo* et *La Cabale.* Programme détaillé : *http://local.attac.org/images-mouvementees. Comité Attac Paris nord-ouest, Maison des Associations, 15, passage Ramey, 75018 Paris, parisnw@attac.org.*



annonces

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 2. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Entraide

■ **Cantal.** Créatrice de chapeaux en déplacement au salon des artisans d'Aurillac, cherche hébergement pour trois nuits du 9 au 12 décembre 2011 contre défraiement ou troc ou… *Valérie Carlenc, La Blaquière du Larzac, 12100 Millau, tél : 05 65 60 23 28.*

Vivre ensemble

■ **Eco-lieu dans le Gers.** Nous cherchons des partenaires pour la constitution d'un groupe afin de restaurer un hameau dans le Gers. Objectif : créer un lieu de vie et d'accueil respectant des valeurs écologiques et humanistes. Les candidats doivent pouvoir investir afin de restaurer l'ensemble du hameau, possibilité d'accueillir quatre familles et développer un accueil tourisme vert et groupes pour activités culturelles et autres. Recherche autonomie énergétique et alimentaire, possibilité petit élevage et pisciculture. *Contacter Anne Diaz, annediaz@orange.fr ou tél. : 05 62 06 14 23.*

■ **Vivre ensemble Limoges.** Nous sommes à la recherche de "futurs voisins" intéressés (toutes générations et situations sociales confondues) par une démarche d'habitat partagé et désirant concevoir puis partager un lieu de vie. Nous avons envie de vivre au cœur de la cité avec un potager/jardin et des espaces communs (buanderie, caves, salle commune, ateliers… chambres ou logement d'accueil…) ; réserver, pour chacun, son "espace privatif" construit ou réhabilité selon l'opportunité de terrains bâtis ou non… ; partager des valeurs d'écologie, d'accueil et d'implication dans la vie du quartier. Nous souhaitons rassembler, autour de ces valeurs, des personnes pour étudier ce projet dans tous ses aspects (financiers, méthodologiques, juridiques, techniques, humains…). *Si vous êtes intéressé(e)s, contactez-nous : futursvoisins@free.fr.*

■ **Yonne,** deux couples vivant en SCI, sur une propriété de 3,5 hectares, parties privatives, parties communes, repas partagés, jardin, abeilles, verger, lapins, aménagement autoréalisés, chauffage au bois, panneaux photovoltaïques, implication dans la vie associative locale, cherchent nouveaux associés pour projet de village citoyen. Capacité d'accueil immédiat permettant de préparer l'intégration. Démarche d'intégration proposée : contacts par courriel, puis par téléphone puis sur le site, définitions de conditions d'intégration, coopération mutuelle, mise en pratique du projet. *Contact pour premiers échanges : francis.rique@orange.fr.*

Echange

■ Petit élevage bio de chèvres, brebis, ânes, échange fumier contre toute proposition. *Tél. : 04 66 85 12 47 (entre 21 et 23h) ou écrire à Nicolas Hélène, Le Mas de la Taule, 30270 Saint-Jean-du-Gard.*

Rencontres

■ **Réf 395.01.** Je suis un homme célibataire de 48 ans. Je suis jardinier de métier et je cherche une femme pour entamer une vie commune. Je possède une petite maison et un lopin de terre au centre d'un bourg normand. J'aimerais partager ma vie simple avec une compagne ayant les mêmes goûts. J'aime le jardinage, la nature, les arts sous toutes leurs formes, la sensualité, les balades, les rêveries au coin du feu… *Ecrire à la revue qui transmettra.*

Terrain

■ Couple ouvrier vigneron et animatrice socioculturelle et leurs trois enfants, cherchent pour projet de vie, petite exploitation avec vigne et terre pour implanter verger, potager, basse-cour, ruches et développer un lieu d'accueil touristique et social ainsi qu'une ferme-découverte. *severinsonia@gmail.com.*

■ **Bretagne.** Appel à toutes les personnes qui possèdent un terrain dont ils n'ont plus l'utilité. Nous sommes une famille qui cherche à vivre simplement. Nous désirons construire notre habitat (yourtes, kerterre…). Aussi, nous voulons créer un potager, verger, toilettes sèches, compost… Nous étudions toutes les propositions de location sur toute la région. *Pierre Mirdine, 3, rue de Montfort, 35750 Iffendic, tél. : 06 25 23 55 59, touareg@mailoo.org.*

Divers

■ Donne caravane état correct avec auvent, papiers belges, contre frais de gardiennage (260 € au mois de septembre). Modèle constructam 1971 en blanc. A prendre du côté de Fréjus. *Da_marmotte@yahoo.fr.*

■ **Bretagne.** Aux portes de Brocéliande, dans le chalet enchanté à Illifaut (22) et en forêt de Brocéliande (à la croisée des trois départements : Côtes-d'Armor, Ille-et-Vilaine et Morbihan), ateliers et stages personnalisés harmonisation énergie et sons, forêt, corps et voix. A la rencontre de votre vraie voix (parlée et chantée) et voie, ou se réconcilier avec elle(s) avec *Caroline Petitjean, psychophonie, harmonie par le chant, Chant prénatal, énergéticienne... Tél. : 02 96 56 68 37, www.lavoixenchantee.com.*

■ Et alors, 14, rue de Rocroy, 75010 Paris, contact@etalors.eu, 06 85 69 29 94, www.etalors.eu.

Expositions :

■ A la maison de l'air du Parc de Belleville, Paris (20e) de décembre 2010 à décembre 2011.

■ Au pavillon de l'eau à Paris (16e) à partir du 8 novembre 2011 jusqu'en février 2011.

Paris, 2°C en plus

A la demande de la ville de Paris, un collectif d'architectes a essayé d'imaginer un futur de la capitale, en 2100, avec une température moyenne en hausse de 2°C au niveau de la France.


Yannick Gourvil et Cécile Leroux, et alors architectes - www.et alors.eu

Paris 6e, les berges de Seine


Yannick Gourvil et Cécile Leroux, et alors architectes - www.et alors.eu

Paris 7e, des toits cyclables et culitvables


Yannick Gourvil et Cécile Leroux, et alors architectes - www.et alors.eu

Paris 17e, le périphérique

Le collectif d'architectes *Et alors* a réalisé une étude prospective sur les conséquences d'une hausse moyenne de la température de 2°C dans la capitale. Cette hausse moyenne intègre les fortes différences que l'on observe entre la périphérie et le centre : durant la canicule de 2003, il y a eu jusqu'à 9°C d'écart entre les températures au centre et dans la grande couronne.

Le but de l'exercice, avec ses limites, est de donner des directions possibles aux élus d'aujourd'hui.

Eau et végétation

Pour lutter contre la chaleur, les architectes envisagent de remettre au jour les cours d'eau (affluents de la Seine et canaux) aujourd'hui le plus souvent souterrains, l'eau permettant un rafraîchissement naturel. Ils proposent de végétaliser les murs ensoleillés, ce qui provoque une climatisation naturelle, d'ouvrir ou d'ajouter des balcons sur les façades nord, pour pouvoir se mettre à l'ombre.

Les quais de Seine sont aménagés pour faire face aux crues plus fréquentes. Ils deviennent essentiellement piétonniers avec des trottoirs flottants. La Seine est aménagée en zone de loisirs doux (baignade, planche à voile…).

Les accès aux stations de métro sont agrandis pour favoriser une meilleure aération. Les toitures des immeubles à toit plat sont végétalisées avec une double fonction : éviter les surchauffes par les toits et y permettre l'installation de potagers.

Dirigeables et isolation

Des dirigeables, des bateaux et des tram-trains assurent la livraison de marchandises à l'intérieur de la capitale, remplaçant les camions et camionnettes. La question de savoir s'il y aura encore des voitures n'a pas été tranchée.

Des éoliennes sont implantées sur les hauteurs, sur les toits d'immeubles. Les surfaces boisées sont revues à la hausse. Des couloirs végétaux permettent la liaison avec les bois de Vincennes et de Boulogne.

Le périphérique est supprimé, remplacé par un immense parc public circulaire.

L'ensemble des logements sociaux fait l'objet d'une vaste réhabilitation pour atteindre un bon niveau d'isolation (ce qui protège du chaud comme du froid).

L'exercice a été également fait pour les villes de Rennes, Dunkerque et Avignon.

Francis Vergier ■

Industrie agroalimentaire : main basse sur la diététique

Peu d'études existent en France sur l'influence de l'industrie agroalimentaire sur le monde de la diététique et sur les organismes chargés de protéger notre santé. Paul Scheffer, fondateur de l'Association de diététique et nutrition critique (ADNC), expose les conclusions d'une étude qu'il a réalisé en 2010 à ce sujet(1).

Darwin Bell

Silence : **Pourquoi insistez-vous sur le rôle de l'esprit critique en matière de diététique et de nutrition et pourquoi avoir réalisé une étude sur l'influence de l'industrie agroalimentaire dans ce domaine ?**

Paul Scheffer : Je me suis demandé quelle était la logique de l'industrie agroalimentaire et si elle était compatible avec la finalité de santé publique de la diététique. Quels sont les moyens d'action de cette industrie pour peser sur le domaine de la nutrition pour défendre ses intérêts particuliers ? Il m'est apparu qu'elle suit une toute autre logique, commandée par le profit, que celle de la diététique orientée par le respect de la science de la nutrition dans une optique de santé publique.

Et pourtant cette industrie a la prétention de se poser comme un acteur de la santé publique. Ainsi, Nestlé se présente comme un acteur à part entière dans le domaine de la nutrition, en terme de recherche et même d'actions, comme le prétend sa nouvelle fondation *Manger mieux pour vivre mieux*. De quoi entretenir une profonde confusion dans les esprits. Pourtant l'industrie agroalimentaire n'est pas une agence de services sociaux ou de santé, et la nutrition devient un facteur dans son discours seulement quand cela peut aider à vendre de la nourriture.

Il y a une raison évidente pour laquelle ces industries ont intérêt à monopoliser le discours public sur la diététique, en l'orientant vers leurs produits : la base d'une bonne santé étant constituée par des diètes basées de façon prédominante sur des végétaux relativement non travaillés, des fruits, et des céréales, ces denrées ne procurent aux multinationales qu'une faible marge de profit. Il y a donc urgence pour eux à orienter la consommation vers des produits hautement transformés. Pourtant on estime que 93% des enfants ont une consommation de fruits et légumes insuffisante par rapport à leurs besoins.

Quel est le poids des industries agroalimentaires sur les politiques sanitaires en matière d'alimentation ?

On est face à un lobby qui pèse très lourd dans l'économie française, ce qui lui permet de faire pression sur les politiques. Lorsque certains osent pointer la responsabilité des industriels dans le scandale sanitaire de l'obésité, estimant comme Christian Rémésy[2] que "l'accent ne devrait pas être mis sur la responsabilité individuelle des consommateurs mais sur l'offre mise à leur disposition" et prônant en conséquence "un encadrement rigoureux du secteur agroalimentaire", le lobby montre ses dents. "La ministre de la santé annonce qu'elle veut revoir les problèmes de publicité au niveau des enfants, qu'elle envisage de supprimer les produits sucrés en sortie de caisse, on va où ?", gronde Jean-René Buisson, le président de l'ANIA (Association Nationale de l'Industrie Agroalimentaire) en 2008. " Est-ce qu'il faut que nous mettions nos usines hors de France ?", menace-t-il. "Nous sommes la première industrie du pays et je crois que manifestement ce n'est pas encore bien compris. Avec un chiffre d'affaires de 145 milliards d'euros, nous sommes véritablement les pépites de l'économie française".

Quelles sont les techniques utilisées par ces industries pour imposer leurs vues en matière de prescriptions de santé ?

Elles sont multiples. Via la publicité ou des partenariats, on peut voir des **journaux d'associations de diététiciens financés par des marques** comme Coca-Cola, Gerber, Nestlé, Monsanto, Procter & Gamble, Roche vitamins, Slim-Fast, et

(1) "L'influence de l'industrie alimentaire dans le domaine de la nutrition et la place de l'esprit critique dans la formation des diététiciens", mémoire de sciences de l'éducation disponible auprès de Paul Scheffer, paul1@no-log.org,

(2) Nutritionniste, directeur de recherches à l'INRA.

Pour aller plus loin

- Association de diététique et nutrition critique (ADNC), 25, rue Marie-Rotsen, 60800 Crépy-en-Valois.
- Thierry Souccar, *Lait, mensonges et propagande,* Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008.
- Le site *www.lanutrition.fr*, délivre des grands prix de la propagande qui épinglent les produits et les discours des industriels qui cherchent à tromper la population avec des études fallacieuses.
- Michel de Lorgeril, *Cholestérol, mensonges et propagande,* Thierry Souccar édition, 2008.
- Roger Lenglet, *Santé & Lobbying,* éd. Tapage, 2008
- "Hold-up sur nos assiettes", *revue Pratiques-Les cahiers de la médecine utopique,* n°25, 52, rue Gallieni, 92240 Malakoff.
- Michael Pollan, *Nutrition, mensonges et propagande,* Thierry Souccar édition, 2008
- Documentaire *Alerte dans nos assiettes* Philippe Borrel, Christophe Labbé, Olivia Recasens
- Marie-Monique Robin, *Notre poison quotidien,* La Découverte, 2011
- Jean-Luc Porquet, Christophe Labbé, Olivia Recasens, *Vive la malbouffe!,* Höebeke, 2009.

l'Association du Sucre. L'industrie peut également **sponsoriser des conférences** et des meetings professionnels, coûteux, en échange d'espaces publicitaires et d'expositions ; elle fournit les pauses repas, des sacs et des stylos... Aux USA par exemple, Le Distilled Spirits Council, le Conseil des alcools distillés, a sponsorisé une session sur les risques et les bénéfices de santé de la consommation d'alcool.

Cela passe aussi par le **matériel pédagogique.** C'est l'industrie laitière – et para-laitière – qui se montre la plus productive en la matière. Le Centre interprofessionnel de documentation et d'information laitières (CIDIL) a édité une impressionnante batterie de fiches, de livres, de posters et de jeux que les enseignants sont invités à commander, à l'image de la "mallette Milka". 50% des enseignants déclarent avoir utilisé au moins une fois un tel document pour avoir un outil sur des sujets "qu'ils ne maîtrisent pas bien". L'agence de communication Junium-Altavia, qui a plusieurs dizaines de clients dans ce type d'industrie, vante les vertus de la communication pédagogique : "Les élèves y sont en situation d'écoute, d'échange, et accordent une forte crédibilité aux messages". "La communication pédagogique doit favoriser l'évolution des comportements, elle crée un lien complice avec votre marque ou institution."

Darwin Bell

L'AFFSA et l'industrie laitière

Pour ce qui est des Apports nationaux conseillés rédigés en 2001 par l'AFSSA (Agence française de sécurité sanitaire des aliments), ceux pour le calcium ont été confiés à un ex-chercheur de l'INRA, Léon Guéguen, qui siège au sein du comité scientifique de l'institut Candia. Les apports de calcium recommandés ont alors été augmentés de 30 % pour les enfants de 7 à 9 ans. Thierry Souccar montre que "sur les 29 membres du comité d'experts en nutrition humaine de l'AFSSA, c'est-à-dire le comité chargé de conseiller les Français sur leur alimentation, 20 avaient des liens de collaboration avec l'industrie laitière. " *(Lait, mensonges et propagandes).*

Si besoin, les industries n'hésitent pas également à **faire usage des tribunaux.** Le chercheur de l'Inserm Pierre Meneton en a fait les frais face au comité des Salines de France pour son article "Scandale alimentaire : sel, le vice caché" publié en 2006 dans le mensuel TOC. "Cela fait plus de vingt ans qu'un lobby du sel fait de la désinformation sur le lien entre l'excès de sel et les effets délétères sur la santé", notamment en produisant "des chiffres minorés" sur le sel caché préincorporé dans les aliments, estime le chercheur. Le lobby est débouté de sa plainte en 2008. Mais poursuivre les lanceurs d'alertes devant les tribunaux pour diffamation permet d'intimider d'autres critiques quant aux conséquences de leurs actes.

Les entreprises peuvent également choisir de **coopter des experts** en identifiant les leaders d'opinion... et en les engageant comme consultants ou conseillers, ou en leur donnant des fonds. Les experts eux-mêmes ne doivent pas reconnaître qu'ils ont perdu leur objectivité et liberté d'action. Ce qui frappe dans le paysage de la nutrition française, c'est la fréquence avec laquelle des nutritionnistes, ayant des responsabilités dans les plus hautes agences publiques en matière de nutrition et dans les recommandations qui en émanent, entretiennent des rapports étroits avec l'industrie agroalimentaire, par le truchement de conseils scientifiques de syndicats interprofessionnels où ils siègent en tant que consultants.

Le phénomène des "**portes tournantes**" décrit enfin le fait que les serviteurs de l'Etat d'aujourd'hui peuvent être lobbyistes de demain et vice et versa. C'est ce genre de mélange qui fait que l'on retrouve des prescripteurs de politiques publiques de santé liés de très près aux intérêts de l'industrie agroalimentaire.

Pouvez-vous nous donner quelques exemples de ce mélange ?

Le Programme National Nutrition Santé (PNNS) se fixait comme objectif prioritaire en 2001 "d'augmenter [chez tous les Français] la consommation de calcium" en consommant notamment "trois produits laitiers par jour". Pour Thierry Souccar(3) "ces recommandations ont été d'autant plus facilement entérinées par le PNNS qu'y participaient deux cadres de Candia, un de Danone, un autre médecin membre du conseil scientifique Candia, un médecin membre du conseil scientifique Danone, un médecin membre

(3) Biochimiste, écrivain et journaliste à *Science et Avenir.*

Pourquoi a-t-on besoin de diététiciens ?

Et si on apprenait à bien se nourrir pas seulement à des professionnels de la diététique, mais à tout un chacun, dans le cadre de l'éducation ? Cela permettrait dès le plus jeune âge de pouvoir se défendre contre les logiques de l'agro-industrie qui mène son offensive à tous les moments de la vie quotidienne. Et de privilégier l'autonomie à la professionnalisation.

Silence.

du conseil scientifique Nestlé, un représentant de Kellogg's" ![(4)]

En parvenant à instrumentaliser le PNNS et les *Apports Nationaux Conseillés* de l'AFSSA (voir encadré), qui sont des références majeures des diététiciens, les firmes privées s'assurent un impact maximum sur le monde de la diététique. Face à cela, une mesure élémentaire mais nécessaire serait d'imposer aux acteurs de ces institutions et à toute personne qui s'exprime publiquement sur les sujets de nutrition, la déclaration de leurs conflits d'intérêt.

Vous avez également réalisé en 2009-2010 une observation participante dans une formation de BTS de diététique. Qu'avez-vous pu observer en termes d'éducation à l'esprit critique ?

Il paraît essentiel de préparer les futurs professionnels à savoir déjouer les instrumentalisations du marketing actuel de l'industrie agroalimentaire et à identifier les logiques des différents acteurs du monde de la nutrition. Or, la formation actuelle n'y prépare pas. On pourrait dire qu'elle contribue même, de manière plus ou moins naïve, à l'intégration potentielle des diététiciens au sein de l'industrie agroalimentaire, à travers différentes compétences à acquérir inscrites dans le référentiel de compétences de formation, comme "participer à la politique de communication en matière de lancement et de promotion des produits alimentaires". La visée de l'enseignement est essentiellement focalisée sur la réussite à l'examen, et non sur une vision plus globale du métier et des enjeux de santé publique. Plusieurs professeurs expriment leur crainte de déstabiliser les élèves en leur faisant apparaître la connaissance pour ce qu'elle est : évolutive et soumise aux conflits d'intérêts. Les données que l'on apprend lors de cette formation semblent figées dans le temps, immuables. Le corps enseignant, pour différentes raisons, ne cherche pas à dénigrer le secteur industriel qui pourrait être un futur recruteur des diététiciens, en sachant qu'il existe environ 20% de chômage dans cette branche.

Quels sont les changements de pratiques d'enseignement que vous préconisez pour éduquer les futurs acteurs de la nutrition à l'esprit critique vis à vis des lobbies agroalimentaires ?

Des entretiens réalisés auprès des élèves, il ressort que la très grande majorité d'entre eux n'avaient jamais entendu parler du mot lobby, et souvent, ils n'arrivaient pas à voir de divergences entre les finalités recherchées par la diététique et celles de l'industrie agroalimentaire. Je regrette qu'il n'existe pas actuellement en France de travaux de références sur l'influence de l'industrie agroalimentaire sur le monde de la diététique comme cela s'est fait aux Etats-Unis avec l'ouvrage de l'universitaire Marion Nestle *Food Politics*.

Il serait nécessaire que ce type de formations intègre l'enseignement des divergences de logiques de l'industrie agroalimentaire et de la diététique, qu'il prépare les futurs professionnels au fait que des chercheurs et des docteurs peuvent ne pas parler forcément au nom de l'intérêt général mais qu'ils peuvent défendre des produits pour lesquels ils ont obtenu des contrats avec le secteur privé. Elles devraient également souligner les limites des organismes publics qui gèrent l'espace de l'alimentation comme c'est le cas de l'ANSES, (anciennement AFFSA), ainsi que les biais et les faiblesses présents au sein de la science fondamentale elle-même, encore trop souvent perçue comme pure et impartiale, sur laquelle se base ensuite un nombre considérable d'acteurs.

Darwin Bell

Propos recueillis par **Guillaume Gamblin** ■

(4) Thierry Souccar, *Lait, mensonges et propagande,* Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p. 55.



Jeux vidéo et monde militaire, un couple inséparable ?

Le lien entre les jeux vidéo et le monde militaire n'est pas nouveau, et explique en partie pourquoi ils semblent les produits d'une "culture de violence". Ce divertissement est né au sein du complexe militaro-industriel américain en pleine guerre froide, dans le contexte de la course à l'espace avec l'URSS. Une époque où le Pentagone dope de crédits le milieu de la recherche en informatique – dont font partie les hackers, inventeurs des jeux vidéo.

Tony Fortin est membre de l'*Observatoire des armements*, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél. : 04 78 36 93 03, www.obsarm.org. Il est l'auteur de plusieurs publications sur les jeux vidéo.

Pour plus d'informations lire : "Comment les armées se sont emparées des jeux vidéo ?", *Damoclès*, n°127, 2009.

Apparu en 1962, *Spacewar*, le premier jeu vidéo simulant un combat spatial a servi avant tout à mesurer la puissance de calcul des ordinateurs. Dans les années 80, *Battlezone*, une simulation de tank vectorielle très célèbre a été utilisée par l'armée américaine comme support à l'entraînement. Mais c'est au cours des années 90, que cette collaboration, profitant d'une massification du marché, va déboucher sur une véritable synergie entre le Pentagone et l'industrie des jeux vidéo, le premier injectant des dépenses de recherche et investissement dans la conception de simulateurs militaires qui ont fini par être adaptés pour le commerce. Des jeux comme *Harpoon, Rainbow Six* et *Full Spectrum Warrior* sont les fruits de cette collaboration. Le recours au jeu vidéo comme outil de recrutement ne s'est amorcé qu'en 2002 avec *America's Army*, un jeu multijoueur online qui a réussi à attirer jusqu'à présent près de 10 millions de joueurs.

En 2006, l'armée française s'est décidée à suivre le modèle américain à l'aide d'une version transformée de *Ghost Recon Advanced Warfighter (GRAW)* baptisée *Instinct*, jeu commercial dont la rhétorique est proche de la guerre contre le terrorisme. Une synergie s'établit alors entre l'armée et l'éditeur du jeu Ubisoft puisque la première a fourni au second une expertise militaire afin d'améliorer le réalisme de la simulation dans l'optique d'une future version commercialisée.

"Sensibiliser" au monde militaire

Les enjeux qui se profilent sont doubles. D'une part, les soldats peuvent s'entraîner à la guerre et se familiariser avec les armes et combinaisons futuristes dont les jeux militaires s'inspirent (les exo squelettes, muscles artificiels, senseurs[1], etc., des soldats de *GRAW*) et qui ne sont pas encore introduits sur le terrain. En France par exemple, pour répondre aux mutations de la guerre, l'armée française recourt à un combattant *FELIN* proche du cyborg (mi-humain, mi-machine) anticipé par *GRAW*. De l'autre, le public (jeune, masculin, issu de classe populaire) que l'armée cherche à recruter participe clairement à une "sensibilisation" militaire à partir du monde civil. Cependant, la collaboration entre l'armée française et l'industrie des jeux ne s'est pas vraiment poursuivie par la suite. Elle se limite aujourd'hui tout au plus à l'insertion de publicités de recrutement dans les jeux de sport.

D'évidence, les jeux de guerre ne pourraient voir le jour sans la conjonction de plusieurs forces. Comme la préparation des guerres réelles (par exemple la recherche dans les nano-technologies est mise au service du monde militaire), la conception des simulateurs de guerre puise dans la technologie civile et les ressources des plus gros distributeurs de contenu culturel. A un niveau marginal, nous participons donc au développement des armées "en jouant", et en "regardant"les nombreux films de guerre réalisés avec l'aide du Pentagone.

Tony Fortin ■

(1) Équipements de détection inclus dans un système d'arme comme un radar, une caméra infrarouge, un laser mesureur de distances, etc.

Jeux vidéo : et si on jouait à la non-violence ?

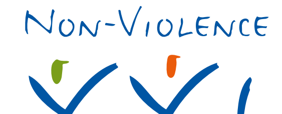
Les jeux vidéo qui mettent en scène la violence ont la réputation de favoriser des comportements violents. L'auteur du massacre du 22 juillet 2011 en Norvège, recommandait dans son manifeste de jouer à un jeu de simulation pour s'entraîner au tir. Qu'en est-il réellement du lien entre virtuel et réel ? *Non-Violence XXI* témoigne ici d'une expérience pour sensibiliser les concepteurs de jeux vidéo à la logique de la non-violence.

Non-Violence XXI mène depuis 2009 un projet sur quatre ans de sensibilisation à la non-violence auprès de l'école de conception de jeux vidéo *Supinfogame* à Valenciennes. Initialement, l'association souhaitait trouver une école de conception de jeux vidéo qui serait disposée à créer un jeu sur la non-violence (voir un premier petit jeu créé par quatre élèves des Gobelins en 2005 et proposé sur le site de l'association). Une des écoles contactées, Supinfogame (Bac + 3 et + 4) à Valenciennes, a demandé à Non-Violence XXI une démarche originale : proposer à ses élèves des séances de sensibilisation à la non-violence. D'un projet ayant pour but de soutenir la création et le développement d'un jeu vidéo considéré comme un outil de sensibilisation aux principes de la non-violence, il s'agissait donc de passer à un projet de sensibilisation des professionnels et futurs professionnels à la non-violence. Des séances axées sur différents principes et thématiques de la non-violence sont organisées auprès des élèves de l'école. L'association espère produire grâce à ce projet (cofinancé par la Fondation de France) un « effet levier » en sensibilisant à la non-violence les professeurs et les élèves, qui vont par la suite devenir des professionnels susceptibles de faire pénétrer ces idées dans l'industrie du jeu vidéo. Premier constat de l'équipe[1] grâce à ce projet : les jeux vidéo sont loin de tous être des jeux violents ; les jeux qui peuvent être classés comme "violents" constituent moins de 25% de la totalité du marché (un énorme marché toutefois, dont le chiffre d'affaires dépasse aujourd'hui celui du cinéma).

Introduire des logiques complexes dans des algorithmes simples ?

En 2010-2011, c'est la promotion de seconde année de classe préparatoire de l'école, soit dix-huit élèves, qui a été sensibilisée avec succès. Les élèves, d'abord sceptiques sur la non-violence, ont découvert avec grand intérêt ce que sont la gestion non-violente des conflits, la gestion de la crise émotionnelle, l'action directe non-violente ou encore la communication non-violente, chacun de ces principes dont il ressort qu'il pourrait être l'objet de jeux vidéo. Les échanges nombreux avec les élèves ont permis d'analyser les difficultés techniques d'introduire des logiques non-violentes complexes dans les algorithmes toujours trop simplificateurs d'un ordinateur, mais aussi de discerner des pistes possibles de futurs jeux intégrant encore davantage les logiques non-violentes. Car ces séances de sensibilisation ont aussi permis de découvrir, non sans surprise et plaisir, que certains jeux vidéos proposent déjà l'option non-violente en laissant le choix au joueur d'être violent ou non dans la réalisation de sa mission. Un constat encourageant. L'équipe de Non-Violence XXI sensibilise à la non-violence les élèves de l'école Supinfogame, pour la troisième année consécutive, depuis la rentrée 2011.

Marion Wintergerst
Coordinatrice de Non-Violence 21 ■



Non-Violence XXI, fonds associatif composé de 13 organisations françaises, a pour but d'œuvrer au développement d'une culture de non-violence. Il appelle et récolte les dons qu'il redistribue ensuite aux organisations non-violentes qui le sollicitent, afin d'appuyer des projets en France et dans le monde. Une quarantaine de projets par an sont financés, selon 3 thématiques : l'éducation et la formation à la non-violence, l'intervention civile de paix, et l'action directe non-violente. Liste des projets et des organisations bénéficiaires sur le site *www.nonviolence21.org*.

Contact :
114 rue de Vaugirard,
75006 Paris,
tél. : 01 45 48 37 62.

(1) L'équipe 2011-2012 : Elisabeth Maheu, Xavier Renou, François Marchand et Marion Wintergerst.


weck.info

Potentiel et limites de l'alimentation urbaine

Des études montrent que pour le moment la nourriture s'éloigne de l'assiette de l'urbain... mais qu'il est (souvent) possible de faire autrement.

Les informations de cet article sont extraites pour l'essentiel du très bon dossier de *La Revue Durable (n° d'août-octobre), Cerin, rue de Lausanne, 23, 1700 Fribourg (Suisse), www.larevuedurable.com.*

Après la Révolution, l'agglomération parisienne ne comptait que 600 000 habitants contre près de dix millions aujourd'hui. Il y a deux siècles, les fruits et légumes consommés dans la capitale venaient d'une distance moyenne de 87 km. On est passé aujourd'hui à 790 km. Pour les céréales, on est passé de 150 km à 500 km. Pour la viande et les produits laitiers, de 250 km à 600 km. Ces derniers chiffres sont à prendre avec précaution : il y a deux siècles, les élevages étaient autosuffisants alors que maintenant 50 % de la nourriture est importée(1).

Pour le futur, deux tendances se manifestent : une poursuite de l'éloignement principalement par les voies maritimes et la mer (car la navigation peut être peu consommatrice d'énergie) et une relocalisation de la production comme le font les Amap. Si ces dernières ont le vent en poupe — une centaine en Ile-de-France — elles ne fournissent actuellement, en fruits et légumes, que 0,3 % des besoins.

Le potentiel alimentaire de Rennes

Une étude(2) montre que l'agglomération rennaise (37 communes, 402 000 habitants) couvre actuellement 70 % de ses besoins en légumes, 51 % en céréales, 3 % en fruits... et 146 % en viande, 182 % en produits laitiers et 187 % en œufs. L'agglomération produit 38 % des calories alimentaires consommées.

Un scénario "vertueux" a été fait en supposant le passage au végétarisme et donc le remplacement des élevages par des cultures vivrières. Au lieu d'avoir besoin de 3500 m² par habitant comme actuellement, la surface nécessaire pour nourrir un habitant pourrait descendre à 1800 m²(3). Il suffirait alors d'élargir l'agglomération d'un rayon de 6,3 km pour assurer l'autonomie. Un tel scénario a d'autres avantages : une baisse de la consommation d'énergie pour les transports, le passage possible à l'agriculture biologique généralisée...

Ce scénario prévoit que 35 % des espaces verts soient transformés en potagers, qu'une partie des arbres de la ville soient remplacés par des arbres fruitiers... Une enquête sociologique montre que 84 % des Rennais seraient favorables à cette conversion des parcs en ville. L'étude a chiffré également les surfaces de toits plats et les surfaces bétonnées récupérables en ville : cela représente 2368 hectares... soit 3 % de production possible en plus.

Cela confirme que jusqu'à une certaine taille, les villes peuvent devenir autosuffisantes en s'associant avec les communes rurales proches. Par contre, pour les grandes villes, cela reste très problématique... et l'agriculture urbaine restera marginale en terme de production.

A Cuba, on mange 5 fruits et légumes par jour

L'agriculture urbaine a par contre d'autres avantages : outre les relations sociales qui peuvent se créer autour d'un jardin partagé, la culture de fruits et légumes en ville peut permettre leur accès aux plus démunis. Un jardin peut permettre d'économiser sur son budget nourriture (jusqu'à un millier d'euros par an). Il permet l'accès à des aliments de bonne qualité. Une étude de la FAO, Fonds mondial pour l'alimentation, montre que le développement (forcé) des jardins urbains à Cuba fait qu'en moyenne, la consommation de fruits et légumes y est 3 à 5 fois plus élevés que dans les autres pays d'Amérique centrale et que la santé y est meilleure. L'alimentation urbaine permet aussi d'être en meilleure santé.

Michel Bernard ■

(1) Etude de Gilles Billen et Sabine Barles (Paris VI) Petros Chatzimpiros et Josette Garnier (Latts, Université de Marne-la-Vallée).

(2) publiée en janvier 2011 par Catherine Darrot, du laboratoire de développement rural d'Agrocampus-Ouest, à Rennes.

(3) Dans l'article, *La relocalisation de l'alimentation n'est pas chose facile !* d'avril 2010, n°378, j'avais retenu 2500 m² par habitant en partant d'une expérimentation sur trois ans dans la région de Montpellier.



Guillaume de Crop

L'AlterTour 2011 : encore un grand cru !

Le parcours passe entre le champ en variétés anciennes de blé et la ferme de Loex (Haute-Savoie), avec au fond le Mont-Blanc.

Dans le prolongement des trois éditions précédentes, l'AlterTour a été une fois de plus un événement très riche en rencontres conviviales et militantes, tout en partage et en autogestion.

Les 160 altercyclistes qui ont participé en fonction de leurs disponibilités (pas plus de 60 par jour, pour des raisons de logistique) ont traversé successivement, du 2 juillet au 7 août :

- **le sillon alpin**, de Genève à Valence via Annecy, Chambéry et Grenoble. L'appétit vorace des techno-scientifiques et industriels grignote les terres cultivables au bénéfice d'usines de nano-gadgets, puces RFID, et autres terrains de golf pour cadres en mal d'oxygène ; mais la résistance pour sauver les terres est forte et les collectifs alternatifs ne s'en laissent pas conter. Nous avons eu le bonheur de fêter avec le comité anti-olympique la défaite cuisante de la candidature d'Annecy pour les JO d'hiver 2018 : voilà quelques centaines d'hectares provisoirement épargnés de la folie obsessionnelle compétitive. Que de souvenirs émouvants, passés sur les traces des grandes heures de la Résistance (au pied du plateau des Glières, le cimetière de Morette) et de rencontres festives et militantes dans la vallée du Grésivaudan !

- **la vallée de la Drôme**, département phare de l'agriculture bio en France. Que des étapes mémorables voire poignantes, comme celle d'Eurre avec l'association "Next-up" qui revendique l'instauration de zones blanches pour que les personnes électro-sensibles ne soient plus bannies de la société. Notre prise de conscience des dangers sanitaires provoqués par les ondes électromagnétiques (téléphones portables, wifi,…) a été renforcée par les témoignages vivants.

- **l'éco-village d'Eourres**, petite commune avec sa biocoop et son école Steiner-Freinet, dont l'accueil a été tellement chaleureux.

- **les communautés Longo Maï** (près de Forcalquier et dans la Crau), expériences réussies de la simplicité volontaire collective.

- **le Lubéron** aux paysages merveilleux qui ont été phagocytés par la jet-set, mais où on peut rencontrer aussi Jean-Luc Daneyrolles, formidable semeur de graines d'alternatives avec son « potager d'un curieux » près d'Apt.

- **Le Thor**, première commune résistante aux OGM qui a réussi à imposer un arrêté interdisant la culture d'OGM sur son territoire ; **Avignon**, où nous nous sommes essayés au théâtre de rue devant le Palais des Papes, sur le thème de la sobriété énergétique. Vélos, t-shirts et flyers étaient les seuls accessoires accompagnant guitare et chanteurs. Une expérience encourageante à renouveler et diversifier sur toutes les places publiques !

- **la Camargue**, avec le comité local d'Attac Arles.

- **les Cévennes**, également terre de résistances et d'alternatives, jusqu'au Caylar et son festival Roc-Castel "Eloge de la lenteur" qui nous a fait une place avec la diffusion du film de Dominique Béroule "L'âge de tous les dopages"(1).



Guillaume de Crop

Repas du midi à la Maison du Vélo à Valence (Drôme), rencontre organisée par le Collectif ville-campagne qui dénonce le projet de confiscation de terres agricoles par le projet Oxylane-Décathlon.



Guillaume de Crop

L'AlterTour a participé au rassemblement organisé par le Comité anti-olympique d'Annecy (CAO) le jour du vote officiel du CIO pour désigner la ville accueillante des Jeux Olympiques d'hiver 2018. Vote final : les Français n'auront pas à financer cette ineptie.



Guillaume de Crop

Guillaume de Crop

Guillaume, maraîcher bio, s'est vu prêter 1,5 hectare par Jean-Marie Verdet, paysan-arboriculteur en bio aussi. Accueil organisé par Ecologie au quotidien à la ferme du Bès, à Saint-Romans (Drôme).

A Saignon (Vaucluse), Jean Luc Danneyrolles, du Potager d'un curieux, mène, entre autres, une activité de sauvegarde des semences potagères. Adhérent du réseau Semences paysannes depuis longtemps, c'est un passionné qui sait transmettre sa passion.

- le Larzac, arrivée en apothéose avec comme guide Alain Desjardins, militant historique et témoin très didactique de nombreuses causes (lutte non-violente du Larzac, associations Peuples et Culture, Accueil Paysan …). Il nous a fait rencontrer Jeanne Jonquet et Marie-Rose Guiraud sur la ferme de la Blaquière, celle-la même où un attentat à l'explosif en 1973 a failli coûter la vie à la famille (9 personnes dont 7 enfants). La justice étant ainsi faite en France, l'affaire avait été classée sans suite, mais on n'est pas dupes des commanditaires de cet acte terroriste qui avait été perpétré pour effrayer le mouvement de résistance paysanne. C'est sur cette ferme également qu'a été construite en toute illégalité une bergerie, toujours opérationnelle. D'un côté la mort, de l'autre la vie : cette page d'histoire mériterait d'être enseignée dans les écoles, comme tant d'autres mouvements populaires pacifiques.

Dans cet exercice de résumé des étapes, l'exhaustivité est impossible et il est frustrant de ne pas pouvoir citer tous les acteurs et coordinateurs locaux de l'AlterTour(2).

Chaque année, l'AlterTour choisit un thème de prédilection. Celui de cette année a été **"vers la sobriété énergétique"**, qui a donné lieu à la publication d'un guide en encart du n° 391 de *S!lence* en juin dernier. Nous avions retenu le thème de l'énergie en fonction des régions traversées : le sillon alpin avec les excès des technologies de pointe, la proximité de la vallée du Rhône et sa collection de centrales nucléaires, et les Cévennes menacées par les puits de gaz de schistes. Notre choix s'était fait avant la catastrophe de Fukushima. La conférence de Roland Desbordes (CRII-Rad) a été ovationnée ; il nous a permis d'apprendre moult vérités cachées par les autorités nucléaires et d'affûter nos arguments pour se passer du nucléaire (le fameux triptyque : économies d'énergie + efficacité énergétique + énergies renouvelables).

Last but not least : l'émulation créative pour démarrer chaque journée dans la joie. L'AlterTour est déjà riche de traditions, celle du réveil en (parodies de) chansons est divine !

En route pour 2012

Un mois après la fin de cette aventure sobriocyclopédique festive et militante, une première rencontre a permis de démarrer l'organisation de l'édition 2012 et de dégager quelques orientations :



Guillaume de Crop

Robert Roussier est l'agriculteur conseil des Paniers marseillais, gros réseau sur Marseille qui fournit plus de 5000 personnes en fruits, légumes, viandes, poissons, huile d'olive, fromage, etc. (voir Guide AlterTour 2011 dans S!lence de juin 2011)



Guillaume de Crop

Paul-Pierre Laguitton est oléiculteur bio au Mas de l'Esclade, à Saint-Martin-de-Crau et dans la vallée des Baux-de-Provence (Bouches-du-Rhône). Il propose une excellente huile d'olive sous forme de bidons très élégants, d'un litre ou un demi-litre. Il approvisionne également les Paniers marseillais. Il a permis l'installation d'une jeune productrice de fromage de chèvre provençal et fromage de chèvre à l'huile d'olive en lui léguant une partie de sa ferme pour son atelier de transformation.



Guillaume de Crop

Action à Avignon, devant le Palais des Papes. Les Altercyclistes scandent de petits messages et chansons à caractère écologique et/ou anti-dopage et/ou anti-économie de marché destructrice. Jean-Pierre Masson, à l'initiative de cette action, tient le mégaphone, Yvain lit le texte et malheureusement, la pluie arrive…



Guillaume de Crop

A Thor (Vaucluse), jeu de rôle drôle : reconstitution d'une séance de l'Assemblée Nationale avec comme thème les gaz de schiste. Des altercyclistes et des accueillants ont tiré un petit papier avant le début de la séance qui définissait le parti politique et la position sur les gaz de schiste (pour/contre/s'en fout/ne se prononce pas). Pendant une bonne heure, le président de l'assemblée a essayé de ramener le calme à grands coups de godasse sur son pupitre !

- parcourir le grand sud-ouest à l'intérieur d'un polygone approximatif Bayonne – Bordeaux – Brive – Perpignan.
- ne plus se calquer sur les dates du tour de France des dopés pour permettre aux "aoûtiens" de participer.
- participer au festival "Résistances" de Foix au 14 juillet.
- diminuer les prix d'inscription en utilisant des possibilités inexploitées (chèques-vacances,…), maintenir le principe d'un prix de journée en fonction du niveau de revenu et dégressif pour les familles.
- renforcer les partenariats avec *Silence, Attac, Accueil Paysan, la Confédération Paysanne,…*
- faire davantage d'animations de rue dans les lieux publics et présenter les alternatives locales dans les bourgs traversés, pour mieux les faire connaître. Education Populaire à fond !

Jean-Pierre Masson
AlterTour ■



Guillaume de Crop

Le festival Rocastel (festival du voyage lent) a accueilli l'AlterTour pendant deux jours au Caylar (Hérault). Sur la place du village, repas partagé, crieur public et concert dansant le soir, une ambiance mémorable !

Courrier

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net.

Magharebia



Révolutions arabes manipulées

Ami *S!lence*, dans ton n°391 p.30, dans l'article "La révolution sans les armes ?" tu cites l'organisation Canvas comme étant celle où un certain nombre de jeunes égyptiens sont allés chercher la stratégie nécessaire pour établir un rapport de force victorieux avec un régime autoritaire ou totalitaire qu'il faudrait faire chuter. Dans un encart, tu te questionnes sur le fait que ces renversements de régimes débouchent généralement sur un système de libéralisme économique mondialisé. Je trouve ton questionnement bien naïf (…). Le but de ces mobilisations n'est pas de changer de système mais de régime. C'est-à-dire de passer d'un capitalisme autoritaire ou totalitaire à un capitalisme démocratique. (…) Ce n'est pas forcément le but de toutes celles et de tous ceux qui ont participé à ce printemps arabe, mais cela l'est clairement pour toutes celles et ceux qui comprennent bien que le changement ne doit concerner que l'apparence et non la substance de la société (…).
Tu fais la généalogie des "révolutions colorées" en en faisant remonter la genèse au mouvement de résistance non-violente "Optor" qui entraîna la chute de Milosevic, en Serbie, en 2000. Puis tu cites ses rejetons en Biélorussie, Géorgie, Ukraine, et tu aurais pu continuer au-delà en Asie centrale. (…) Réveille donc ta mémoire et décille ton regard ! Et tu verras alors que ces révolutions colorées, qui de proche en proche se décalaient vers l'est en contournant la Russie par le sud, avaient un but, pas forcément avoué et moins noble que le rétablissement de la démocratie par des voies non-violentes, qui était de mettre la main sur les sources d'énergie et les ressources minérales. Que les USA s'y installent avant que Russie, Iran, Chine, Pakistan, Inde n'en prennent définitivement le contrôle. (…) Tu passes sous silence la très probable action de la CIA — ou de tel ou tel service secret — en sous-main pendant les révolutions colorées. (…)
Tout indique que si ce printemps arabe n'a pas été, à proprement parler, déclenché et orchestré par tel ou tel service secret de telle ou telle grande puissance, cela n'implique nullement que la CIA ou tel autre service, n' a pas, lors des révolutions colorées, manipulé Canvas et Gene Sharp, fut-ce à leur insu.
(…) D'autres moyens de parvenir à la démocratie par la non-violence sont possibles, et même plus souhaitables. Car s'il ne s'agit que de mettre en place des démocraties à économie capitaliste, nous ne mettrons en place que des démocraties de plus en plus factices, où le vrai pouvoir sera celui du marché ou de la finance. Voyez "l'été européen" qui suit le "printemps arabe", au Portugal, en Espagne, en Grèce… où les peuples n'ont d'autre alternative que de se soumettre à des critères non décidés par eux, mais bel et bien en leur nom…
D'autres mises en œuvre non-violentes peuvent nous rapprocher plus efficacement du but. Par exemple, l'achat massif d'obligations d'Etat par la population de l'Etat concerné, est bel et bien non-violente en soi, et desserre l'emprise de la finance sur la politique menée par tel ou tel Etat. Un tel achat peut se coordonner avec un retrait massif de l'épargne — ou d'une partie de l'épargne — comme en parlait l'interview de Cantona qui avait fait un buzz sur internet. Il suffit de retirer 5 % de cette épargne pour paralyser le système bancaire français. (…)
Pascal Maury-Lascoux
Dordogne

S!lence : La réalité n'est-elle pas un petit peu plus compliquée ? Que les pays occidentaux s'immiscent dans les rapports de force politiques en cours, c'est probable, mais leur influence sur les différents peuples n'est sûrement pas "mécanique".

Erratum : Pékéa

Nous avons découvert l'article écrit par Stéphane Ulvoas dans le n° 392 (p.42), reprenant les témoignages des paysans japonais que nous avions invités en mai dernier à Rennes, et nous l'en remercions. Cependant, nous voulions souligner que Pékéa n'est nullement une "association d'amitié entre la France et le Japon" comme mentionné dans l'encadré (bien que les liens avec le Japon soient nombreux), mais un réseau mondial de réflexion pour penser autrement les activités économiques et concevoir les moyens pour faire de la terre une planète humaine et solidaire. En d'autres mots favoriser l'avènement d'une civilisation fraternelle où la coopération est plus importante que la compétition. Le projet de ferme d'échanges entre paysans bretons et paysans japonais est un projet de l'ONG, parmi d'autres (pour plus d'informations : www.pekea-fr.org).
En vous remerciant d'apporter aux lecteurs (et contributeurs !) ce rectificatif. Bien cordialement.
Tifenn Leclercq
Bretagne

Contraception au "naturel"

J'ai lu avec attention votre dernier dossier sur la contraception et je vous remercie pour ces réflexions et enquêtes sur ce sujet. Je voudrais témoigner ici de mon expérience à la contraception au naturel. J'ai découvert cette méthode qui combine l'observation des températures et des glaires il y a un an et demi. Plus que simplement me débarrasser d'une hormone prise quotidiennement et néfaste pour l'environnement, j'ai redécouvert le cycle de mon corps. Cela m'a pris un an pour bien percevoir comment mes hormones étaient réglées, période pendant laquelle je prenais grand soin d'observer ma température tous les matins ainsi que ces glaires qui sont en quelques sortes les « aidant » des spermatozoïdes pour la fécondation et apparaissent essentiellement près de la phase critique d'ovulation. Depuis, je suis plus à mon aise et cela ne me demande que très peu de temps pour l'appliquer pour un résultat aussi bon que la pilule contraceptive, en combinaison avec l'usage du préservatif. Pour se renseigner, poser des questions ou trouver une accompagnante durant la période d'apprentissage de la méthode : surfez sur le site du Planning familial au naturel (site belge) http://www.pfn.be/sensiplan/index.php
Geneviève
Belgique

Ma maison sur pilotis

Oui il va falloir se rendre à l'évidence, il faudra un jour surélever notre maison face à la montée des eaux qui est inéluctable. Non seulement la maison brûle mais elle prend l'eau. Nos enfants et petits-enfants ne porteront pas seulement des bottes mais plutôt des cuissardes et malgré cela des villes seront submerrgées (comme Miami, etc.). Plus près de nous la Camargue.
Alors notre belle maison que va-t-elle devenir, celle qui bruissait de bonheur par les chaudes journées d'été et qui est maintenant léchée par les eaux de plus en plus pressantes et montantes ? Nul ne le sait et pourtant dans les années 2000-2010 des scientifiques, des citoyens, des écologistes des politiques comme Al Gore avaient prévenu de l'immensité des dangers encourus par notre soif vorace de croissance mondiale irraisonnée et notre démographie galopante. Mais l'immense majorité des terriens ne s'était pas rendu compte à temps de cette lente mais inexorable montée des eaux.
Ma belle maison sur pilotis, je croyais pourtant être à l'abri, elle a été emportée. Notre belle maison ! C'était en 2030 si je m'en souviens bien !
Jean-Paul Vieron
Drôme



D.R.



Une autre agriculture pour économiser l'eau

Deux éclaircissements à propos du dossier sur les toilettes sèches (*S!lence* n°387). Il est effectivement très important d'agir à son échelle en réduisant de manière individuelle la pollution que l'on crée. Néanmoins, il me semble très important de ne pas négliger les actions sur le collectif et les choix de société qui sont faits pour nous. Sur le thème de l'eau, 70 % des prélèvements d'eau sont réalisés à des fins agricoles, 20 % à des fins industrielles et seulement 10 % à des fins domestiques. Par ces chiffres, on voit que l'impact domestique (et donc personnel) est assez faible au regard des autres utilisations. Les pollutions d'eau agricoles proviennent d'une politique européenne et française d'agro business, qui va être revue en 2013. Ne pas se replier sur soi et ses petites actions, faire de son possible pour faire évoluer les politiques nationales et internationales (car les Etats sont des Etats de droit en Europe), me semble être fondamental, autant que l'action locale et individuelle.
Il est intéressant de voir aussi comment les civilisations ont "traité" leurs matières fécales. Les égouts étaient présents dans l'empire romain, alors que les Aztèques par exemple avaient des toilettes sèches. Des choix structurants d'organisation et de collecte d'eaux usées ont été faits en fonction de cette histoire. Réaliser une mutation vers un compostage des matières fécales en milieu urbain va nécessiter un long travail contre cette histoire.

Paul Cancel
Finistère

Menteurs !

Dans le numéro 393, vous annoncez 0% de téléphone portable alors qu'on en trouve un, page ✱✱ J'ai compté 56 numéros de téléphone dans le magazine, soit un taux de 1,78% de portable. On va dire que c'est la période de transition.

Thomas Finet
Bas Rhin

Le nouveau jeu (genre cherchez l'erreur) de la rentrée "0% de téléphone portable" dans le numéro de septembre de Silence, l'une de mes revues préférées, nous a beaucoup amusés. Prenant les rédacteurs et rédactrices au mot, nous avons cherché en famille si un petit numéro 06 ne s'était pas glissé dans le paysage, et ✱✱ "pan sur le bec" (comme ils/elles disent au Canard Enchaîné). Que du bonheur ce jeu, nous attendons avec impatience un nouveau numéro de Silence estampillé "0% de courriel".

François Menetrier
Rhône

Un coquille s'est glissée dans le numéro 393 : un numéro en 07 en bas de la page ✱✱ ! Le 07 est le petit frère du 06.

Régis Beller
Bas-Rhin

Est-ce que j'ai gagné un cadeau en ayant découvert le numéro de téléphone portable caché ?

Brigitte Berger
Corrèze

Silence : D'accord, mais la réussite de notre pari ne tenait donc qu'à un (ou deux) fil ! Nous avons ôté dans les courriers ci-dessus les numéros des pages en question : et vous, lecteurs/trices, les trouverez-vous ? Vous gagnerez, comme Brigitte... la satisfaction d'avoir relu toute la revue de A à Z, veinard-e-s ! Quant à nous, il ne nous reste qu'à recommencer. Chiche ?

Et le gagnant est...

Suite au jeu dans le n° 393 p.24, nous publions la légende inventée par Dany, des Alpes-de-Haute-Provence :



Il y a procès et procès...

Les bonnes causes ne justifient pas les mauvais procès – ni les procès tout court. Je veux dire mon malaise en lisant la brève sur Nafissatou Diallo et Dominique Strauss-Khan. (...) J'ai appris à ne pas fonder mon opinion sur un seul son de cloche, mais à écouter ce qu'ont à dire et l'accusateur, et l'accusé – sans nécessairement les approuver a priori. C'est là, un principe élémentaire de justice qui n'a pas été, ici, respecté. D'autre part, un journaliste aurait employé, au moins, le conditionnel ou des guillemets pour rapporter ce qu'une autre rapporte des "faits". (...) Dans cette affaire et dans ces affaires dans l'affaire, qui manipule qui ? Qui est victime de qui ? (...) Silence nous a habitués à plus de discernement, plus de critique. (...) Bien entendu, je dénonce tous les propos qui banalisent le viol ou l'encouragent, d'où qu'ils viennent. Cela ne m'autorise pas à raconter n'importe quoi, pour autant.

Thomas Liber

S!lence : S!lence estime que les "procès", c'est-à-dire une enquête et des échanges conflictuels devant tiers, sont une belle invention humaine, répondant à un souci de vérité et de justice. Que la pratique en soit pervertie par les dominants est un autre problème. DSK fait partie des dominants. Avouons ici que l'ensemble de ses méfaits (entre autres au FMI) nous a poussés à le qualifier de "coupable"... sans autre forme de procès. Mais n'est-il pas scandaleux que son passé de menteur institutionnel n'ait pas pesé en sa défaveur ?

Courrier

Contraception masculine



Voici une information en rapport avec votre dernier dossier "Contraception et Autonomie" (*Silence* n°393). Dans les années 1980, comme *S!lence* en a parlé rapidement, un groupe d'hommes s'est réuni à Toulouse. Ils ont discuté contraception et fait des essais ; entre autres une contraception hormonale et ce qu'ils ont appelé le "remonte-couille toulousain" qui s'avère être 100% efficace, autonome, réversible, gratuite, sans dépendance médicale et pharmaceutique. Que d'intérêts ! Elle se base sur le réchauffement des testicules à la température du corps qui du coup ne produisent plus de spermatozoïdes et au bout de 3 mois, on est considéré stérile. Ils ont inventé un slip spécial qui permet de maintenir les testicules à l'intérieur du corps.

Phillipe Lignières, qui faisait partie de ce groupe en a fait un film : Vade retro spermato,
Histoire des groupes de paroles et de contraception masculine en France (Les Films du Sud / Télé Bocal, 2010, 15 €).

Avec ma mère, on a du mal à comprendre pourquoi cette méthode ne s'est pas plus répandue... Trois points pour expliquer ce fait. Mais quand même... :

• cette méthode de contraception est masculine. Donc la fille doit faire confiance à son ami. Et s'il y a un problème, c'est quand même elle qui en supportera les conséquences.... (mais la stérilité peut se vérifier à l'aide d'un spermogramme et on peut facilement être sûr au bout de 3 mois...)

• cette méthode ne coûte rien... donc personne n'y a d'intérêt commercial..

• il semble y avoir une résistance masculine à toucher à ses organes génitaux...

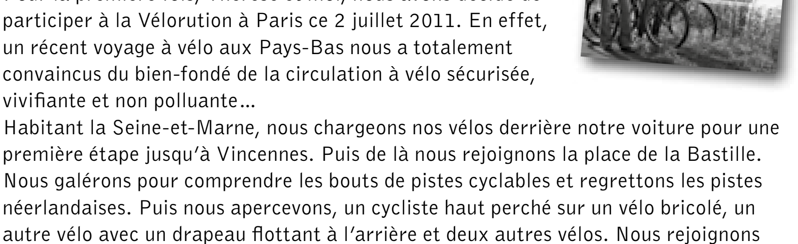
Alise et Sylvie Baldens
Gers

Source d'inspiration

J'ai 15 ans et je lis la revue *Silence* depuis quelques mois. (…) Votre revue est de loin ma source d'information préférée, et je vous remercie pour ces articles qui me rassurent, m'inquiètent, m'intéressent, me passionnent et m'offrent de vrais modèles, de vrais rêves. Je souhaite aussi agir pour un monde meilleur, plus vrai. Je souhaite et j'agis sur le plan individuel : j'essaie donc d'agir selon mon éthique. En prenant de plus en plus le vélo, en me douchant à l'eau froide, en faisant attention à ma consommation et à ma nutrition, je vais dans cette direction. Je suis fier de certains de mes actes : marcher pieds nus en ville, ou ne pas avoir de téléphone portable, ni de jeux vidéo, avoir fait des dons à plusieurs associations. Je veux agir plus et varier mes actions (…).

Balthazar Muller
Hauts-de-Seine

Les "abeilles" sont entrées dans la ville



Pour la première fois, Thérèse et moi, nous avons décidé de participer à la Vélorution à Paris ce 2 juillet 2011. En effet, un récent voyage à vélo aux Pays-Bas nous a totalement convaincus du bien-fondé de la circulation à vélo sécurisée, vivifiante et non polluante…

Habitant la Seine-et-Marne, nous chargeons nos vélos derrière notre voiture pour une première étape jusqu'à Vincennes. Puis de là nous rejoignons la place de la Bastille. Nous galérons pour comprendre les bouts de pistes cyclables et regrettons les pistes néerlandaises. Puis nous apercevons, un cycliste haut perché sur un vélo bricolé, un autre vélo avec un drapeau flottant à l'arrière et deux autres vélos. Nous rejoignons le groupe et formons convoi, mais, nous l'abandonnons à regret car le nombre de feux passés au rouge devient trop important. La manifestation n'est pas encore commencée !

Il est 14 h 15 quand nous arrivons sur la place de la Bastille, et je suis brusquement découragé par le peu de monde présent, un peu découragé comme lors de la manifestation contre le nucléaire à Nogent-sur-Seine quelques semaines auparavant.

En discutant avec les cyclistes présents, j'apprends que la manifestation commencera quand il y aura assez de monde, au plus tard à 16 h. C'est le principe « masse critique » dont je me fais expliquer le processus. Quand un groupe devient nombreux, il peut prendre place et agir, il peut avoir un impact, alors la manifestation démarre !

Sur le parvis de la Bastille s'échangent joyeusement des commentaires sur les vélos présents, un point de maquillage se met en place, une vente de tee-shirts remporte un franc succès… Il y a de quoi manger à prix libre… Et il est vrai qu'au fur et à mesure que le temps passe la masse s'agrandit ; l'ensemble est festif et coloré, imaginatif et créatif, joyeux et libertaire. La population est jeune, mais aussi parsemée de têtes grisonnantes et de cyclistes classiques.

Vers les 15 h 30, quelques cyclistes commencent à s'impatienter. Moi-même, je commence à trouver le temps long. Il a beau faire beau et chaud, l'attente est longue. Le groupe commence à déborder du trottoir comme des abeilles débordent de la ruche quand celle-ci devient trop petite pour le nombre d'habitantes. Nos cyclistes, que je perçois maintenant comme des abeilles commencent à s'agiter. Une d'elles, en costard cravate (sans doute un déguisement !) prend un mégaphone et invite ceux qui ont envie de parler à venir s'exprimer. Quelques-uns viennent, mais on n'entend rien, ni ne comprend rien. Mais c'est bon pour le moral ! On sent que ça bouge ; une abeille s'échappe sur la place de la Bastille et tourne autour de la place perchée sur son vélo ; d'autres aussi font un tour de piste. Et petit à petit l'essaim déborde sur la place forçant les voitures à freiner, à dévier, puis à s'arrêter et à bourdonner avec leur klaxon.

Un petit groupe d'abeilles tente de prendre place parmi les scarabées métalliques qui continuent à maintenir leur pression n'hésitant pas à corner, n'hésitant pas à impressionner de toute leur masse métallique. Mais la masse critique va être plus forte que la masse métallique !

Un gros groupe de départ fait deux tours de pistes autour de la Bastille et tout l'essaim d'un coup s'engouffre sur la place et s'envole dans Paris. C'est la fête, c'est l'envol, ça carillonne, la rue est à nous. Les scarabées métalliques sont derrière nous et ceux qui pointent leur nez sur les côtés sont obligés de rester en attente : des abeilles, gardiennes du circuit se sont postées devant les rues perpendiculaires.

Le temps est beau et ensoleillé, les passants sont arrêtés le long de la rue et regardent cette rue tout à coup colorée, ding ! dong ! ding ! dong ! de musique et de couleurs de fête : un autre monde prend place.

Comme pour tout essaim envolé de la ruche, les abeilles ivres de leur miel ne piquent pas ; elles partent à la conquête de ce nouvel espace, jouissant de leur nombre et de leur bonne humeur pour chanter et crier leurs revendications : "Place aux vélos !", "Les vélos dans la rue !", "Libérez les cyclistes enfermés dans les voitures !"… occupant Paris l'espace d'une traversée… qui répétée collectivement aujourd'hui et demain nous tracera des pistes parisiennes sûres, silencieuses et démocratiques.

Marc Evin
Seine-et-Marne


D. R.

Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/ Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris.** Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

Les Apprentissages autonomes

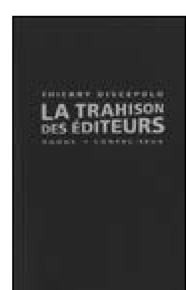
John Holt
Éd. L'Instant Présent, 91650 Breuillet
2011 – 184 p. – 19 €



Instituteur pendant une quinzaine d'années, insatisfait de son travail, l'auteur a d'abord cherché à "créer des écoles alternatives", avant de se résoudre à chercher "des alternatives à l'école". Porte-parole de fait, dans le monde anglo-saxon, du mouvement sans-école, il a écrit une dizaine de livres, traduits en une quinzaine de langues. Celui-ci est le seul disponible en français, grâce à un groupe de parents "questionneurs". Son sous-titre est : "Comment les enfants apprennent sans enseignement". Si l'accent y est bien mis, en effet, sur les apprentissages, il l'est aussi sur un "enseignement" et sur une relation "enseignant-enseigné" qui les facilitent. C'est donc aussi, malgré tout, un recueil de techniques pédagogiques "alternatives" : notamment en mathématiques, en musique, en lecture (confondue avec le déchiffrement) et en écriture. La postface de Laurence Holvoet resitue bien les idées principales de l'auteur et leur genèse. Une belle introduction-préparation donc, à la pleine reconnaissance du paradigme "apprendre". JPL.

La trahison des éditeurs

Thierry Discepolo
Ed. Agone
2011 - 204 pages – 15 €

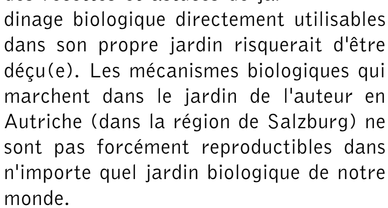


"Décoloniser l'imaginaire" par la diffusion d'idées ne peut suffire à changer les rapports sociaux que l'écologie politique entend révolutionner. Il faut aussi les infléchir en pratique, par la pratique. Ce livre confronte la diffusion d'idées elle-même (ainsi que les auteurs et les lecteurs des livres qui les véhiculent) aux conséquences de sa pratique éditoriale. Pourquoi des groupes capitalistes éditent-ils des livres a priori incompatibles avec leurs intérêts ? Pourquoi nombre d'auteurs "critiques" oublient-ils de l'être lorsqu'ils choisissent leur éditeur ? Les idées alternatives sont-elles condamnées à passer sous les fourches caudines de la logique marchande pour trouver un large public ? En quoi éditeurs et librairies indépendantes contribuent-ils à les y soustraire ? Ce sont quelques-unes des questions auxquelles Thierry Discepolo apporte des réponses précises... et dérangeantes ! Une vivisection du secteur éditorial dont on ne pouvait faire l'économie à l'heure où une filiale de la holding Lagardère (médias, sports, armement) vient d'éditer "Vers une société d'abondance frugale" de Serge Latouche... XR.

La permaculture

Sepp Holzer
Ed. Imagine un colibri
chemin de l'Evêché, 16570 Marsac
http://aupetitcolibri.free.fr.
2011 - 220 p. - 25 €

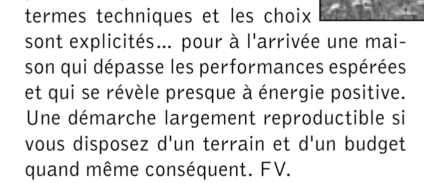
Quelqu'un cherchant à s'initier à la permaculture, à en comprendre sa "philosophie" a intérêt à lire ce livre. L'auteur, par son expérience très riche en observations de terrain, montre clairement que la permaculture consiste d'abord à favoriser la vie dans son jardin à partir des ressources locales et à réduire le plus possible les travaux (bêchage...) surtout quand ces derniers sont inutiles voire nuisibles, par exemple lorsqu'ils détruisent la microfaune indispensable à la vie du sol et donc à celle des plantes. Mais un(e) lecteur (trice) qui chercherait des recettes et astuces de jardinage biologique directement utilisables dans son propre jardin risquerait d'être déçu(e). Les mécanismes biologiques qui marchent dans le jardin de l'auteur en Autriche (dans la région de Salzburg) ne sont pas forcément reproductibles dans n'importe quel jardin biologique de notre monde.



C'est donc plutôt un livre d'initiation pour changer sa façon de voir la nature dans son jardin, ce qui peut être un bon moyen de faire évoluer ses relations avec le vivant. CD.

Ma maison bioclimatique

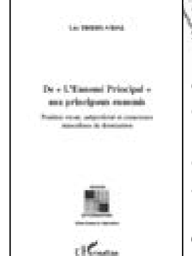
Patrick Blanc
Ed. Terre vivante
2011 - 190 p. - 22 €



L'auteur raconte dans le détail les différentes étapes de la construction de sa maison. Chaque moment du chantier est présenté avec d'excellentes photos et plans. Les différents termes techniques et les choix sont explicités... pour à l'arrivée une maison qui dépasse les performances espérées et qui se révèle presque à énergie positive. Une démarche largement reproductible si vous disposez d'un terrain et d'un budget quand même conséquent. FV.

De "L'Ennemi Principal" aux principaux ennemis

Léo Thiers-Vidal
Ed. L'Harmattan
2010 - 372p. - 33,50 €



Sous titré "Position vécue, subjectivité et conscience masculines de domination", cet ouvrage peut paraître rebutant par son langage universitaire très difficile à suivre. Il n'en reste pas moins la réflexion la plus aboutie actuellement disponible sur le thème de la responsabilité des hommes dans la domination patriarcale. L'auteur, décédé en 2007 à 36 ans, y synthétise la pensée féministe matérialiste et les travaux masculins existant sur la domination du côté des hommes. Il dépasse les tiédeurs et les contradictions qui amènent généralement les auteurs masculins à minimiser la responsabilité des hommes, et analyse les stratégies plus ou moins conscientes par lesquelles ceux-ci exercent leur pouvoir sur les femmes. En se basant sur des entretiens auprès de plusieurs hommes, cette étude donne de nombreux exemples de ce qui fait la trame quotidienne du patriarcat. Et nous amène à méditer sur le déni de la conscience d'opprimer qui amène chaque homme à considérer que "Toutes les femmes sont discriminées, sauf la mienne". GG

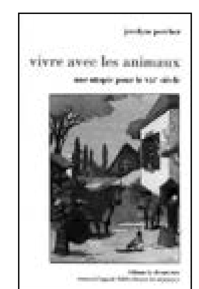
Le tourisme : émancipation ou contrôle social ?

Rodolphe Christin et Philippe Bourdeau
Ed. du croquant
2011- 283p -20 €



Ouvrage collectif, offrant un éventail des différentes aberrations de la machine touristique qui propose un monde fabriqué de toutes pièces où les lieux s'adaptent aux touristes : "La réalité devient une offre virtuellement touristique, "séjournable" du point de vue du client, commercialisable du point de vue du prestataire." Dans cette société sous contrôle, où "le touriste est la version domestiquée du nomade", on pourra réfléchir aux luttes syndicales menées par Tourisme et Travail, ou encore aux désastres causés par le tourisme sportif en parfaite adéquation avec la compétition capitaliste. Plongez-vous dés lors dans "le plaisir d'être ailleurs et l'inquiétude éprouvée face à l'inconnu" plutôt que chercher remède dans l'exotisme muséifié et l'événementiel. On pourra noter l'excellent texte de Philippe Godard "Le progrès à l'assaut du voyage", ainsi que le bel entretien avec Gérard Chaliand. EG.

Vivre avec les animaux
Une utopie pour le 21e siècle



Jocelyne Porcher
La découverte
2011 - 160 p. - 15 €

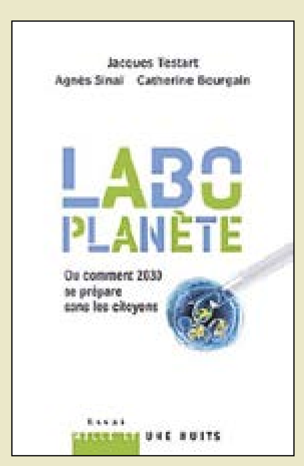
"Les animaux domestiques sont des machines, non pas dans l'acception figurée du mot mais dans son acception la plus rigoureuse, telle que l'admettent la mécanique et l'industrie". Ces propos ne sont pas de ceux de la FNSEA mais de A. Sanson, zootechnicien qui, en 1907, a publié un traité sur l'élevage des animaux. Jocelyne Porcher redéfinit à partir de ce cauchemar ce qu'est pour elle l'élevage et non pas les productions animales. Si l'auteur ne se



le livre du mois

Labo planète

Comment 2030 se prépare sans les citoyens

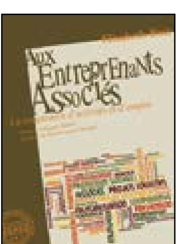


Jacques Testart, Agnès Sinaï, Catherine Bourgain
Ed. Mille et une nuits
2011 - 174 p. - 15 €

La Fondation Sciences citoyennes a organisé en 2007 une rencontre où des scientifiques sont venus présenter comment fonctionne leur domaine de recherche… et comment les grandes décisions échappent totalement ou presque à tout contrôle démocratique. Cet ouvrage présente une synthèse des interventions, extrêmement riche, montrant que toute recherche est influée par des choix idéologiques et financiers. Ceci en total décalage avec les aspirations du public : la santé publique et environnementale, l'agriculture biologique, la chimie verte, les recherches interdisciplinaires autour de la transition de nos modes de vie, les recherches en sciences humaines et sociales, sont des domaines marginalisés. "Il faut cultiver chez les citoyens l'audace de se prétendre juges de ce que font les laboratoires" [p.25]. Sont évoquées comme alternatives les recherches coopératives (comme les logiciels libres), associatives (comme la Crii-Rad ou Negawatt), l'introduction de structures démocratiques dans les choix de recherche… Enfin, un dernier chapitre pose la question du changement de vision qu'impose d'aller vers la décroissance. MB.

cache pas de son amour des bêtes, elle examine par ailleurs ce qui fait la joie et la souffrance des travailleurs des abattoirs comme des paysans. Propagandiste de "la vie bonne", Jocelyne Porcher est chargée de recherches à l'Inra, et a réalisé nombre d'études sur les relations hommes-animaux. Dans cet ouvrage, elle s'oppose à l'industrialisation de la viande, conteste le puçage des brebis, l'abattage violent des bovins, les conditions ignobles d'élevage des porcs ou des poulets. Se démarquant du végétarisme, elle s'applique à démontrer comment on peut vivre avec les animaux dans une société à refaire de l'étable à la table. CG.

Aux entreprenants associés



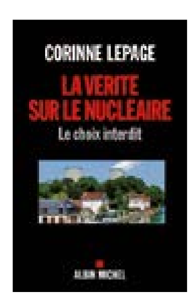
Elisabeth Bost
Ed. Repas
2011- 206 p -16 €

S'il n'est pas évident d'être seul face à la création d'une entreprise, une autre logique d'entreprenariat est possible. Depuis 1995, avec les CAE, Coopérative d'activités et d'emploi, il devient encourageant de démarrer un projet personnel au sein d'une équipe, elle-même stimulante grâce à la mutualisation des moyens et aux collaborations professionnelles. Malgré beaucoup de redites, ce livre riche en témoignages et en exemples vous guidera sur le chemin de l'émulation collective, vers une société de personnes et non de capitaux. L'intérêt de l'ouvrage est aussi de démontrer que l'innovation peut également être d'ordre institutionnel et juridique, même si celle-ci doit affronter des inerties et des obstacles particulièrement difficiles à faire bouger. EG.

La vérité sur le nucléaire

Le choix interdit

Corinne Lepage
Ed. Albin Michel
2011 - 230 p. - 17 €



Dans ce livre post-Fukushima, notre ancienne ministre de l'environnement devient très efficace dans son argumentation. Après avoir rappelé les dangers de cette filière énergétique (Fukushima est possible en France), elle démonte avec vigueur les arguments économiques : l'électricité nucléaire n'est pas chère uniquement parce que la recherche a été payée par l'Etat, parce que l'on n'a pas intégré la question des déchets et du démantèlement. En termes d'emplois, n'importe quelle autre énergie crée plus d'emplois… mais en plus éviterait que 20 000 à 30 000 sous-traitants soient irradiés chaque année. Elle montre combien le domaine des énergies renouvelables est littéralement saboté. Tout cela est possible car le lobby a placé ses hommes aussi bien en politique (3000 élus en France sont des salariés ou anciens salariés d'EDF) qu'en communication (Jean-Marc Jancovici par exemple). Sortir du nucléaire est donc un choix gagnant en termes d'emplois, de finances, de confort… et évidemment de risques. MB.

La vache à lait

Notre consommation, leur martyre

Michelle Julien.
Ed. du Cygne
2011 – 220 p. – 19 €

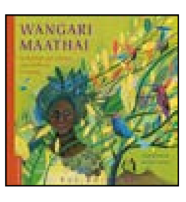


Ce livre choisit "délibérément de ne pas se focaliser sur les considérations liées à l'intérêt humain" (santé, revenu, environnement), mais de "placer la vache au centre du débat" car "derrière la boisson et ses dérivés, il y a un animal". Il contient des entretiens et des analyses alertes et abordables sur les conditions d'élevage, ses impacts écologiques, les représentations des citoyens souvent décalées par rapport à la réalité. On découvre que les vaches laitières industrielles ont une vie beaucoup plus cruelle que les vaches à viande, et qu'elles pèsent énormément dans le poids écologique global de l'élevage : dès lors pourquoi focaliser notre attention d'écologistes sur notre consommation de viande et pas de produits laitiers ? Des témoignages saisissants donnent également à voir combien les vaches sont des individus doués de personnalité, d'émotions, de sensibilité et de capacité de relation. Une lecture instructive et impressionnante. GG

Jeunesse

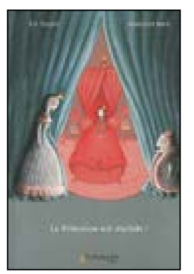
Wangari Maathai

Franck Prévot, Aurélia Fronty
Ed. Rue du Monde
2011 – 45 p. – 17 €



8-15 ans. La vie de cette "femme qui plante des millions d'arbres" est racontée en partant de son enfance au Kenya jusqu'à ses engagements écologiques, sociaux et politiques qui l'ont conduite à être lauréate du prix Nobel de la paix en 2004. Un album joliment illustré, accompagné à la fin d'un cahier d'informations de huit pages avec des photos, sur les dates de sa vie, la situation au Kenya, et quelques citations de celle qui connut la prison et qui dit : "N'ayez pas peur de parler quand vous savez avoir raison. La peur n'a jamais assuré la sécurité". GG.

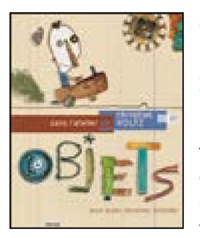
La princesse est malade !



Eric Dauzon, Anneclaire Macé
Goutte de sable, 48 p., 2011, 18 €

Dès 5 ans. Malheur dans le royaume, la princesse est malade ! Les médecins avec leurs pilules surpuissantes n'y peuvent rien, alors que faire ? Ce jardinier qui parle aux plantes, avec ses bons fruits sans traitement, va-t-il pouvoir la guérir ? Et si l'alimentation saine était un remède aux effets de la pollution chimique ? Un album contre les pesticides et les pollutions, illustré de manière tendre et joyeuse. GG

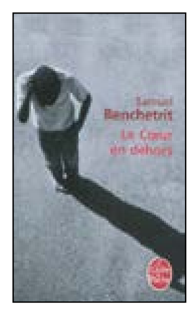
Dans l'atelier de Christian Voltz



Christian Voltz
Ed. du Rouergue
2011- 32 p. - 9,90 €

Dès 5 ans. Ce cahier d'activités vous invitera à fouiller et dénicher toutes sortes de petits objets de récupération : bouts de fils, boutons, coquilles, feuilles, graines et vieux outils, pour construire divers jouets et personnages qui pourront éveiller la créativité des enfants, leur apprendre à réutiliser de façon innovante et développer leur sens du recyclage. EG.

Romans

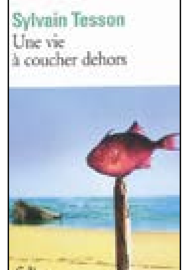


Le cœur en dehors

Samuel Benchetrit
Ed. Livre de Poche
2011 - 250 p. - 6,50 €

Au moment de partir à l'école, Charly, dix ans, voit les policiers embarquer sa mère. Pendant tout le livre, il va chercher à comprendre pourquoi et, de digressions en digressions, va nous raconter sa vie, avec un grand frère drogué, un père qui a disparu, le tout dans une cité glauque de la banlieue parisienne. Ecrit comme parle un enfant de cet âge, une sorte de road-movie à travers la cité qui dénonce en douceur le climat sécuritaire d'aujourd'hui. FV.

Une vie à coucher dehors

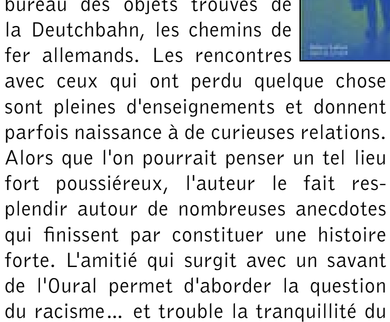


Sylvain Tesson
Ed. Folio
2010 - 204 p. - 5,70 €

En Géorgie, le bitumage de la route change un village. Mais c'est aussi l'arrivée de la vitesse et des accidents. En Grande-Bretagne, un éleveur explique l'évolution de son métier… avant de se suicider. Un démineur en Afghanistan tombe sur un piège avec une statuette antique posée sur une mine. Au même moment, partout dans le monde, les femmes se révoltent contre la domination masculine… et beaucoup d'histoires maritimes. Sylvain Tesson exploite la nouvelle avec une grande efficacité pour faire réfléchir sur les maux de ce monde. FV.

Le bureau des objets trouvés

Siegfried Lenz,
traduit par Frédéric Weinmann
Ed. Robert Laffont
2010 - 270 p. - 19 €



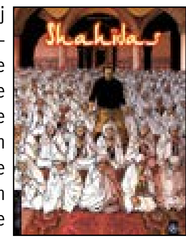
Henry Neff, vingt-quatre ans, cherche un boulot tranquille. Il est embauché au bureau des objets trouvés de la Deutchbahn, les chemins de fer allemands. Les rencontres avec ceux qui ont perdu quelque chose sont pleines d'enseignements et donnent parfois naissance à de curieuses relations. Alors que l'on pourrait penser un tel lieu fort poussiéreux, l'auteur le fait resplendir autour de nombreuses anecdotes qui finissent par constituer une histoire forte. L'amitié qui surgit avec un savant de l'Oural permet d'aborder la question du racisme… et trouble la tranquillité du jeune héros. On s'ouvre aux autres avec lui. MB.

B. D.

Shahidas

Tome 1 - Le fruit du mensonge
Tome 2 - La 25e note

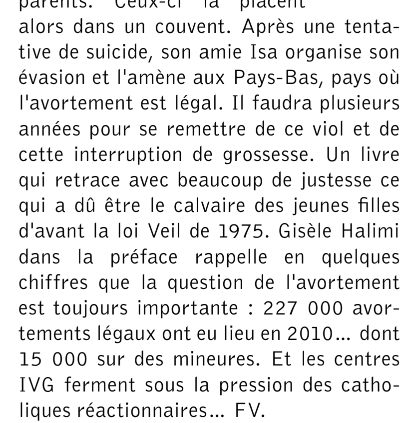
Ed. Bamboo / Grand angle
2011 - 48 p. et 12,90 € chaque tome



Le commissaire égyptien Saraj enquête sur les femmes-kamikases. Plongée dans le monde de celles qui acceptent de se sacrifier pour rappeler le drame palestinien. Une histoire bien charpentée qui nous plonge dans la reproduction sans fin du conflit dans la région. Le printemps arabe va-t-il influer la suite du scénario ? MB.

Libre de choisir

Pierre Wachs et Philippe Richelle
Préface de Gisèle Halimi
Ed. Casterman
2011 - 88 p. - 18 €



Au début des années 70, Anna, 18 ans, élevée dans une famille pieuse, rencontre Julien, amateur de musiques rebelles. Au retour d'un concert, Julien saute sur Anna qui n'arrive pas à repousser ses assauts. Elle tombe enceinte, en parle au curé qui la dénonce à ses parents. Ceux-ci la placent alors dans un couvent. Après une tentative de suicide, son amie Isa organise son évasion et l'amène aux Pays-Bas, pays où l'avortement est légal. Il faudra plusieurs années pour se remettre de ce viol et de cette interruption de grossesse. Un livre qui retrace avec beaucoup de justesse ce qui a dû être le calvaire des jeunes filles d'avant la loi Veil de 1975. Gisèle Halimi dans la préface rappelle en quelques chiffres que la question de l'avortement est toujours importante : 227 000 avortements légaux ont eu lieu en 2010… dont 15 000 sur des mineures. Et les centres IVG ferment sous la pression des catholiques réactionnaires… FV.



Nous avons également reçu…

■ **La propriété intellectuelle contre la biodiversité ? Géopolitique de la diversité biologique,** *éd. Cetim (6, rue Amat, 1202 Genève, www.cetim.ch), 2011, 220 p. 8 €, 12 FS.* Dans les pays du nord, la possibilité de breveter le vivant conduit à la privatisation des semences. Dans le sud, le processus est le même, à une échelle encore pire. D'une part, les peuples sont moins organisés pour résister, d'autre part les firmes ne s'intéressent pas seulement aux plantes cultivées, mais essaient aussi de mettre la main sur les plantes sauvages et leurs applications traditionnelles. Face à cette biopiraterie, l'ONG propose que l'on redéveloppe une biologie "open source" évitant la privatisation de plantes au bénéfice de seulement quelques-uns.

■ **Eco-fiscalité et transport durable : entre prime et taxe ?** *sous la direction de Séverine Frère et Helga-Jane Scarwell, éd. Septentrion presses universitaires, 2011, 274 p. 22 €.* L'explosion de la mobilité est une des principales sources de la pollution actuelle. Quelles politiques sont possibles pour réorienter les transports ? Présentation détaillée de certaines initiatives existantes et d'autres étudiées mais pas encore ou peu utilisées (cartes de rationnement, péages urbains). Les dimensions sociales et politiques sont peu développées (par exemple, le fait que cette mobilité n'existe que dans quelques pays du monde).

■ **Fukushima mon amour,** *Gérard Raynal, TDO éditions, 2011, 63 p, 4,50 €.* Kamaishi, ville proche de Fukushima submergée par les eaux et détruite suite au tsunami et au séisme du 11 mars 2011. Kaede, rescapée, cherche la trace de son époux dans la ville dévastée, et celle de son oncle, travailleur à la centrale de Fukushima. Ce récit qui suit le déroulement de la catastrophe nucléaire se veut un hommage au peuple japonais, dans un style lyrique.

■ **L'homme qui voulait être heureux,** *Laurent Gounelle, éd. Pocket, 2010, 164 p.* En vacances à Bali, le héros du livre consulte un guérisseur par curiosité. Celui-ci lui annonce qu'il n'est pas heureux. Commencent alors de longs échanges sur le sens de la vie, les croyances, les choix et la liberté. Le roman n'est qu'un habillage habile pour un livre de développement personnel. Gros succès.

■ **La marche de Mina,** *Yoko Ogawa, traduit par Rose-Marie Makino, éd. Actes Sud, 2011, 316 p.* Sa mère veuve partant suivre une formation, Tomoko, 12 ans, part habiter chez son richissime oncle et sa nièce Mina. Description minutieuse de la société japonaise à la fin des années 60.

■ **Chaabi,** *troisième tome, Marazano et Delaporte, éd. Futuropolis, 2011, 68 p. 16 €.* Dernier volet de cette BD qui raconte la vie et la mort d'un enfant qui a su organiser la révolte des sans-terre en Inde. L'histoire vue cette fois du côté du commandant chargé de mater cette révolte. Le choix de raconter l'histoire sous plusieurs angles n'est pas forcément très judicieux.

■ **La faute aux Chinois,** *François Ravard et Aurélien Ducoudray, éd. Futuropolis, 2011, 150 p. 21 €.* Cette BD raconte l'histoire des prolétaires d'aujourd'hui dans un abattoir. Et quand la grippe porcine vient à frapper, il y a du chômage. Heureusement, les bouchers savent tuer n'importe qui, ce qui assure de nouveaux débouchés. On suit une famille sur la durée d'une génération… et quand la Chine sera touchée à son tour par l'épidémie, la boucle sera bouclée. Cynique.

Groupes locaux

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez déjà lancer un appel dans la revue pour mettre en place un groupe local. Celui-ci peut ensuite développer de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e…

Groupes locaux existants :

- **> Indre-et-Loire.** Zazu Ferrandon, zazu@neuf.fr.
- **> Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, Marette, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr.
- **> Paris.** Mireille Oria, 52 bis, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, tél. : 01 43 57 20 83.
- **> Drôme.** Patricia et Michel Aubart, La Poste, bureau d'instance, 8, rue Gironde, 26110 Vinsobres.
- **> Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83.
- **> Besançon.** Martine Lionnet La Croix de Pierre, 70130 La Vernotte, tél. : 03 84 78 01 19 *(pas de rappel pour les téléphones portables).*
- **> Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 05 61 04 92 67, jeanclaude.geoffroy@orange.fr.
- **> Val-de-Marne.** groupesilence94@voila.fr.
- **> Seine-et-Marne.** Collectif écologie durable, Franck Rolland, 11, chemin de la Chapelle-de-Souffrance, 77500 Chelles.
- **> Caen.** Fred Burnel, 24, rue de Norrey, 14000 Caen, groupesilence14@yahoo.fr, tél. : 09 81 96 17 51

Devenez Réd'acteur

et gagnez votre abonnement gratuit !

S!lence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous… c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.
Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet *www.revuesilence.net* à la rubrique Participer / Ecrire dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.

Silence
9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h
Dépositaires, stands et gestion :
Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h
Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard :
lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h
Comptabilité : Anne-Sophie Cordoeiro : lundi et mardi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON
(IBAN : FR92 2004 1010 0700 5503 9Y03 840 - Code BIC : PSSTFRPPLYO)
Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre** – Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Editeur : Association S!lence - **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution :** 4e trimestre 2011 - **Tirage :** 6000 ex. - **Administrateurs :** Alain Arnaud, Camille Baran, Solène Bernard, Delphine Boutonnet, Myriam Cognard-Dechavanne, Monique Douillet, Emilienne Grossemy, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Marie-Pierre Najman, Michèle Pottier, Emmanuel Tissier - **Directeur de publication :** Marie-Pierre Najman - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Marie-Anne Chaize, Guillaume Gamblin, Emilienne Grossemy, Jean-Pierre Lepri, Marie-Pierre Najman - **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Christian David, Sophie Dodelin, Esteban, Anne Girard, Natacha Gondran, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Eveline Mana, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret 09 53 04 30 40 - **Dessins :** Coco, Dessin'acteurs, Lasserpe, Lécroart, Marcel - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité - **Photographes :** Areva, Darwin Bell, Marie Clem's, Guillaume de Crop, Da_D_Morey, Yannick Grouvil, Jeanne Kaha, Cécile Leroux, Magharebia, Martin Rowe, Pierre-Emmanuel Weck - **Et pour ce n° :** Tony Fortin, Michel Gairaud, Dominique Lalanne, Jean-Pierre Masson, Mimmo Pucciarelli, Léo Sauvage, Agnès Sinaï, Marion Wintergest - **Couverture :** Damien Bouveret - **Internet :** Olivier Bidaut, Damien Bouveret, Xavier Sérédine - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.



Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin 07502 Guilherand-Granges Tél. 04 75 44 54 96 www.impressions-modernes.fr

Numéros récents

Les numéros encore disponibles en version papier sont indiqués page suivante. Lorsque les numéros sont épuisés, nous les proposons progressivement en téléchargement gratuit sur notre site internet **(www.revuesilence.net).** Sur ce site vous trouverez également les sommaires détaillés de chaque numéro, ainsi qu'une prévisualisation des quatres premières pages. Mais également nos points de vente, un bulletin d'abonnement, les index… Ainsi qu'un formulaire courriel pour que vous puissiez nous envoyer des informations par ce biais.
Ce site est entièrement animé par des bénévoles.

394


393


392


391


390


388


384


383


381

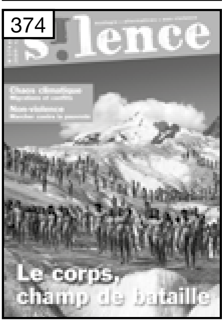

380


378


377


376


375


374


373


372


371




Je m'abonne à S!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex*	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex*	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	32 €

* à la même adresse

Suisse

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	45 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	39 €

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

Numéros disponibles

☐ 360 Autoproduire pour se reconstruire
☐ 361 Les nouvelles formes du colonialisme
☐ 362 Les jardins partagés
☐ 363 Téléphone (insup)portable !
☐ 365 Villes vers la sobriété
☐ 368 A la recherche de l'écologie radicale
☐ 371 Valse des paniers autour des AMAP
☐ 372 Démarches participatives d'habitat
☐ 374 Le corps, champ de bataille
☐ 376 Les murs, médias alternatifs
☐ 377 Élues et Genre
☐ 378 Apprendre sans école
☐ 380 Les frontières de la non-violence
☐ 383 Vivre en colocation
☐ 384 Sortir de la bio industrielle : une urgence sociale !
☐ 388 Ça marche !
☐ 390 Internet, l'envers de la toile
☐ 391 Après la vélorution
☐ 393 Contraception et autonomie
☐ 394 Le retour des monnaies locales

Numéros régionaux

☐ 331 Ariège et Hautes-Pyrénées
☐ 337 Paris
☐ 348 Centre
☐ 353 Haute-Garonne et Gers
☐ 359 Seine Saint-Denis
☐ 364 Savoies
☐ 370 Nièvre et Saône-et-Loire
☐ 375 Gard et Lozère
☐ 381 Essonne et Val-de-Marne
☐ 392 Auvergne

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire).
Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :

Vos coordonnées : Merci d'écrire en majuscules

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) :

Optez pour le virement automatique

Important : indiquez vos coordonnées ci-dessus puis remplissez l'autorisation de prélèvement ci-dessous en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT *J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :*

☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
☐…… € par trimestre (abonnement de soutien)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

ÉTABLISSEMENT TENEUR DE MON COMPTE À DÉBITER — Merci d'écrire en majuscules

Nom de mon agence bancaire ou CCP :

Adresse :

Code Postal : Ville :

COMPTE À DÉBITER

Établissement | Code guichet | N° de compte | Clé

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :
Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : 545517

Date et signature obligatoires :









Dites "Non" aux vignes OGM !

Le 15 août 2010, 60 faucheuses et faucheurs volontaires arrachaient 70 pieds de vignes OGM expérimentaux cultivés en milieu non-confiné dans la laboratoire de l'Institut national de recherche agronomique (Inra) de Colmar.

Ils passaient en procès du 28 au 30 septembre 2011 devant le tribunal correctionnel de Colmar.

Un "appel pour une vigne sans OGM" a été lancé auprès des vignerons, cavistes, etc., pour s'engager à ne cultiver et à ne commercialiser que du vin sans OGM.

■ Comité de soutien des faucheurs de Colmar, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, www.soutiencolmar.onlc.fr, soutiencolmar@mailoo.org.

